

Plus de SS-20 en Asie ?

M. Gorbatchev n'est pas disposé à laisser les pourparlers de Genève sur les missiles de portée intermédiaire (FNI) s'enliser, un risque que les deux principaux négociateurs avaient eux-mêmes récemment évoqué dans la presse. Dans un entretien accordé à un journal indonésien, «Monsieur Oui» a levé un important obstacle à la conclusion d'un accord. Sans doute son propos était-il d'être confirmé à la table des négociations, mais le dirigeant soviétique se dit très clairement prêt à renoncer, dans la partie asiatique de l'URSS, à un contingent résiduel de 33 SS-20 (100 ogives), et à tout autre missile à plus courte portée, contrairement à ce qu'il demandait jusqu'à présent.

Il est vrai que ce contingent résiduel n'était pas définitivement refusé par les Américains : à Reykjavik, en octobre dernier, M. Reagan avait accepté la demande soviétique, qui signifiait déjà une concession substantielle de la part de Moscou (le parc actuel de SS-20 en Asie s'élève à plus de 170 engins, auxquels s'ajoutent une quarantaine de SS-22 et 23, de plus courte portée). Mais ce relâchement à l'origine d'une bonne partie des complications récemment constatées.

D'une part, il rendait plus difficile le règlement du problème du contrôle. Les États-Unis faisaient valoir qu'il était plus aisé de vérifier un accord de réduction partielle qu'un traité de réduction totale. Ils pourraient donc, sans doute, accepter aujourd'hui des dispositions moins contraignantes.

En second lieu, les deux parties se querelaient sur le lieu de stationnement de ces armes résiduelles. Les États-Unis, sans doute pour accroître leur pression sur l'URSS, se réservaient le droit d'installer leurs 100 ogives autorisées (probablement des Pershing-2 ou des missiles de croisière) en n'importe quel point de leur territoire, y compris en Alaska. L'Union soviétique refusait de se voir exposée de la sorte. Ce problème sera donc réglé avec l'instauration de ce que M. Gorbatchev appelle la «double option zéro globale», c'est-à-dire la liquidation, partout, de tous les engins de ce type.

Dans ces conditions, le principal obstacle se trouve maintenant du côté occidental, avec le refus des États-Unis de discuter des Pershing-1A qu'ils ont cédés à la République fédérale. Les Soviétiques exigent d'inclure dans l'accord sinon ces engins, du moins leurs ogives nucléaires, qui restent sous contrôle, et même propriété, du gouvernement américain. Les États-Unis objectent qu'ils ne peuvent discuter de forces appartenant à des tiers, mais leur argumentation est peu convaincante. Moscou n'a-t-elle pas menacé de céder de la même manière à ses alliés de Prague ou de Berlin-Est quelques-uns de ses vecteurs, qui tomberaient sous le coup de l'option zéro ?

Jusqu'à maintenant, M. Gorbatchev paraissait quelque peu empêtré par sa demande, contradictoire avec sa volonté de dénucléarisation totale et probablement imposée par ses militaires, de conserver un reliquat de missiles nucléaires en Asie. Le voici libéré de ce fardeau, plus à l'aise pour demander à Washington de parcourir le reste du chemin, et probablement mieux assuré d'être entendu. Il serait bien étonnant en effet que M. Ronald Reagan ait renoncé à avoir, à la fin de l'année, le sommet et l'accord «historique» qu'il souhaite avec le numéro un soviétique.

(Lire nos informations page 24.)

Malgré les «mesures d'urgence» du gouvernement

Déficit de la Sécurité sociale : 33,6 milliards de francs en 1988

Les comptes prévisionnels du régime général de la Sécurité sociale, présentés le jeudi 23 juillet, annoncent un déficit de 13,8 milliards de francs à la fin de cette année, et de 33,6 milliards l'an prochain (sur respectivement 747,9 milliards et 787,6 milliards de dépenses). Ces déficits portent sur les retraites et sur l'assurance-maladie, et ont un caractère largement «structurel». Les «mesures d'urgence» décidées par le gouvernement ne suffisent pas, et il sera difficile d'attendre l'élection présidentielle pour engager des réformes en profondeur.

Une confirmation plutôt qu'une découverte, c'est ce qu'apportent les prévisions sur l'évolution du régime général en 1987 et 1988 présentées jeudi matin à la commission des comptes de la Sécurité sociale. D'abord sur les dimensions du déficit, malgré les «mesures d'urgence» décidées par le gouvernement. On pouvait déjà évaluer l'ampleur de ce déficit à partir de la note établie fin avril par les six «sages» désignés par le premier ministre (Le Monde des 25 avril et daté 31 mai-1^{er} juin).

Le rapport permet maintenant de le chiffrer avec précision. Les perspectives particulièrement inquiétantes pour le deuxième semestre 1988 — même si le déficit représente, il faut le répéter, moins de 4,3 % des dépenses — montrent la nécessité de nouvelles mesures de financement, supérieures, sans doute, à celles déjà décidées.

Le rapport confirme par ailleurs le diagnostic des «sages» sur le caractère «structurel» du déficit du régime général : tandis que les recettes plafonnent sous l'effet du chômage et de la stagnation des salaires, les prestations continuent à croître pour les retraites et pour la maladie : c'est là qu'il faudra mettre des freins.

Dès la fin de 1983, on pouvait pressentir la nécessité de payer davantage et de réformer le financement du régime général, assuré à plus de 90 % par des cotisations sur les salaires et donc particulièrement sensible aux difficultés de la conjoncture.

Au cours des dernières années, la progression des recettes n'a guère dépassé l'inflation, sauf en 1983-1984 à la suite du plan de financement établi par M. Bérégovoy. Ce rétablissement a été interrompu par la volonté de faire

baissier les prélèvements obligatoires.

Les mesures prises en 1986 et 1987, limitées par la même préoccupation, n'ont pas suffi à corriger le tir bien qu'elles apportent 22,4 milliards de francs en deux ans : sur l'ensemble du régime général, les recettes n'ont augmenté que de 1 % en francs constants en 1986 ; elles ne devraient progresser que de 3 % en 1987 et de 0,7 % en 1988.

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 21.)

La crise entre la France et l'Iran



M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, a réaffirmé, le jeudi 23 juillet, qu'il n'était pas question d'échanger M. Wahid Dordji, toujours réfugié à l'ambassade de France à Paris, contre M. Paul Tori, premier secrétaire à l'ambassade de France à Téhéran, que les autorités iraniennes veulent faire comparaître devant les tribunaux islamiques. Le juge parisien Gilles Boulouque tient d'autant plus à entendre M. Dordji que l'une des connaissances de celui-ci, Mohamed Mousseoui, figure parmi les sept Libanais appréhendés mardi et dont trois étaient toujours en garde à vue jeudi matin. D'autre part, les services du premier ministre ont démenti que M. Chirac ait eu connaissance d'un rapport de la DST impliquant directement l'Iran dans les attentats commis à l'automne dernier à Paris.

(Lire nos informations page 3.)

Un accord avec General Electric

Thomson cède l'équipement médical mais s'étend dans l'audiovisuel

Le groupe français Thomson et l'américain General Electric ont annoncé, le mercredi 22 juillet, un double accord en forme d'échange : les téléviseurs, magnétoscopes et chaînes hifi contre les appareils de radiologie et de radiothérapie. En face du néerlandais Philips et des japonais, Thomson s'affirme dans l'électronique «grand public» et y prend une dimension mondiale et non plus seulement européenne. General Electric devient le numéro un mondial de l'équipement médical, en face de Philips, des Japonais et de l'allemand Siemens.

L'accord, qui devra être définitivement conclu avant la fin de l'année et reste soumis à l'approbation des gouvernements, se réalisera sans échange réel d'actions. D'un côté, Thomson va acquérir 80,1 % de la division électronique grand public de General Electric, qui en conserve 19,9 %. De l'autre, General Electric va acheter 80,1 % du capital de la Compagnie générale de radiologie (CGR), filiale de Thomson-CSF, qui en gardera également 19,9 %.

La disproportion des deux ventes (le chiffre d'affaires de

General Electric grand public est de 20 milliards de francs, alors que celui de la CGR n'est que de 4,7 milliards) imposera le versement par Thomson d'une importante somme, dont le montant n'est pas révélé, mais qui pourrait s'élever à environ 5 milliards de francs, selon des informations américaines. Le groupe français autofinancera la somme nécessaire, et aimeraient être aidé pour partie par son actionnaire, l'Etat, qui doit distribuer, à l'automne, aux groupes restés nationalisés une partie du surplus de recettes tiré des opérations de privatisation.

Détenir la «taille critique» mondiale : d'un point de vue stratégique, l'opération répond à cet impératif. Pour Thomson, pour General Electric comme pour tous les électroniciens, le progrès impose une élévation constante des frais de recherche, laquelle impose à son tour de rentabiliser ces dépenses de plus en plus lourdes sur des ventes de plus en plus larges. Les firmes deviennent mondiales : la concentration s'accroît par des rachats ou par la multiplication d'alliances technologiques et commerciales.

M. Alain Gomez, en arrivant à la tête de Thomson, en 1982, avait hérité d'un portefeuille d'activités dispersées autour de six «métiers» de l'électronique (défense, grand public, composants, télécommunications, informatique, médical). «Il est impossible d'être parmi les leaders mondiaux partout», déclara-t-il aussitôt. Et il s'est séparé tour à tour des trois derniers. L'informatique a été cédée, en 1982, au groupe Bull ; les télécommunications civiles l'ont été à la CGE, en 1983, et le médical vient de l'être.

ERIC LE BOUCHER.

(Lire la suite et l'article de CLAIRE BLANDIN page 20.)

Dégel israélo-indien ?

Une première rencontre sportive à New-Delhi. PAGE 4

La réforme agraire aux Philippines

Des points essentiels en suspens... PAGE 4

M. Le Pen sur les plages

«Le vin est à 11%, nous, nous sommes à 16%...» PAGE 6

La Mauritanie convalescente

Un programme de redressement agréé par le FMI. PAGE 5

Le «Barbie» de Grande-Bretagne

Un témoignage accablant de la télévision britannique sur Antanas Gecas. PAGE 3

Concordances des temps

La gauche, ses Italiens et ses Maliens. PAGE 2

AVIGNON

■ «Faust et Rangda» : carpe ou lapin, sauce musique. ■ L'exposition Ailland-Arroyo : chapelle ardente. ■ Anna Lakos entre Budapest et Avignon. PAGE 15

Le sommaire complet se trouve page 24

PRIX INTERALLIÉ

Philippe LABRO



L'étudiant étranger

roman

GALLIMARD

L'Eglise face au pouvoir en Haïti

La croisade de Mgr Romelus

Le malaise persiste en Haïti, où des incidents ont de nouveau eu lieu, le mercredi 22 juillet, pendant une manifestation dans la capitale. L'armée multiple, d'autre part, les actes d'intimidation envers les journalistes haïtiens et étrangers.

JÉRÉMIE correspondance

« Ici, réservations : Dieu qui décide ». Sur la grand-rue de Jérémie, une bourgade de vingt mille âmes dans le sud-ouest d'Haïti, la compagnie de Tap-Tap (taxis collectifs) a choisi un nom prédestiné. C'est de plus en plus vers l'Eglise, et notamment vers son représentant le plus en vue, Mgr Willy Romelus, l'évêque de la ville, que se tourne la population en cette période troublée. Dans la torpeur du début d'après-midi, la camionnette décorée d'images saintes sur fond de couleurs vives est déjà bondée de passagers en partance pour la capitale, Port-au-Prince.

Des jeunes arrivent des sacs de charbon de bois sur la galerie, au-dessus de l'inscription : « Dieu qui décide ». A douze heures de route de Port-au-Prince — dont un tiers de piste difficilement praticable,

Jérémie est devenue la ville phare du mouvement de protestation contre le Conseil national de gouvernement (CNG), présidé par le général Henri Namphy. Grâce à la personnalité de son évêque, qui le premier a lancé le mot d'ordre de démission du CNG.

Né il y a cinquante-six ans à Arnikel, non loin de la ville des Cayes, au sud de l'île, Mgr Romelus est évêque de Jérémie depuis dix ans. « Jeune prêtre à Dame-Marie, j'étais déjà engagé aux côtés de mon peuple, je n'ai cessé de l'être depuis », affirme d'une voix douce celui que l'on appelle « l'ayatollah de

Jérémie » dans les allées du pouvoir. Grand, mince, les cheveux grisonnants, l'évêque n'accuse aucun signe de fatigue malgré une nuit de prières avec « le peuple de Jérémie ».

La veille, à partir de 10 heures du soir, des femmes, souvent âgées, des hommes, des malades ont poussé le lourd portail métallique de l'évêché, une bâtisse sans grâce qui domine la superbe baie de Jérémie. Jusqu'à 6 heures du matin, les prières, les chants et les prises de position politiques se sont succédés dans la petite chapelle.

JEAN-MICHEL CAROIT.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde LIVRES

■ Il y a trente ans, mourait Malaparte : des articles de Bertrand Poirot-Delpech, Marie-Antoinette Macciocchi, Jean-Noël Schifano et un texte inédit de l'auteur italien. ■ Une biographie de Bayard. ■ Une enquête sur l'édition photographique. ■ Lettres étrangères : Carlo Gozzi, le baroudeur de Venise.

Pages 9 à 14

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 95 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 90 L. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 1,50 sz. ; Suisse, 1,60 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

صكنا من الاصل

صكذ من الاصل

Concordances des temps

Chroniques sur l'actualité du passé

La gauche, ses Italiens et ses Maliens

« Ils vivent entre eux... Ils se mettent à huit, dix, quinze dans une chambre... Promiscuité répugnante. » S'agit-il de Maliens d'aujourd'hui ? Non pas. Mais d'Italiens de 1885 que la gauche à l'époque ne manqua pas d'expulser. Ah ! qu'il est difficile de concilier la défense des droits de l'homme et la volonté de conserver son électorat.

par Jean-Noël Jeanneney

« Vous apprendrez dans cette maison qu'il est dur d'être étranger. Vous apprendrez aussi qu'il n'est pas facile de cesser de l'être. Si vous regrettez votre pays, vous trouverez ici chaque jour plus de raisons de le regretter ; et si vous parvenez à l'oublier et à aimer votre nouveau séjour, on vous renverra chez vous où, déposés une fois de plus, vous recommencerez un nouvel exil. »

Maurice Blanchot, *Le Ressassement éternel* (1936), Paris, Éditions de Minuit, 1983, pp. 41-42.

PAR un étrange rebond de l'histoire, les Maliens de France paraissent avoir une vocation malheureuse à servir de victimes symboliques dans les débats récents sur l'immigration. On n'a guère rappelé, lorsque, à grand bruit, le gouvernement de Jacques Chirac a renvoyé cent d'entre eux, d'un coup, par charter spécial, vers leur pays, le 18 octobre 1986 que c'étaient déjà trois cents travailleurs de même nationalité qui provoquèrent, le 24 décembre 1980, la veille de Noël, le geste retentissant du maire communiste de Vitry-sur-Seine, Paul Mercieca. Ceux-ci, logés jusqu'alors à Saint-Maur, dans des demeures insalubres, avaient été transférés pour un séjour provisoire dans un foyer de la ville. La municipalité communiste de Vitry estimant que la commune avait atteint un point de saturation quant à la présence des étrangers, le maire fit évacuer brutalement le bâtiment concerné. Un bulldozer, désormais fameux, figura aux yeux de l'opinion la violence du geste.

Laissons ici le charnier, privilégions le bulldozer. L'épisode des cent expulsés, quelles qu'aient pu être les justifications juridiques, était fait pour représenter sans surprise aux yeux de la gauche une tradition séculaire de pulsions toujours prêtes à resurgir du côté de l'extrême droite, et de la droite parlementaire lorsqu'elle craint d'être débordée par la première, continuant qu'on a maintes fois balisée, alors que l'affaire de Vitry évoque une question plus complexe et souvent enfouie, je veux dire l'ambiguïté du comportement ouvrier et de celui des partis socialistes successifs, en France, à l'égard des travailleurs immigrés.

Françoise Gaspard, député socialiste, qui était maire de Dreux au moment des retentissantes élections municipales de 1983, regrette, dans le livre qu'elle a consacré avec Claude Servan-Schreiber à la question de l'immigration, que la gauche ait accordé, dans ces années-là, trop de confiance aux seules vertus du discours antiraciste hérité des Lumières et que, trop souvent, elle ait laissé « ses élus, ses amis faire face sur le terrain à la vague montante de la violence et de la haine ». Car, dit-elle, « contre cette vague, le discours humaniste sur le respect des droits de l'homme ne prend plus... Il faut trouver autre chose (1) ». En effet, c'est bien « sur le terrain » que depuis toujours le défi a été posé.

LES électeurs que le PC, dans son comportement abrupt, craignait de perdre, c'étaient des gens destinés non pas à le quitter docilement vers leur gauche mais à franchir d'un saut tout l'espace politique jusqu'à l'extrême droite. Et Françoise Gaspard observe tristement que Paul Mercieca fut réélu en mars 1983 à Vitry, dès le premier tour, avec 60 % des suffrages, alors que le maire de Poissy, également communiste, dont la femme s'était battue au cours des grandes grèves de Citroën aux côtés des immigrés, fut éliminé tout net par le suffrage universel.

Dans l'entre-deux-guerres, déjà, le Parti communiste français avait réagi comme M. Mercieca à de semblables défis (2). Au septième congrès du parti, en mars 1932, Maurice Thorez, secrétaire général, avait dénoncé avec inquiétude le « courant xénophobe » qui existait dans le parti, déplorant que les revendications des ouvriers étrangers aient été trop peu soutenues par celui-ci. Mais peu de temps après, par une conversion spectaculaire, sous la pression de sa base et du chômage, le PC, en 1937, repartit à son compte le vieux cri nationaliste et antisémite de

l'extrême droite : « La France aux Français ! » La première page de *L'Humanité* l'affiche en gros caractères.

Vitry, déjà... Le rappel est saisissant — mais aussi presque trop rassurant pour la gauche réformatrice : afin de ne rien céder du défi durable auquel celle-ci doit répondre, remontons donc plus haut, jusqu'aux premières décennies de la III^e République, avant que la naissance de l'URSS n'ait coupé en deux le socialisme français.

Les Maliens et les Maghrébins d'aujourd'hui étaient alors des Belges, des Polonais, des Italiens. Et si, à la fin du dix-neuvième siècle, la population étrangère en France ne dépassait pas 3 % de l'ensemble (contre 8 % environ aujourd'hui), sa concentration dans certaines zones renvoie exactement aux difficultés actuelles — les Belges dans le Nord, les Italiens dans le Midi (qui sont cinquante mille sur trois cent cinquante mille habitants à Marseille). Donc, pour le jeune mouvement ouvrier français, en dépit des légendes dorées sur la « France, terre d'accueil », la fraternité ne fut pas toujours facile (3).

La peur de l'autre et de sa différence

Ce qu'il devait affronter déjà, comme à Vitry et à Dreux, c'était la peur de l'autre, de sa différence. Pour un rappel d'atmosphère, ce texte pris presque au hasard parmi tous ceux qu'a exhumés Michelle Perrot, extrait du *Cri du peuple* du 21 mars 1885 et consacré aux raffineurs italiens dans l'industrie du sucre de la région parisienne : « Ils vivent entre eux, ne se mêlent pas à la population, mangent et couchent par chambres ainsi que des soldats qui campent en pays ennemi (...). Ils se mettent à huit, dix, quinze dans une chambre (...). La même chambre loge deux chambres, une de jour, une de nuit (...). C'est grâce à cette promiscuité répugnante, mais fort économique, que les ouvriers italiens réussissent, sur un salaire de 3,25 F, à mettre de l'argent de côté. » Une littérature abondante, dans la presse ouvrière française, évoque sans sympathie « leur sens du clan, leur bas niveau de vie, leurs mœurs brutales, leurs habitudes religieuses (4) ».

EN termes économiques, les syndicats ouvriers de ces années-là ne manquent pas de souligner que les industriels se servent du travail des immigrés pour peser sur les salaires. Au demeurant, la littérature proche du patronat n'en fait pas mystère. Il est vrai qu'à l'époque, comme à présent, on rencontre cette évidence que sur le marché du travail les emplois ne sont pas substituables pour beaucoup d'entre eux. Une grande partie des tâches accomplies par les Italiens autrefois — comme par les Maliens aujourd'hui — sont les plus pénibles, et ces ouvriers, étant les moins qualifiés, sont aussi les moins rétribués. Eux partis, ils laisseront vacants bien des postes dont les Français ne voudraient pas. Dès 1883, près de la moitié des ouvriers qui travaillent au service des égouts à Paris sont des Italiens, et un conseiller municipal observe : « Il y a peu de Français qui se présentent pour les travaux pénibles du balayage. Si vous ne voulez pas des étrangers, vous n'aurez personne... (5) ».

Il reste que lorsque la crise s'aggrave, culminant vers les années 1882-1886, comme dans nos années 1974 et suivantes, la tension s'accroît d'autant que la concurrence dans l'offre du travail est objectivement plus rude, ou subjectivement éprouvée comme telle. C'est le temps où, parmi les ouvriers de la base, le ton monte contre les Italiens : « Pendant le chômage de nos concitoyens, s'écrit, très applaudi, un peintre plâtrier, à Lyon, au premier congrès de la Fédération nationale des syndicats, en 1896, nous qui payons des impôts, nous dont les enfants paient l'impôt du sang à la patrie, nous étions dans la misère alors que ces hordes d'étrangers venaient nous enlever le dernier morceau de pain (6) ». Et les antagonismes se durcissent encore lorsque, lors des grèves, les ouvriers français constatent

que les étrangers sont moins nombreux à se joindre au mouvement (il faut dire que la loi Waldeck-Rousseau de 1884 sur les syndicats a interdit aux immigrés d'y adhérer, sans que les socialistes aient protesté...) : « Parmi les injures, si souvent teintées de racisme inconscient, que les grévistes prodiguent aux non-grévistes, au milieu des Sarrazin, Bédouin, Kroumir, Zoulou, venues des expéditions coloniales, on trouve aussi Uhlans, Prussiens et surtout Italiens (7) ». Il y a plus grave : dans le Midi méditerranéen surtout, toute une série d'affrontements viennent marquer l'apogée de la xénophobie populaire. Entre 1881 et 1893, une trentaine d'Italiens ont péri dans des mouvements de violence dirigés contre leur communauté.

Et la vague culmine à Aigues-Mortes, dans le Gard, en 1893. L'exploitation des marais salants, où le labeur est très rude, y est assurée conjointement par des Français et des Piémontais. A la suite d'une rixe banale, une émeute éclate. La foule s'en prend à un convoi italien que la gendarmerie, accourue en hâte, est trop peu nombreuse pour protéger. On relève sur le car-

pen plus tard, la pratique du commerce ambulancier (10).

Ailleurs, à gauche, ceux qui avaient le courage de résister au flot de la xénophobie et de la haine ont vite compris qu'ils ne pouvaient pas s'en tenir au rappel abstrait des vertus de la solidarité ouvrière internationale : il fallait faire plus concret. La première ligne de défense consista, pour empêcher que les employeurs ne puissent « casser » les salaires, à réclamer partout l'égalité de ceux-ci, à travail égal, pour les Français et pour les étrangers, assortie d'un minimum légal pour tous. En 1881, après des émeutes à Marseille, c'est la revendication que formulent les dirigeants socialistes. Et quand on leur réplique, d'en face, que les coûts des produits français s'en trouvent gravement obérés, notamment sur l'exportation, il ne leur reste plus qu'à en appeler à une concertation internationale, comme le fait Jean Jaurès à Toulon le 25 juin 1898 quand il déclare devant un vaste auditoire mi-français, mi-italien : « Si la soierie de Lyon souffre, c'est parce que les ouvriers chinois travaillent moyennant un salaire moindre.



Les émigrants italiens à la gare Saint-Lazare (Le Petit Journal, 1896)

rean les corps de dix Italiens et on compte plusieurs centaines de blessés. D'où un exode lamentable des familles italiennes établies dans la région et une grave tension diplomatique entre l'Italie et la France. Il fallut beaucoup de sang-froid aux gouvernements des deux pays pour calmer, peu à peu, la fièvre (8). Dans un pareil climat, les dirigeants du mouvement ouvrier et les leaders socialistes étaient pris en tenaille : d'un côté, leurs idéaux internationalistes et la défense des droits de l'homme, et de l'autre, l'angoisse de voir leurs adhérents et leurs électeurs les abandonner d'un coup au profit des groupes et des ligues qui, dans ces années-là déjà, à l'extrême droite de l'opinion, s'activaient pour en tirer bon bénéfice.

POUR quelques-uns, le choix est fait brutalement. Ainsi de Jules Guesde qui apparaît, comme si souvent, l'ancêtre direct, en plus brutal, des communistes de 1937 ou de 1980. Dans le *Citoyen* du 7 mai 1882, il signe un éditorial intitulé « La vraie solidarité », où l'on peut lire ce commentaire sur les mouvements d'hostilité ouvrière à la main-d'œuvre asiatique que viennent de connaître les États-Unis : « C'est à coups de couteau que les ouvriers californiens ont accueilli les machines humaines au rabais au moyen desquelles on a cherché à les mettre en coupe réglée. C'est au cri de « A bas les hommes jaunes ! », « Dehors, John Chinaman ! » qu'est allé aux urnes le Parti socialiste américain. C'est une loi d'expulsion contre les hordes asiatiques qu'il a arrachée aux deux Chambres du Congrès. Et nous estimons qu'il a bien fait. Nous oserions faire injure à notre prolétariat en admettant un seul instant qu'en pareille occurrence il pût hésiter à agir de même. (9) » Et on est frappé de voir que c'est la municipalité socialiste de Marseille qui, à la suite des émeutes d'Aigues-Mortes, décide de renvoyer tous les Italiens employés par les services de voirie, avant d'interdire aux étrangers, un

Afin que les ouvriers étrangers ne fassent pas un rabais préjudiciable à leurs camarades de France, il faut organiser des syndicats internationaux. C'est par la délégitimation des syndicats internationaux que l'on arrivera à régler le salaire ! (11)

Voilà qui paraît malheureusement bien utopique. On ne peut ignorer, dans les années 1880-1890 comme un siècle plus tard, qu'à l'intérieur, il n'est pas de principe d'égalité qui tiens dans les salaires et dans les conditions de travail si le chiffre des étrangers n'est pas réglé par l'État, si les flux de l'immigration ne sont pas maîtrisés. Et c'est alors que, pour les leaders du mouvement ouvrier, au courage de résister à la vague de la haine vient s'ajouter celui, peut-être plus difficile, d'accepter et d'expliquer le principe des limites à la libre entrée aux frontières et au libre emploi des travailleurs étrangers.

Tel est bien l'éclairage sous lequel il faut considérer l'événement important que furent les décrets Millerand, promulgués en août 1899. C'est le premier socialiste membre d'un gouvernement français qui publia les premiers textes apportant des restrictions au travail des étrangers sur l'ensemble du territoire national. Un quota était institué pour les immigrés employés dans les entreprises de travaux publics au service de l'État, des départements et des communes. Le taux était fixé à un niveau allant de 5 % à 30 % de l'effectif total : c'est la fin du laissez-faire à peu près intégral qui régnait sur le marché du travail (12).

L'histoire de la politique socialiste sur la question entre 1880 et 1988 se situe aussi sur cette voie étroite. C'est une nécessité dure que le gouvernement socialiste a peu

à peu éprouvée, non sans hésitation ni malaise. Pourtant, si la France ne l'avait pas intégrée dans ses comportements, elle risquait, comme le dit François Mitterrand le 31 août 1983, de « perdre son équilibre (13) ». Seule cette intervention permet l'affirmation d'une pleine solidarité pour ceux qui sont déjà là — au nom d'une doctrine élémentaire, celle de la fraternité, et selon l'expérience d'une histoire, celle de l'immigration réussie au long des siècles — au creuset de la France.

Intégration ou pluralité

RESTE une incertitude majeure, que la fin du dix-neuvième siècle ne connaissait pas semblablement. La coupe, à présent, passe désormais au cœur même de la gauche entre les tenants d'une immigration jacobine et les giscardiens, qui croient à l'inévitable avènement d'une France vouée à la pluralité des cultures, des religions et des langues.

Les premiers sont les héritiers d'une longue tradition. De ceux qui pensaient, comme le socialiste Marcel Sembat, avant 1914, que la France était « le meilleur jardin d'acclimatation du monde », ou qui écrivaient, comme Victor Beschi, qui fut président de la Ligue des droits de l'homme : « Je ne crois pas en danger des minorités nationales, le pouvoir d'assimilation de la France est trop grand (14) ». A qui fait écho Jean-Pierre Chevènement quand il écrit : « Le discours interculturel est bien souvent un discours petit-bourgeois qui débouche sur la création de cultures ghetto (15) ». La doctrine de l'intégration est celle qui a inspiré les lois de 1889 et 1891 instaurant ce processus de naturalisation automatique que remet en cause le code de la nationalité, préparé en 1986 par Alain Chabat : ces lois précisent que devient Français tout individu né en France d'un père étranger qui ne le refuse pas explicitement à sa majorité.

EN face se campe la doctrine que symbolise d'une certaine façon, parmi les « cent dix propositions de 1981 », celle portant le numéro 80, honorée par la loi qui, à l'automne de 1981, reconnaît le droit d'association aux étrangers, droit qui leur était refusé depuis un décret de 1939. Et on en arrive ainsi aux thèmes défendus par Bernard Stasi (16) quand il évoque comme heureuse la perspective d'une future France pluriethnique et pluriculturelle.

Affaiblissement du pouvoir d'intégration de l'école et du monde ouvrier lui-même, essor de l'intolérance religieuse chez certains nouveaux venus, prégnance plus lourde des modes de vie différents ? La gauche rencontre ici un défi inédit, qui sollicite vers des voies encore mal explorées sa générosité et son imagination.

- (1) Françoise Gaspard et Claude Servan-Schreiber, *La Fin des immigrés*, Paris, La Seuil, 1984, p. 90.
- (2) Cf. le livre fondamental de Ralph Schor, *Opinions françaises et les étrangers, 1919-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985, et son article de *L'Esprit*, n° 35, juin 1981, « Le Parti communiste français et les immigrés » (pp. 84-87).
- (3) Cf. Gérard Noiriel, *Langues, immigrés et prolétariat, 1880-1980*, Paris, PUR, 1984 ; « L'histoire de l'immigration, note sur un enjeu », *Actes de la recherche en sciences sociales*, septembre 1984 ; et « Immigration : le fin mot de l'histoire », *Vingtième siècle, juillet-septembre 1985*, pp. 141-150. (Cet article est consacré à l'immigration à la lumière de l'histoire et des sciences.)
- (4) Michelle Perrot, *Les Ouvriers en grève, France, 1891-1980*, Paris, Mouton, 1975, p. 168, à qui l'ouvrage la citation (l'ouvrage est fondamental).
- (5) Christian extrême de Pierre Milza, *Français et Italiens à la fin du dix-neuvième siècle. Actes originaux du rapprochement franco-italien de 1900-1902*, thèse d'Etat, Ecole française de Rome, Rome, 1981, p. 260 (citations éliminées).
- (6) Michelle Perrot, op. cit., p. 172.
- (7) Ibid., p. 170.
- (8) Pierre Milza, « Le racisme anti-italien en France, la ténacité d'Aigues-Mortes (1893) », *L'Esprit*, n° 10, mars 1979, pp. 23-31. Cf. aussi Georges Lison, « Les vagues massives (juin 1881) ou la crise franco-italienne en l'espace du traité du Bardo », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1967, pp. 1-30.
- (9) Cité par Michelle Perrot, op. cit., p. 178.
- (10) Pierre Milza, « Quand Millerand restreignait l'immigration... », *L'Esprit*, n° 16, octobre 1979, pp. 96-97.
- (11) Pierre Milza, *Français et Italiens*, op. cit., p. 276.
- (12) Id., « Quand Millerand... », article cité.
- (13) Cf. les développements pertinents d'Emile Malet, *Adresse sur l'immigration aux hommes d'État et aux belles consciences de gauche*, Paris, Joseph Chou, Paris, 1987, passim.
- (14) Cité par Jean-Charles Bonnet, *Les Passagers publics français et l'immigration dans l'entre-deux-guerres*, Lyon, 1978, p. 112.
- (15) Interview en *Munk*, 1985, cité par Emile Malet, op. cit., p. 164.
- (16) Dans son livre *Immigration, une chance pour la France*, Paris, Laffont, 1984.

Demain : Jules Ladoumègue le sport et l'argent

La crise entre Paris et Téhéran et la situation dans le Golfe

L'ambassadeur d'Italie a rendu visite aux diplomates français

Le siège des ambassades se poursuivait jeudi 23 juillet alors qu'un accord semble imminent entre la France et l'Iran sur la représentation de leurs intérêts respectifs à la suite de la rupture des relations diplomatiques. On en est actuellement à l'élaboration d'un accord préliminaire qui formaliserait l'accord prévoyant que l'Italie représentera les intérêts de la France à Téhéran, et le Pakistan ceux de l'Iran à Paris.

L'ambassadeur d'Italie à Téhéran a d'ores et déjà pu rendre visite mardi aux membres de l'ambassade de France dans la capitale iranienne, et l'ambassadeur du Pakistan à Paris « sera autorisé à se rendre à l'ambassade d'Iran », a-t-il dit.

« Les négociations ont progressé », a précisé pour sa part M. Raymond sur France-Inter, puis qu'un « accord verbal » a été réalisé sur la protection des intérêts

iraniens en France par le Pakistan et celle des intérêts français en Iran par l'Italie. « Il manque simplement que l'accord soit formel », a-t-il ajouté.

Le ministre français des affaires étrangères a confirmé une fois de plus que le cas de M. Wahid Gordji était « le problème central de cette affaire qui ne pourra être réglée que conformément aux procédures de droit en vigueur en France. Tout dépend donc de l'audition de M. Gordji. Cette audition doit avoir lieu ».

L'hebdomadaire l'Evénement du jeudi du 23 juillet publie la photocopie d'une page extraite d'un rapport des douanes suédoises affirmant qu'une entreprise française, la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), a indirectement livré, en 1984, à l'Iran 1 800 tonnes de poudres, par l'intermédiaire de la

société italienne Tirrena Industriale. Des entreprises similaires européennes, notamment des sociétés belges, suédoises, britanniques, néerlandaises, finlandaises, italiennes, suisses et ouest-allemandes, seraient impliquées dans ce commerce avec les Iraniens.

L'intermédiaire italien aurait, pour dissimuler la transaction, indiqué, sur le contrat, une base militaire de la péninsule italienne pour destination. Au total, il s'agirait de 5 300 tonnes d'explosifs qui auraient transité par plusieurs pays européens avant de parvenir à l'Iran pour servir dans les obus de 155 et de 105 mm. On sait qu'une société française, Luchaire, avait été accusée en 1985 d'avoir livré à l'Iran, à partir du port de Cherbourg, sous le couvert de certificats indiquant d'autres pays destinataires, des munitions pour l'artillerie de 155 et de 105 de l'armée iranienne.

« Nous n'avons jamais mis en cause l'Etat iranien » déclare M. Charles Pasqua à Europe 1

Interrogé, jeudi 23 juillet, sur la crise franco-iranienne, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, a déclaré sur Europe 1 : « Nous n'avons jamais mis en cause l'Etat iranien. A propos du document publié par Libération attribuant la responsabilité des actes terroristes à Téhéran — dont nous donnons ci-dessous des extraits —, il a parlé de « cogitations » de journalistes. A l'hotel Matignon comme au ministère de l'Intérieur, on dément en tout cas que ce rapport

de la DST ait été transmis aux services du premier ministre.

Ce que nous pouvons dire avec certitude, a ajouté M. Pasqua, c'est que les terroristes arrêtés ces temps derniers à Paris font partie d'un réseau d'intégristes. A propos des déclarations qu'il avait faites après les attentats commis à Paris en septembre 1986, M. Pasqua a établi la même distinction entre les Etats et ceux qui s'en réclament. « Je n'ai jamais mis en cause la Syrie, a-t-il déclaré, mais des personnes qui lui étaient liées. »

« L'exportation de la révolution islamique »

Dans son numéro du jeudi 23 juillet, le journal Libération fait état d'un rapport d'une soixantaine de pages établi par la Direction de la surveillance du territoire (DST) et adressé au début du mois de juin à M. Jacques Chirac, selon lequel la responsabilité des attentats commis à Paris en 1986 incomberait aux dirigeants iraniens. L'analyse que présente le journal de ce document ne comporte qu'une seule citation, tirée de sa conclusion : « Khomenei a un programme d'exportation de la révolution islamique dans le monde entier, et 1985 a marqué le début de l'étape européenne ».

Selon Libération, ce rapport de la DST aurait été conçu à partir d'éléments apportés par les enquêtes et les interrogatoires de différents suspects ou inculpés entendus par ses fonctionnaires. Il en résulte, selon l'auteur de l'article, Pierre Péau, que « les actions les plus appropriées pour atteindre les objectifs de la révolution définis par l'imam

Khomenei sont proposées par un « conseil islamique », organisme non officiel où siègent notamment le président de la République Ali Khamenei, le premier ministre Mir Hossein Mousavi et l'ayatollah Montazeri, dauphin désigné de l'imam et premier responsable de l'exportation de la révolution ». Les propositions de ce conseil, ajoute l'article, sont immédiatement soumises au « guide suprême », qui, en cas d'accord, prend une « fatwa » (décret religieux), qui autorise, si besoin est, le recours au terrorisme. Il entre notamment en rapport avec les plus hauts dirigeants de la « succursale » libanaise dont le « conseil », dit « Achoura », reçoit « commande » pour, ensuite, confier le dossier au Hezbollah, qui lui-même, transmet à son responsable affecté au pays « ciblé ».

Ainsi, souligne Libération, pour ce qui est des attentats parisiens de 1986, ce responsable (en France) aurait été le Libanais « Bassam », qui a échappé aux recherches de la

police, mais dont le nom revient à de multiples reprises dans les dépositions des membres du réseau aujourd'hui inculpés. Es qualités, « Bassam » était donc chargé de mettre au travail Fouad Ali Salem, dit Ali le Tunisien, chef du « réseau dormant installé à Paris ». Le dossier ainsi constitué remonte alors les échelons décrits jusqu'au feu vert du sommet. L'activité de ces réseaux dormants plus réactives est contrôlée plus ou moins directement par des agents installés à l'ambassade iranienne du pays ciblé.

Toujours selon cette analyse du rapport de la DST, les chefs de ces réseaux auraient en commun une formation reçue à l'université de Qom, en Iran, à laquelle le document consacre plusieurs pages. L'article relève à ce sujet que « deux membres au moins de la filière iranienne démantelée au printemps dernier à Paris, Fouad Ali Salem et Mohamed Mouhajer, avaient accompli le pèlerinage de Qom ».

Les bâtiments américains escortant des pétroliers koweïtiens ont franchi sans encombre le détroit d'Ormuz

Les bâtiments de la flotte américaine ont traversé sans encombre mercredi 22 juillet le détroit d'Ormuz, escortant deux pétroliers koweïtiens, le super-tanker Bridgeton et le méthanier Gas-Prince, battant pavillon américain depuis mardi.

Précédés du croiseur américain Fox, ce premier convoi avait mis le cap vers le détroit d'Ormuz mercredi matin. Derrière le Fox, se trouvait le Bridgeton, suivi lui-même d'un mille plus loin par le méthanier Gas-Prince. Le Kild et la frégate Crommelin sont restés, pendant la traversée du détroit d'Ormuz, à tribord du convoi, du côté des côtes iraniennes. Ces premiers 30 milles

M. Sims a également indiqué qu'à sa connaissance, les autorités riveraines iraniennes n'avaient pas demandé aux navires américains de s'identifier, ce qu'elles font souvent dans cette zone. « Nous sommes soulagés qu'ils soient hors de portée des Silkworm », a ajouté M. Sims. Pendant cette étape qui a duré huit heures, des appareils embarqués à bord du porte-avions Constellation assuraient une couverture aérienne. Le pétrolier et le méthanier, qui naviguent à la vitesse d'environ 16 nœuds, devraient arriver ce jeudi au début d'après-midi près des côtes koweïtiennes.

A Moscou, où la presse soviétique se montre pessimiste après le rejet

ture des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran ne coïncide pas fortuitement avec la préparation par les « Etats-Unis d'un chantage militaire vis-à-vis de l'Iran », mais constitue une action « visant à accroître l'isolement, orchestré par l'Occident, de Téhéran sur la scène internationale ». Pour l'hebdomadaire L'Evénement du jeudi, « tout cela évoque la création délibérée d'un casus belli, c'est-à-dire un acte destiné à motiver une déclaration de guerre ». Et la L'Evénement du jeudi de se demander si une « guerre franco-iranienne » ne viendrait pas se superposer à un conflit entre les Etats-Unis et l'Iran.

Le président Ali Khamenei, pour sa part, évoquant la « sinistre alliance » entre les Etats-Unis et le Koweït dans le Golfe, a averti que son pays sera « ferme » et « lui portera des coups quand il le jugera nécessaire ». « Faire pression sur l'Irak et l'empêcher de commettre des actes hostiles est la seule solution pour éviter des confrontations », a ajouté le chef de l'Etat iranien qui est en même temps le président du Conseil supérieur de défense.

A Bagdad, le gouvernement irakien a fait savoir officiellement mercredi soir qu'il était prêt à coopérer avec les Nations unies pour appliquer la résolution du Conseil de sécurité ordonnant un cessez-le-feu immédiat, mais à la « condition essentielle » que l'Iran accepte pleinement ses clauses. M. Ali Akbar Velayati, le chef de la diplomatie iranienne, a en quelque sorte répondu à Bagdad, ce jeudi matin avant de quitter Téhéran pour Bonn, en réaffirmant la détermination de son pays « à assurer sa juste défense jusqu'à ce que le régime irakien agresseur soit renversé ». — (AFP, Reuters.)

La corvette « Georges-Leygues » va renforcer en mer d'Oman les avisos-escorteurs français

La corvette de lutte anti-sous-marine Georges-Leygues a quitté, mercredi soir 22 juillet, l'estuaire de la Méditerranée à Toulon pour rejoindre la flotte française de l'océan Indien sous les ordres du contre-amiral Jacques Lanxade. Elle devrait arriver le 31 juillet à Djibouti, pour se rendre quelques jours après en mer d'Oman.

Déplaçant 4 170 tonnes à pleine charge et disposant d'hélicoptères Lynx pour l'observation et le combat, la corvette Georges-Leygues est, notamment, équipée de missiles sol-air Crocole et de missiles surface-surface Exocet. Elle devrait renforcer la flotte de haute mer que la France maintient en permanence dans la région.

A l'heure actuelle, le contre-amiral Lanxade a installé sa marque sur le pétrolier-ravitailleur Marne (17 800 tonnes à pleine

charge) qui navigue en mer d'Oman. Le Marne dispose notamment du système de transmissions par satellites Syracuse, qui permet au gouvernement français d'être informé de la situation en temps réel, c'est-à-dire que les communications avec Paris sont permanentes.

Le Marne est accompagné de trois avisos-escorteurs de 2 230 tonnes chacun à pleine charge et, principalement, armés de missiles surface-surface Exocet. A ce jour, le Victor Schoelcher croise dans le Golfe, tandis que le Protet fait des va-et-vient entre la mer d'Oman et le Golfe. Ces deux navires sont en écoute permanente des transmissions des navires marchands qui pourraient se trouver dans la zone. Un troisième avisos-escorteur, le Commandant-Bory, navigue plus au large de la mer d'Oman en mission d'attente.

de la traversée étaient la partie la plus dangereuse de l'opération, baptisée par le Pentagone Earnest Will, en raison de la présence des missiles iraniens Silkworm de fabrication chinoise.

A Washington, le porte-parole du Pentagone, M. Robert Sims, a indiqué que les forces iraniennes n'avaient montré aucune intention hostile pendant le passage du convoi dans le détroit. « Nous n'avons, a-t-il dit, relevé aucune intention hostile de la part de bateaux ou d'avions » et les patrouilles de routine des chasseurs iraniens ont été « conformes à la normale » dans cette zone proche des côtes iraniennes, faisant ainsi allusion aux chasseurs F-4 de fabrication américaine qui sont basés à proximité de Bandar-Abbas. De même, a-t-il poursuivi, « nous n'avons relevé aucune activité autour des rampes de Silkworm, ni aucune indication qu'ils auraient déployés ces missiles entreposés près du détroit d'Ormuz ».

par Téhéran de la résolution du Conseil de sécurité sur le conflit Iran-Irak, M. Mikhail Gorbatchev a estimé mériter, au cours d'une interview accordée à un journaliste indonésien, que la sécurité de la navigation maritime dans l'océan Indien et notamment dans le Golfe devait faire l'objet de « garanties internationales ».

Critiques soviétiques de la France

La Pravda présente cependant l'avenir sous des couleurs particulièrement sombres. « Le cours des événements », écrit son correspondant à Beyrouth, conduira inévitablement à une confrontation, car « le passage sous pavillon américain de pétroliers koweïtiens est pour le Pentagone une opération militaire d'emvergure contre l'Iran ». A l'en croire, la France joue également un rôle dans ce « scénario », et la rup-

L'émirat de Qatar achète des armes à la France

Le Qatar vient de commander à la France une série de matériels militaires, qui, pour la plupart, concernent l'artillerie sol-sol et sol-air en service dans les forces terrestres de cet émirat du Golfe. Le Qatar est, de longue date, un client de l'armement français avec, notamment, des achats d'avions Mirage F-1, d'hélicoptères Gazelle ou Puma, de vedettes rapides lance-missiles surface-surface Exocet et de chars AMX-30 et AMX-10.

Les nouvelles commandes de Qatar ont porté sur des batteries de missiles sol-air Roland pour la défense anti-aérienne à très basse altitude. Ces missiles peuvent protéger des forces en mouvement ou des bases fixes contre des raids d'avions supersoniques.

D'autre part, le Qatar vient de commander des obusiers automoteurs (modèle F-3 de Creusot-Loire) de 155 millimètres, qui sont des pièces d'artillerie à tir rapide et portant à plus de 20 kilomètres. Ces obusiers peuvent être équipés de munitions françaises ou américaines. Enfin, le Qatar a acheté à la France des véhicules blindés tout terrain, pour le transport de troupes, montés sur le châssis chenillé des chars légers AMX-13 de Creusot-Loire.

Des personnalités palestiniennes rencontrent en Israël M. Abdel Méguid. — Douze personnalités palestiniennes des territoires occupés ont pleuré mercredi 22 juillet auprès du chef de la diplomatie égyptienne, M. Esmat Abdel Méguid, en faveur d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, et appelé la Caire à mettre fin à sa brouille avec l'O.L.P. Cet entretien est sans précédent depuis les accords israélo-égyptiens de Camp-David. En effet, c'est la première fois qu'une délégation de « Palestiniens de l'intérieur » répond au rendez-vous d'un ministre égyptien, à la résidence de l'ambassadeur d'Egypte Mohamed Bassiouny, dans la banlieue résidentielle de Herzliya, près de Tel-Aviv. — (AFP.)

LIBAN : l'opposition pro-syrienne au président Gemayel annonce son unification. — L'opposition pro-syrienne au président libanais, M. Amine Gemayel, s'est réunifiée mercredi 22 juillet à Beyrouth en constituant le « Front d'unification et de libération du Liban ». Reporté à plusieurs reprises en raison des profondes dissensions entre ses différentes composantes, ce regroupement s'est fixé comme adversaire « les alliés d'Israël, à savoir le pouvoir, l'armée, les Kataeb (parti chrétien dont est issu le président Gemayel) et la milice chrétienne des Forces libanaises ».

Cinq organisations libanaises de gauche et pro-syrienne composent ce Front, mais en revanche le chef de file pro-syrien des chrétiens du Liban Nord, M. Soleimane Frangieh, et les personnalités sunnites de Beyrouth ont refusé de s'y joindre. — (AFP.)

Europe

GRANDE-BRETAGNE

La télévision diffuse un témoignage accablant sur l'ancien nazi Antanas Gecas

LONDRES
de notre correspondant

La quatrième chaîne britannique a diffusé mercredi 22 juillet une enquête récemment réalisée en URSS par une équipe de télévision écossaise sur Antanas Gecas, Lituanien d'origine, qui vit actuellement à Edimbourg et est accusé d'avoir participé à divers massacres aux côtés des Allemands durant la deuxième guerre mondiale (le Monde du 22 juillet).

« Si on compare les charges retenues contre lui, il faut classer Gecas comme un meurtrier plus important encore que Barbie », avait déclaré à Londres, la veille de l'émission, un représentant du Centre Simon Wiesenthal, l'organisation spécialisée dans la recherche des criminels de guerre. Le document télévisé est accablant.

Les réalisateurs ont eu accès au dossier établi par les autorités soviétiques : ils ont aussi recueilli, en Lituanie, et en Biélorussie, des dizaines de témoignages, non seulement ceux de survivants des opé-

rations menées par Gecas contre les juifs ou les partisans, mais encore ceux de certains des anciens collègues de Gecas au sein du 12^e bataillon de police lituanien, qui était chargé des basses œuvres du régime nazi, de 1941 à 1944, durant la campagne de la Wehrmacht en URSS.

La plupart identifient formellement Gecas, dont le véritable nom est Antanas Gecavicius, promu lieutenant et l'un de ces rares étrangers à avoir obtenu la Croix de fer pour services rendus au nazisme.

En Lituanie puis dans la région de Minsk, il aurait activement collaboré à l'exécution de plusieurs centaines de personnes — en majorité des juifs — fusillés au bord de tranchées qui allaient devenir autant de fosses communes. « Il commandait les pelotons d'exécution mais il se servait aussi de son pistolet pour sauver lui-même les blessés », déclare l'un de ses anciens subordonnés, maintenant libéré après avoir subi dix ans de réclusion en Sibérie pour

avoir participé à ces massacres. Un officier, Jonas Plunge, condamné à mort en 1979 par la justice soviétique, avait souligné le rôle de Gecas durant son procès.

Gecas, âgé de soixante et onze ans, refuse aujourd'hui de parler aux enquêteurs, mais il avait accepté de le faire il y a quelques mois, alors que depuis octobre 1986 il était désigné parmi dix-sept autres suspects de crimes de guerre réfugiés en Grande-Bretagne, dont la liste avait été présentée au gouvernement britannique par le Centre Simon Wiesenthal.

Des preuves

« Insuffisantes »

Il avait dit être « innocent » tout en reconnaissant avoir servi dans le fameux 12^e bataillon. Selon lui, les massacres avaient été commis par les Allemands, et lui et ses hommes « n'avaient rien pu faire ». Il avait ajouté que les preuves recueillies par les Soviétiques

étaient « fabriquées » et que les témoignages étaient « forcés ».

Au cours de l'émission, le ministre britannique de l'Intérieur redit une nouvelle fois que les preuves fournies jusqu'à présent paraissent « insuffisantes » et souligne qu'il n'est guère possible d'agir puisqu'il n'existe pas de traité d'extradition avec l'URSS. Le Home Office précise en outre que la loi ne permet pas de juger Gecas au Royaume-Uni car il n'était pas citoyen britannique au moment des faits et que ceux-ci n'ont pas été commis contre des Britanniques.

Mais plusieurs juristes ou personnalités politiques, dont M. Rees, ancien ministre de l'Intérieur travailliste, protestent contre cette inaction, estimant qu'il est toujours possible de changer la loi. Ils rappellent notamment que le Canada vient de modifier sa législation pour que les criminels de guerre puissent être jugés par les tribunaux canadiens sur la présentation de dossiers constitués par les autorités soviétiques.

FRANCIS CORNU.

هذا من الاصل

Amériques

L'Eglise face au pouvoir en Haïti

La croisade de Mgr Romelus

(Suite de la première page.)

Les retardataires ont pris place sur la terrasse. Le dos tourné à l'assistance, légèrement penché en avant, Mgr Romelus a pieusement écouté, des heures durant, les voix qui s'élevaient de la petite foule. Les uns après les autres, les fidèles ont raconté, en créole, les malheurs du peuple d'Haïti. La misère des campagnes et des bidonvilles, les maladies qui emportent les nourrissons, et surtout les « méfaits du gouvernement macoute ».

Des témoignages de première main, mais aussi des informations entendues sur les ondes de Radio-Soileil, la puissante radio catholique, à la pointe du combat contre le CNG. Une manière de revue de presse, entrecoupée de psaumes, à l'intention de Dieu et de Mgr Romelus. « Pardon, mon Dieu, pour les réactionnaires, qui refusent ton Evangile qui conduit à la libération des hommes et du peuple haïtien, pardon Seigneur pour avoir cru que le 7 février (date de la chute de la dictature en 1986) apportait la libération du peuple d'Haïti. Papa Jésus, délivre-nous du mal et de la méchanceté », reprend en chœur l'assistance à l'issue de chaque intervention. « J'entends des gens qui souffrent et meurent de la misère. Je veux enfin voir un véritable changement dans ce pays », explique Mgr Romelus, en se tournant vers le bidonville de Sainte-Hélène, derrière la caserne de Jérémie.

« Le CNG doit partir. Il a du sang sur les mains et soutient les « macoutes ». Il ne peut y avoir d'élections libres avec ce CNG, mis en place par les Américains et les duellistes ». L'évêque de Jérémie nous résume le message qu'il répète inlassablement sur les ondes des radios. L'effet est considérable dans ce pays, où le taux d'analphabétisme dépasse 80 %, limitant l'audience de la presse écrite, et où la télévision, contrôlée par le gouvernement, reste l'appareil d'une minorité. Beaucoup mieux que les États-majors politiques, hâtant et divisant — la coalition de l'opposition ne compte pas moins de cinquante-sept partis et organisations, —

Mgr Romelus a su trouver les mots d'ordre simples que la population attendait.

« Le peuple est en train de livrer la bataille qui n'a pas eu lieu en février 1986, lors de la fuite de « Bébé Doc ». Les Américains ont hâté la chute de la dictature pour tenter de prendre de vitesse la radicalisation du mouvement populaire et profiter de la faiblesse de l'opposition afin de maintenir l'essentiel de l'ordre macoute. Mais ce plan a échoué. Le peuple exige désormais un véritable changement, qui passe par la « démocratisation » du pays », explique un sociologue de la capitale, qui a passé plusieurs années en exil. La montée du sentiment anti-américain, très net au cours des dernières manifestations, témoigne de cette radicalisation. A Port-au-Prince, où les étudiants ont scandé « A bas Reagan ! » tout au long de leur manifestation, le lundi 20 juillet, mais aussi dans les villes de province. Un drapeau américain a été brûlé devant la cathédrale de Jérémie, vendredi dernier.

« Jusqu'à présent, la France s'est plutôt bien conduite. Mais gardez-vous de soutenir ce CNG impopulaire, car le peuple pourrait se retourner contre les Français comme il le fait contre les Américains », met en garde l'évêque de Jérémie.

L'Eglise n'est pas divisée

Autre personnage charismatique, le secrétaire général du Parti uniifié des communistes haïtiens (PUCH), René Théodore, est, de l'avis général, l'un des hommes politiques les plus intelligents du pays. « Quel dommage qu'il soit communiste, il aurait fait un excellent candidat à la présidence », confie un responsable modéré. Prudent, renforçant pas à pas son organisation, le Parti communiste doit faire face à l'hostilité ouverte de Mgr Romelus. « Je suis contre le communisme, comme je suis contre le capitalisme. Il faut trouver une solution originale et adaptée aux problèmes du pays », affirme l'évêque de Jérémie. Est-il

prêt à prendre une part plus active dans la définition et la mise en œuvre de ce projet ? « L'Eglise ne se porte pas candidate, tous ses règlements interdisent au clergé d'occuper des positions politiques, mais il peut être consulté et donner son avis », poursuit Mgr Romelus.

Entre les communautés de base les plus radicales — les « ti legiz », petites églises en créole — incarnées par le Père Jean-Bertrand Aristide, un parent de Mgr Romelus, et certains représentants conservateurs de l'épiscopat, l'Eglise n'est-elle pas divisée ?

Même si tous les évêques ne parlent pas le même langage que moi, l'Eglise haïtienne n'est pas divisée, répond le prélat. Nous sommes quelques-uns à l'avant-garde, mais il n'y a pas de malaise au sein de la conférence épiscopale. L'évêque reconnaît cependant que la situation est bloquée sur le plan politique. « Je comprends que les gens soient fatigués de la grève générale. Il faut poursuivre la lutte par d'autres moyens, pacifiques. »

Toute la semaine, les manifestations vont se succéder à Port-au-Prince et dans les principales villes du pays. Après les étudiants et les élèves du secondaire, qui ont défilé par milliers lundi, des cortèges de femmes, la tête ceinte de rubans blancs, ont parcouru la capitale mardi. Une manifestation de religieux est annoncée, et les cinquante-sept organisations de l'opposition préparent un grand rassemblement paysan qui devrait converger sur la capitale. Ces manifestations de rue auront-elles plus d'effet sur le CNG que près de deux semaines de grève générale ? On peut en douter. Les militaires sont à nouveau présents dans les rues de la capitale. Par groupes de quatre ou cinq, ils patrouillent pour empêcher l'érection de nouvelles barricades.

Cette détermination n'inquiète pas Mgr Romelus : « Je suis très optimiste quant à l'issue finale, même si le CNG, qui ne peut plus compter que sur la force des armes, choisit de provoquer un bain de sang. Le peuple haïtien ne reviendra plus en arrière. »

JEAN-MICHEL CAROTT.

CANADA

Le Nouveau Parti démocratique enlève trois élections partielles

MONTREAL, de notre correspondante

En remportant les trois élections partielles organisées, lundi 20 juillet, le Nouveau Parti démocratique (NPD) de M. Edward Broadbent a confirmé sa popularité auprès de l'électorat canadien, qui a manifesté du même coup son désenchantement vis-à-vis du gouvernement de M. Mulroney.

Les sociaux-démocrates ont ravi deux sièges de député au Parti conservateur dans les circonscriptions de Saint-Jean-de-Terre-Neuve

et du Yukon (territoires du Nord-Ouest). Ils ont aussi consolidé leur position à Hamilton en Ontario.

Pour la première fois depuis sa fondation en 1961, le Nouveau Parti démocratique caracole dans les sondages, qui lui accordent 41 % des intentions de vote, 16 points de plus que pour le Parti libéral. Le Parti conservateur de M. Mulroney n'a quant à lui jamais été aussi impopulaire, avec seulement 23 % des intentions de vote.

Les nombreux scandales, qui ont notamment provoqué la démission de six ministres, expliquent en partie l'effondrement de la popularité du Parti conservateur depuis un an. Le premier ministre canadien a lui-même interprété les résultats des trois élections partielles comme un sérieux avertissement. M. Mulroney, qui dispose toujours d'une confortable majorité au Parlement (208 sièges contre 40 pour le Parti libéral, 33 pour le NPD et 1 indépendant) ne sera pas contraint de déclencher des élections générales avant le milieu de l'année 1989.

MARTINE JACOT.

1 FRANÇAIS SUR 100 N'A RIEN A BECQUETER.



LA BANQUE ALIMENTAIRE, C'EST QUOI ? La Banque Alimentaire collecte et stocke des produits alimentaires qui lui sont donnés puis les redistribue localement à des associations d'entraide.

LA BANQUE ALIMENTAIRE, C'EST VOUS ! C'est par votre participation bénévole et vos dons que, chaque jour, nous ferons reculer la faim en France.

TÉL. 16 (1) 42.53.91.12
BANQUE ALIMENTAIRE

Fédération Nationale des Banques Alimentaires, 15 Av. Jeanne d'Arc 94120 Arcueil.

ETATS-UNIS

Pour la première fois Un « marine » est jugé pour espionnage

Le procès en cour martiale du sergent Clayton Lonetree, un des soldats américains arrêtés à la suite de l'affaire d'espionnage à l'ambassade des États-Unis à Moscou, s'est ouvert, mercredi 22 juillet, à la base de Quantico (Virginie).

Trente chefs d'accusation ont été retenus contre Clayton Lonetree, un indien de vingt-cinq ans, le premier « marine » à être jugé pour une affaire d'espionnage. Il aurait notamment, alors qu'il était affecté à la garde de la chancellerie américaine à Moscou, fourni des documents secrets à des agents soviétiques. Le « marine » entrerait à cette époque sous une couverture amicale avec une employée soviétique de l'ambassade.

S'il est reconnu coupable, le sergent Lonetree risque la prison à vie. D'entrée de jeu, les avocats de la défense ont souligné que l'inculpation de leur client pouvait être due à des préjugés raciaux.

L'enquête avait également porté sur l'inculpation de deux autres « marines », les sergents Kenneth Kellner et Robert Stufflebeam. Un juge maître doit décider si Kenneth Kellner, ancien garde aux ambassades de Moscou et de Berne, passera en cour martiale pour des relations avec des femmes soviétiques, des affaires de marché noir et la reproduction de documents confidentiels. Quant à Robert Stufflebeam, il passera en cour martiale pour avoir eu des relations non autorisées avec des femmes soviétiques. Il risque quatorze ans et demi de prison. — (AFP.)

LE MONDE diplomatique

juillet 1987

DROITS DE L'HOMME ET DÉMAGOGIE par Claude Julien.

En vente chez votre marchand de journaux

Asie

INDE : malgré l'absence de relations diplomatiques avec Tel-Aviv

M. Gandhi a autorisé une première rencontre sportive avec Israël à New-Delhi

NEW-DELHI, de notre correspondant

Des hommes en armes sur les toits, des miradors aux quatre coins du court, des uniformes kaki un peu partout, des détecteurs d'explosifs à toutes les entrées et une haute et effrayante muraille de tôle noire érige autour du stade ! Ce n'est pas du sport, c'est le parcours du combattant. L'Inde, le pays du sport, dans laquelle se sont engagés l'Inde et Israël à l'occasion des quarts de finale de la coupe Davis, en effet, des exigences peu compatibles avec la fête.

Mais quoi, c'est la première fois qu'une délégation officielle de l'Etat juif, sportive ou non, est autorisée à fouler le sol indien. Cela ne plaît évidemment pas à tout le monde, et, dans une ville où résident plusieurs milliers d'étudiants arabes — et parmi eux beaucoup de Palestiniens — les autorités n'ont pas voulu prendre de risques inutiles.

Gardés jour et nuit par un impressionnant dispositif policier, accompagnés partout par plusieurs dizaines de gardes du corps, les joueurs israéliens s'entraînent depuis dimanche derrière les pistolets mitrailleurs. Plusieurs syndicats d'étudiants arabes et musulmans indiens, soutenus par des organisations locales de jeunesse, ont exprimé l'intention de manifester contre cette présence israélienne les 24, 25 et 26 juillet.

Le plus grand danger cependant ne vient pas d'eux. Selon un journal local, l'Interpol aurait averti New-Delhi que des pistolets du groupe Abou Nidal ont l'intention de se manifester. Le Mossad aurait même envoyé quelques limiers.

« Pas d'effulgence », déclare Yosef Stabholz, le capitaine de l'équipe israélienne. « Nous sommes

là pour jouer au tennis, et c'est tout. » M. David Herick, le président de la fédération, est d'accord : « C'est une victoire du sport sur la politique. » Mais il ajoute, réaliste : « Peut-être s'agit-il aussi d'une étape significative dans l'amélioration des relations entre les deux pays. » Tout le problème est là, bien sûr.

Les quarts de finale de la coupe Davis constituent-ils le prétexte à un retournement de la politique indienne vis-à-vis de l'Etat juif ? Beaucoup le pensent. « Trahison ! » se sont exhalés les deux partis communistes indiens. Pour eux et pour une large part de l'opposition, jouer contre Israël avec lequel l'Inde n'a pas de relations diplomatiques revient, ni plus ni moins, « à prier devant le sionisme, une politique similaire et complice de l'apartheid sud-africain ».

Plus royalistes que le roi

Foction oblige, la représentation de l'O.P. à Delhi est plus... diplomatique, mais ses membres ont tout de même élevé une protestation officielle. « Sans vouloir dramatiser », le délégué palestinien a fait part de sa « surprise » face à « cet accord à une question de principe ». Coïncidence curieuse de l'histoire, M. Yasser Arafat, officiellement « invité bien avant que M. Rajiv Gandhi n'autorise la rencontre sportive », sera justement à New-Delhi le 27 juillet. La délégation israélienne, qui comprend neuf personnes, doit avoir quitté la ville le lendemain. Faux pas diplomatique, comme la presse indienne le laisse entendre ? C'est possible. Mais l'affaire fait grand bruit, jusque dans le parti du premier ministre, qui n'avait vraiment pas besoin de cela en cette période d'intense crise politique intérieure.

PHILIPPINES : avant la réunion du nouveau Parlement

Le décret sur la réforme agraire laisse en suspens des points essentiels

MANILLE, correspondance

A cinq jours seulement de la fin du régime provisoire instauré par la « révolution de février 1986 », le nouveau Parlement philippin entrera en fonction le 27 juillet. M. Aquino a signé, mercredi 22 juillet, le décret tant attendu sur la réforme agraire.

Selon la présidente, cette réforme permettra, à terme, d'éradiquer la pauvreté aux Philippines. L'affaire n'est pas si simple pourtant, car le décret laisse volontairement en suspens nombre de points essentiels. Plus le fin du « gouvernement par décret » approchait, en effet, plus se manifestait l'opposition des puissants « lobbies » hostiles à la réforme.

De même, le nouveau Parlement, où M. Aquino détient pourtant une majorité plus que confortable, a fait clairement savoir qu'il n'entend pas se défaire de ses prérogatives et prépare actuellement son propre projet. La « réforme Aquino » a donc surtout valeur de référence, puisque, selon le souhait maintes fois exprimé par la présidente, le Parlement aura le mot de la fin.

Cette troisième réforme agraire des Philippines (après celles des présidents Macapagal en 1963 et Marcos en 1972) se distingue par la volonté d'inclure toutes les terres et toutes les cultures, y compris les régions sacrées (3,2 % des 10 millions d'hectares cultivés à travers l'archipel) et les plantations de cocotiers (29 %). Auparavant, seuls les terres consacrées au riz (38 %) et au maïs (20 %) étaient visées par des velléités de réformes. Contrairement aux rizières, les terres sacrées et les plantations de

cocotiers sont regroupées en parcelles plus ou moins importantes faisant vivre un nombre considérable de familles paysannes : selon les statistiques de l'administration précédente, 10 % de la population dépendent des terres de propriété de 90 % des sols.

Perdre mes frères et mes sœurs

La réforme agraire était la priorité économique la plus urgente des Philippines. Ne fût-ce que pour contraindre sous les pieds de l'insurrection communiste. Le débat a touché à tous les secteurs sociaux et professionnels du pays. Pour une fois d'accord, la Banque mondiale et la gauche philippine pressaient la présidente d'agir de façon décisive, avant que le nouveau Parlement, où les familles de propriétaires sont fortement représentées, ne puisse y faire obstacle.

A titre d'exemple, M. Aquino a confirmé que la propriété de sa famille, les 6 000 hectares de sucre de l'« hacienda Luista », ne sera pas expropriée. « Même si je dois perdre mes frères et mes sœurs », a-t-elle dit.

M. Aquino a préféré laisser aux parlementaires le soin de fixer le plafond des avoirs fonciers individuels de demain. Officiellement, la présidente leur demande aussi de fixer le barème des indemnités, bien que le décret de mercredi stipule que celles-ci se feront en fonction de la « valeur marchande du sol ».

Le coût de cette réforme agraire avait été l'objet d'intenses critiques. Le décret accorde un budget de 50 milliards de pesos (2 milliards de dollars) sur cinq ans, dont un pourcentage viendra de saisies opérées sur les « richesses mal acquises » des proches de l'ancien président Marcos. Certains membres du cabinet — tel le secrétaire aux finances, M. Jaime Ongpin — et la Banque mondiale jugent ce budget « fortement surévalué ». M. Aquino a cependant indiqué que son administration « avait les moyens » de financer sa politique agraire.

Pour éviter qu'un Parlement récalcitrant ne traîne les pieds, elle lui a accordé quatre-vingt-dix jours pour parfaire les modalités de la réforme. Toutefois, les élus ont le pouvoir de se doter de prolongations s'ils l'estiment nécessaire. M. Aquino a enfin annoncé que les ministres opposés au projet devront démissionner. Cette remarque vise notamment M. Salvador Laurel, vice-président et secrétaire des affaires étrangères, qui s'était déclaré contre pareille « réforme agraire par décret ».

KIM GORDON-BATES.

CORRESPONDANCE

Le sort des réfugiés chakmas

A propos des orphelins chakmas du Bangladesh, réfugiés sur le territoire indien, et que l'association Partage avec les enfants du tiers-monde tente de faire venir en France pour y être recueillis dans des familles volontaires (Le Monde du 3 juillet), l'ambassade d'Inde nous rappelle que les autorités de New-Delhi se contenteraient d'un accord de principe du gouvernement de Dacca pour leur fournir les moyens de gagner Paris directement, sans transiter par la capitale bengalaise.

Avec cette nouvelle mise au point, nous considérons les échanges sur cette affaire comme terminés.

Océanie

AUSTRALIE :

le nouveau gouvernement travailliste

M. Bob Hawke reconduit les décrets des ministères clés

Canberra, (AFP). — Le premier ministre australien, M. Bob Hawke, a remanié, mercredi 23 juillet, son gouvernement à la suite des élections législatives remportées pour la troisième fois consécutive par les travaillistes le 11 juillet dernier, mais sans toucher aux principaux portefeuilles.

MM. Lionel Bowen demeure vice-premier ministre et « Attorney General » (justice), Bill Hayden (affaires étrangères), Peter Walsh (finances), Kim Beazley (défense) et Paul Keating (Trésor) conservent leur portefeuille.

Le nouveau gouvernement compte trente ministres au lieu de vingt-sept dans le précédent.

Cette augmentation doit permettre de satisfaire à la fois les revendications des différentes ailes du Parti travailliste et le vœu du premier ministre de constituer une équipe tenant compte de la proportion de femmes et des équilibres régionaux.

Dix-sept ministres sont membres du cabinet (organisme exécutif plus restreint). Seize d'entre eux se voient attribuer des responsabilités élargies avec des « super-ministères » regroupant plusieurs départements, et les autres ministres, dont les huit nouveaux venus au gouvernement, doivent les assister dans leur tâche.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Le Ciskei menace de ne plus autoriser les visites à Pierre-André Albertini

Le gouvernement du bantoustan noir « indépendant » du Ciskei, dont l'offre de « négocier » la libération de Pierre-André Albertini a été rejetée sans engagement par Paris, a durci le ton mercredi 22 juillet, laissant planer la menace d'une détérioration de la situation du jeune coopérant français. M. Sontunzi, qui joue le rôle de porte-parole du gouvernement, a été catégorique : « Si le gouvernement français nous traite par le mépris en affirmant que nous lui avons rendu un piège (...), nous devons reconsidérer le fait que des Français puissent venir ici. » « Nous devons tout reconsidérer, y compris les visites », a-t-il ajouté.

Ces menaces à peine voilées surviennent après que le gouvernement français a rejeté sur-le-champ l'offre, faite dimanche par Bishop, de « négociations » entre le président du Ciskei, M. Lennox Sebe, et

l'ambassadeur de France à Pretoria, M. Pierre Boyer, concernant la libération de Pierre-André Albertini. L'offre du Ciskei tient toujours, a souligné M. Sontunzi. « Nous voulons que l'ambassadeur de France demande un rendez-vous » [avec] « le chef de l'Etat », Lennox Sebe. « C'est clair et net », a-t-il dit. Les deux hommes auraient « des discussions sérieuses » concernant la libération d'Albertini, a-t-il poursuivi, ajoutant que l'affaire pourrait être réglée « en une demi-heure » et laissant clairement entendre que M. Boyer repartirait avec le jeune coopérant. Mais tout « dépend de la manière dont le gouvernement français nous traite », a indiqué le porte-parole. « Si nous traitons comme des indigènes, il y a une chose qu'ils seront forcés de comprendre : c'est que les indigènes ont du pouvoir », a-t-il déclaré. — (AFP.)

Pour alimenter la Libye

Alger, Tunis et Tripoli créent une société de transport de gaz

L'Algérie, la Tunisie et la Libye ont décidé, la semaine dernière, lors d'une réunion à Tunis entre le président de la SONATRACH algérienne, de l'ETAP tunisienne et de la NOC libyenne, de créer une société maghrébine de transport de gaz dont l'objet est la construction d'un gazoduc, destiné à alimenter la partie occidentale de la Libye en gaz naturel algérien. On précise à Alger que la société mixte tripartite nouvellement créée pourra décider de lancer d'autres projets communs.

Dans l'esprit des dirigeants algériens, l'édification du grand Maghreb arabe est subordonnée à l'existence de relations économiques étroites entre les pays de la région. Dans le cadre du traité de fraternité et de concorde qui lie depuis 1983 l'Algérie, la Tunisie et la Libye, ils ont privilégié la création de sociétés d'économie mixte : avec la Tunisie, pour mettre en valeur la bande frontalière ; avec la Libye, pour exploiter une flottille de pêche et remettre en service la raffinerie de Nouadhibou.

Alger oppose au désir d'union politique du colonel Kadhafi « l'harmonisation dans les domaines économique, social, culturel et législatif ». Une quinzaine de sociétés mixtes ont déjà été créées entre la Libye et l'Algérie, depuis la rencontre entre le président Kadhafi et le colonel Kadhafi, au mois de janvier 1986, à In Amenas, dans le Sud-Est algérien. Les vus algériennes prévoient donc.

Le « forçage » d'Alger pour amener Tunis à de meilleurs sentiments à l'égard de Tripoli incite le président Bourguiba à ménager ses relations, traditionnellement bonnes, avec le Maroc.

M. Amor Chadli, ministre directeur du cabinet présidentiel tunisien et ministre des affaires étrangères par intérim, a remis, lundi 20 juillet, au roi Hassan II un message du président Bourguiba dont la teneur n'a pas été révélée. A son arrivée à Rabat, M. Amor Chadli a tenu l'espoir que la concertation entre les deux chefs d'Etat permettra « la réalisation des aspirations des deux peuples, marocain et tunisien à l'édification du Grand Maghreb sur des bases solides ». Cette visite, qualifiée d'« officielle » par l'agence de presse marocaine, a été suivie par un bref séjour de M. Amor Chadli à Nouakchott où il a été reçu par le chef de l'Etat mauritanien, le colonel Maouya Ould Ahmed, qui, l'après-midi, a rencontré une commission de hauts fonctionnaires algériens, libyens et tunisiens à la reprise de projets de coopération antérieurs à la rupture des relations diplomatiques entre les deux pays, en 1976.

F. F.

EN BREF

● **NIGER** : un jeune Hollandais tué dimanche le matin présidentiel. — Une sentinelle a ouvert le feu sur une voiture de touristes au Niger. La conductrice s'était immobilisée devant la présidence, pour demander le chemin d'un camping local. La mère et le père de la victime ont été blessés. La présidence du Niger, située au centre de Niamey, est entourée d'un périmètre de sécurité dans lequel il est interdit, sans que cela soit matérialisé, de s'arrêter. Ce n'est pas la première fois que cela se produit, les sentinelles faisant souvent preuve d'une excessive nervosité.

● **CHINE** : Bombe près du mausolée de Mao. — Une bombe a explosé, dans la soirée du vendredi 17 juillet, sur la place Tiananmen, au centre de Pékin, à proximité immédiate du mausolée abritant la dépouille embaumée de Mao Zedong, dont plusieurs vitres ont été soufflées. Selon l'agence Chine nouvelle, un homme de vingt-cinq ans, venu de la province du Hubei (Chine centrale), a été arrêté. Les autorités n'ont pas fourni plus de détails sur cette affaire, qui n'a apparemment fait aucune victime. Plusieurs attentats, généralement le fait de désespérés, se sont produits en Chine au cours de ces dernières années. — (AFP.)

● **EQUATEUR** : un évêque et une religieuse tués par des Jivaro. — Un évêque espagnol et une religieuse colombienne ont été tués à coups de lances et de flèches empoisonnées par des Indiens Jivaro dans la jungle amazonienne équatorienne. Mgr Alejandro Leiva Ugarte et saur Inés Sarango essayaient, lundi 20 juillet, d'établir le contact avec une tribu Jivaro dans un but d'évangélisation. Le pilote de l'hélicoptère qui devait venir les rechercher dans cette zone inhospitalière, dans l'est de l'Equateur, a

420 kilomètres de Quito, a renoué leurs corps transpercés de coups de lances. — (AFP.)

● **TURQUIE** : huit morts lors d'une attaque kurde. — Huit personnes ont été tuées — cinq villageois, dont deux femmes et deux enfants, et trois rebelles kurdes, — mercredi 22 juillet dans le village d'Alkadir (province de Hakkari au sud-est de la Turquie), lors d'une attaque menée par des extrémistes kurdes, a annoncé, à Ankara, le ministre de l'Intérieur, M. Yildirim Akbulut. Les forces de l'ordre ont bloqué la route aux agresseurs et tué trois d'entre eux, a ajouté M. Akbulut. C'est la première attaque importante de la guérilla kurde, après la levée de la loi martiale dans les provinces de l'Anatolie orientale, le 19 juillet. Plus de sept cents personnes (militaires, policiers, civils et rebelles) ont trouvé la mort dans des provinces depuis le début des opérations armées de la guérilla kurde en août 1984. Au total 321 civils ont été assassinés. (AFP.)

● **M. JACQUES POSIER** : ambassadeur au Luxembourg. — M. Jacques Posier, représentant permanent de la France auprès de la FAO, a été nommé ambassadeur au Luxembourg, en remplacement de M^{re} Marie-Thérèse de Corbie, a-t-on annoncé mercredi 22 juillet au quai d'Orsay.

[Né le 8 juillet 1924, M. Posier est ancien élève de l'ENA. D'abord affecté au ministère de l'Intérieur, il a été notamment en poste à Saint-Domingue (1959-1961), à Bonn (1962-1964), à Bangkok (1964-1966), à Libreville (1968-1969), à Buenos-Aires (1969-1973). Il a ensuite assumé les fonctions d'ambassadeur au Salvador (1973-1978), en Angola (1978-1981) et en Colombie (1982-1984) avant d'être nommé en avril 1984 représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, à Rome.]

MAURITANIE : un programme de redressement agréé par le FMI

Survivre dans les sables

d'assainir progressivement, grâce à l'application d'un programme de redressement économique et financier (PREF) entré en vigueur à la fin 1985. La Mauritanie paraît de loin. Entre les années 80 et 84, le PIB par habitant avait décliné de 0,6 % l'an. Le train de vie de l'Etat importait un déficit budgétaire équivalant à 80 % du PIB, soit en valeur absolue 829 millions d'uguiyas. A la même époque, la balance des paiements courants était déficitaire à hauteur de 26 % du PIB et l'encours de la dette dépassait 200 % du PIB, et son service 35 % des recettes d'exportation.

C'est dans cette conjoncture que les objectifs du PREF ont été définis : maintien sur la période 85-88 d'un taux de croissance de 4 %, réduction du déficit de la balance des paiements courants à moins de 10 % du PIB et équilibre du budget.

Le programme de redressement a été défini par le FMI, le PREF a, en tout cas, permis à la Mauritanie de passer trois accords successifs de

dépassés par le produit de la pêche qui représentait pour 1986 52 % des 354 millions de dollars de recettes en devises du pays. La Mauritanie possède les eaux les plus poissonneuses du monde. Elles ont été exploitées, voire surexploitées, par les flottes étrangères depuis de nombreuses années, sans beaucoup de scrupules ni de contrôles. La marine nationale mauritanienne ne dispose que de six petits bâtiments, basés à Nouadhibou. Ses mouvements sont fidèlement suivis par les bateaux usines Soviétiques, Roumains, Coréens ou Japonais, particulièrement bien équipés et parfois armés qui se jouent de la surveillance.

Le gouvernement vient d'adopter, au mois d'avril, une nouvelle « politique de pêche » dont les axes principaux fixent la limitation des quantités prélevées annuellement (140 000 tonnes pour le poisson de fond et 420 000 tonnes pour le poisson de surface) pour préserver les ressources halieutiques. Elle prévoit

Leurs habitudes alimentaires sont autres, et malgré les conseils du gouvernement, la viande est plus recherchée, malgré son prix élevé.

Longtemps, le cheptel a été décimé par la sécheresse, et le désert avance de 6 kilomètres par an, effaçant la flore et chassant la faune. Faute de pâturages, les troupeaux ont transhumé, ces dernières années, vers les pays voisins. La tendance s'est inversée en 1985 et 1986, grâce aux bonnes précipitations qui ont régénéré les pâturages. Le cheptel est actuellement estimé à 8,23 millions de têtes de bétail, contre 11 millions en 1982.

Le PREF consacre plus de 30 % de son budget au développement rural. De gros efforts sont consentis en faveur de l'élevage. Un fonds de soutien a été créé pour inciter les éleveurs à se regrouper en associations. Les autorités espèrent faire participer les pasteurs à la gestion de leur capital par le biais de la formation dans les écoles d'agriculture ou vétérinaires, pour passer peu à peu des méthodes traditionnelles à un élevage plus intensif.

Sédentariser les nomades

La première contrepartie attendue de ces efforts est la sédentarisation progressive de ces populations nomades. La même aspiration est sous-tendue par les mesures prises pour relancer l'agriculture, par l'introduction de l'irrigation dans la région du fleuve Sénégal et la mise en valeur des terres. Une nouvelle loi foncière et domaniale fixe les règles de la propriété.

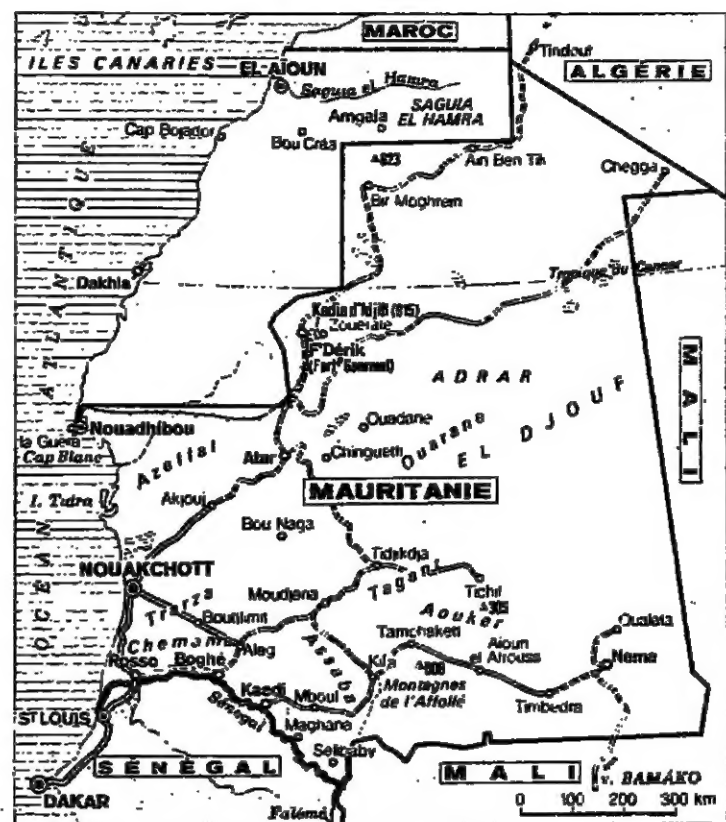
Jusqu'à présent, toutes les terres appartenant à l'Etat qui reconnaît la propriété tribale, mais pas la propriété foncière, la parcelle et l'acquisition par le privé d'espaces réputés appartenir aux tribus est en cours. Des concessions rurales commencent à être accordées. Lors de la restructuration de la SNIM qui a largement dégraisé ses effectifs, dans un souci d'améliorer sa productivité, dans le nord du pays, les mesures de licenciement ont été accompagnées d'octroi de terres dans le sud, sans contrepartie financière. Cette migration de population maure dans la région du fleuve traditionnellement peuplée de Noirs s'était, à l'époque, assortie de frictions entre les deux communautés.

La récolte de céréales de la présente campagne, cumulée aux reliquats de l'aide internationale, doit couvrir les besoins de cette année. Un autre aspect du développement rural est la lutte contre la désertification. Les projets de fixation des dunes vives sont nombreux mais les moyens paraissent dérisoires. Des campagnes de reboisement ont débuté avec le concours d'Organisations non gouvernementales, d'Etats ou de la CEE, notamment dans la région du fleuve. La réhabilitation d'essences locales est également inscrite dans le Plan. Il y a quelques années, la Mauritanie exportait plus de 6 000 tonnes de gomme arabique. L'acacia sénégalaïs qui la produit a disparu totalement. Le replanter pour le cultiver répond à deux préoccupations, lutter contre la désertification et retrouver des recettes à l'exportation.

Un certain pessimisme règne encore à Nouakchott, même si l'amélioration du PIB, la progression des recettes de l'Etat, la réhabilitation des barrages et du secteur privé attestent que le pays est sur la bonne voie. La Mauritanie a déjà montré ses capacités de survie au plus fort de la crise, suscitant les éloges de générosité de la communauté internationale qui devra continuer sans doute longtemps encore à lui apporter son soutien.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) 100 FF = 1218 uguiyas.



12 millions de dollars avec l'Organisation internationale et d'obtenir de la Banque mondiale un crédit de 50 millions de dollars. Ces soutiens ont déjà incité le Club de Paris à réévaluer la dette mauritanienne en 1985, 1986 et 1987.

Le PREF est scrupuleusement suivi et les premiers résultats sont encourageants. En 1985, la croissance est passée à 3,1 % pour atteindre 4 % prévu en 1986, ce qui la situe à un niveau nettement supérieur au taux d'expansion démographique officielle de 2,7 %.

Les eaux les plus poissonneuses du monde

Le minerai de fer et la pêche sont les deux atouts de la Mauritanie, hélas désemparée par la conjoncture internationale. Les fluctuations du dollar et la hausse des taux d'intérêt, conjugués au ralentissement de l'activité économique dans les pays industrialisés, se sont traduites par une baisse sensible des exportations de minerai de fer. En 1986, la Société nationale des industries minières (SNIM) n'a pu exporter que 8,9 millions de tonnes, contre 9,3 en 1985.

Les problèmes techniques sont nombreux. La ligne de chemin de fer par laquelle transite le minerai de Zouérate, le principal gisement, vers Nouadhibou et son port est partiellement en panne. Les équipes se relaient en permanence pour lutter contre des dunes qui se reforment plus loin. La mise en exploitation de nouveaux gisements, qui devait permettre d'atteindre en 1986 une production de 10 millions de tonnes, n'a pas vraiment commencé. La SNIM n'arrive pas à trouver de broyeur qui puisse fonctionner correctement dans ce climat.

Pour la deuxième année consécutive, les revenus miniers ont été

de substituer les « sociétés d'économie mixte » aux licences accordées aux armateurs étrangers, et entend réserver à la flotte de pêche mauritanienne, forte de 120 navires, l'exploitation du poisson de fond dans le but évident de donner une valeur ajoutée la plus forte possible à ces produits nationaux et obtenir le maximum de recettes budgétaires en laissant exploiter le poisson de surface par les bateaux étrangers.

D'autre part, la nouvelle politique privilégie le développement de la pêche artisanale au détriment de l'expansion de la pêche industrielle. Trois cents demandes d'acquisition de chalutiers-congélateurs sont définitivement bloquées au ministère de la pêche qui préfère encourager les petits pêcheurs du littoral. Ils travaillent comme leurs aînés, avec de longues pirogues de bois, aussi difficiles à mettre à l'eau qu'à hisser sur la plage. Seule concession au modernisme, les petits moteurs hors-bord japonais que les plus astucieux arrivent à fixer à l'arrière de leurs embarcations venues d'un autre âge. Vêus d'amples surcoûts, apparemment peu adaptés au climat, les « parons » dirigent la manœuvre, sur la « plage des pêcheurs » de Nouakchott. Les pirogues arrivent sur les derniers rouleaux, et des hordes d'enfants se jettent à l'eau. Les premiers arrivés débarquent les sacs aussitôt vidés de leurs poissons multicolores.

Nouakchott est alimentée par la « plage des pêcheurs », mais les Mauritanien ne sont pas friands de poissons, la principale richesse du

« Mondes en Devenir »
LE PRINCE ET LE GRIOT
Expériences et espérances africaines
Paul BLANC
15,5 x 24 cm - 254 p.
Encart de 4 p. de photos - 120 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

LA BAGAGERIE
Jean Marlaix
700 F (avec roulettes) 650 F 399 F
"LIGNE VACANCES" LÉGER ET ROBUSTE. 9 MODÈLES.
Paris : 11, fg Saint-Hippolyte, 87-12, rue Trenchet, 87-41, rue du Four, 67-74, rue de Passy, 164, Tour Montparnasse, 159, Lyon : La Part Dieu, Le Touquet : La Mascotte.

صكنا من الاموال

Politique

La tournée des plages du Front national

« Le vin est à 11 et nous à 16 »

SÈTE

de notre envoyée spéciale

Voilà donc les troupes de choc qui effraient les élus-majors politiques, les bataillons qui divisent la majorité, et les stratégies qui s'apprennent à arbitrer l'élection présidentielle ! Voilà donc cette « vague Le Pen », si inquiétante que plusieurs préfets ont interdit le survol du littoral méditerranéen aux avions censés annoncer, entre deux banderoles publicitaires, la venue du président du Front national sur les plages.

Le raz de marée et les divisions lepenistes tiennent, jusqu'à présent, dans un petit chapiteau bleu et jaune de 1 600 places, aux gradins qui dépassent du toit et aux puits qui s'envoient au premier coup de vent.

Lundi 20 juillet, la « caravane Le Pen » s'installe, pour sa cinquième étape, sur la place Stalingrad de Sète. Stalingrad, une victoire bien éloignée de chez nous, déplore Alain Jamet, vice-président du conseil régional du Languedoc-Roussillon : « Comme s'il n'y avait pas, dans l'histoire de France, suffisamment de batailles ! ».

Enfin, l'endroit, bien que mal nommé, est plus accessible tout de même que le terrain — appartenant à un ami du Front — où s'est déroulé le dernier meeting, le 18 juillet, à La Ciotat, municipalité communiste.

Roger Holeindre sort des bains municipaux où il vient de prendre sa « première douche en quatre jours ». Ancien de l'Indochine et de l'OAS, député de Seine-Saint-Denis, Roger Holeindre fait, à cinquante-huit ans, du camping sur les stades et les parkings comme ses troupes. L'hôtel, c'est bon pour les planqués et pour les partis qui ont « l'argent des banques, des trusts et du pouvoir ». Ses six lieutenants viennent au rapport. Une équipe, envoyée en reconnaissance, a repéré un parc pour les cars-concubines, à 40 kilomètres. Le responsable de la sécurité a pris contact avec le commissaire de Sète en prévision de la manifestation antiraciste organisée par le PCF, le PS, le MRAP, entre autres (six cents personnes). Pascal Delmas, adjoint de Jean-Pierre Stébois au secteur des fédérations, tire le bilan de la première semaine de tournée : 825 entrées payantes (30 francs) au meeting d'Ajaccio, 2 400 à Cagnes (Alpes-Maritimes), 1 200 à Orléans (Var) et 1 630 à La Ciotat (Bouches-du-Rhône). En ajoutant le produit de la quête effectuée à la sortie, et des ventes de bar (moins bonnes à Grimaud à cause d'un vendeur pirate de merguez), la recette

ne couvre pas les dépenses (80 000 francs par jour, selon M. Holeindre). En quatre jours, le déficit s'élève à 56 000 francs dans le pré-carré méridional du Front. « C'est cher, mais il faut tenir compte de la couverture médiatique », fait remarquer M. Michel Collinet, membre de l'Assemblée européenne.

Les Corses abandonnent

Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, des militants de l'équipe de sécurité (quinze hommes appuyés par le service d'ordre départemental du Front) se relaient pour surveiller le matériel. L'« ennemi », il est vrai est partout. A Nice, le chapiteau à l'américaine, acheté spécialement par l'entreprise Dumaine d'Alajaccio pour Jean-Marie Le Pen, a brûlé.

Sur la route, des camions de la caravane ont été endommagés. Deux employés et trois chauffeurs du loueur de chapiteaux sont rentrés précipitamment en Corse. « Ils ont été menacés par les nationalistes », pense-t-on côté Front national. « Peut-être la concurrence, qui veut m'empêcher de venir sur le continent », dit M. Dumaine.

La tension, en tout cas, est montée au point que lundi soir, après le meeting de Sète, M. Dumaine et ses Corsas ont refusé de prendre la route tant que M. Le Pen ne leur verserait pas les 10 000 francs par jour prévus pour leurs frais dans le contrat qui porte sur 3 millions de francs mais pour un chapiteau plus grand. « J'étais des leurs, c'est terminé. Et je représente plus de quatre-vingt personnes à Ajaccio », fulmine M. Dumaine, un ancien champion du monde de parachutisme.

Mais Roger Holeindre l'a promis : « Mes hommes mèneront cette caravane jusqu'à Dunkerque. Etant leur chef, je peux vous le dire. Les hommes en question ne sont, comme le dit le député de Seine-Saint-Denis, « ni des bras cassés ni des chômeurs ». (M. Holeindre précisait toutefois qu'il n'a rien « contre les chômeurs ».) Pour beaucoup, ils ont déjà servi au comité Tiber-Vignancourt, qui mena avant l'élection présidentielle de 1965, sous la direction de M. Le Pen, une tournée des plages similaire. Depuis, ils ont pris du galon, sont devenus marquisiens, sous-directeur d'une société d'édition d'art, dirigeant d'une entreprise de publicité. Ils n'en sacrifient pas moins quinze jours de vacances pour gonfler des ballons

« Vas-y, Jean-Marie ! », ou, comme à Canet-Plage, en Roussillon, une affiche du président sur la pancarte « Décharge fermée », qui déshonore l'entrée du stade où se tient la réunion.

Il y a aussi des jeunes, comme ce clerc de notaire qui va « peut-être se marier bientôt » et qui s'enhardit à suggérer d'écrire : « Décharge ouverte » sur ladite pancarte. Le benjamin de la caserne, âgé de seize ans, est un cadet du Cercle national des combattants de Roger Holeindre, qui a arrêté ses études pour incompatibilité d'humeur « avec un professeur socialiste ».

La tête dans les étoiles

Aurais-tu du chant de Nabucco, tout de blanc vêtu comme à Canet ou bien en rayures jaunes comme à Sète, Jean-Marie Le Pen, lui-même, est estival. « Dans cette période ludique, j'ai voulu instaurer une approche moins convenue avec mon auditoire », explique le candidat à l'élection présidentielle. « On essaie de lui faire éviter les phrases graves mais sans trop le brimer », dit l'un de ses proches. Certes, M. Le Pen fustige les communistes « responsables de plus de cent millions de morts dans le monde », et les socialistes, « complices du crime en s'alliant à eux », les « gangsters de la bande des quatre », la « décadence » et « l'asthénie », le grand « succès » et « l'asthénie », la « vogue de vulgarité qui nous impose progressivement par les médias modernes ». Certes encore, il se demande s'il n'aurait pas suffi que les Allemands, pendant les deux dernières guerres, « échangèrent leurs Mousers contre un chapeau à plumes et une valise » pour que « leur immigration soit attendue par M.M. Malburet et Stasi ». Et il ajoute : « Si l'étranger veut entrer indûment sur notre territoire, quelle que soit la forme de l'invasion, il doit y être fait barrage : pacifique si l'invasion est pacifique, juridique si c'est possible, militaire, si c'est nécessaire ».

Mais le président du Front national a comme la tête ailleurs. Dans « les étoiles », dont il parle longuement. Dans « le somptueux cadeau de la civilisation : ces champs, ces vignes, ces cépages, les bateaux qui naviguent, les villes dressées dans notre pays, les livres qui ont

condensé l'expérience des hommes ». « Tout cela nous est donné, que nous soyons les plus pauvres ou les plus riches de façon pratiquement égale. Et cela est sans comparaison par rapport à ce qui nous différencie quand nous sommes fils de pauvre ou de riche ». Bref, Jean-Marie Le Pen aussi cherche à rassembler.

Revenu sur terre, M. Le Pen s'efforce aussi de rendre crédible sa candidature. Si les débus du 16 mars forment quelques pour cent, si la « synergie de la désunion » joue suffisamment et s'il y a au moins deux candidats issus de l'actuelle majorité, alors il se verra bien en tête de la droite au premier tour.

Comme le clame dans son haut-parleur Roger Holeindre, qui n'a toujours pas digéré que les viciateurs aient le droit de faire de la publicité aérienne et pas lui : « Le pinard est à 11 (degrés), le Front national à 16 (%) ».

Pour rassembler, encore faudrait-il gagner la bataille des campings de l'Atlantique, prochains étape après Lourdes, de la caravane du Front. Jusqu'à présent, les estivants sont aussi rares dans les meetings que les tracts du parti sur les plages. A Sète (1 500 personnes), à Canet (1 600 personnes), l'auditoire est surtout composé d'habitants. Des retraités, des retraités, des jeunes. Le président du Front national belge, M. Daniel Fretet, est là, ainsi qu'un curé en soutane qui met son bréviaire sous son bras pour applaudir la promesse de M. Le Pen de « monter sur le ring et de donner de vrais coups ».

Un premier rang, une photo de « Jean-Marie » attachée sur le front, M. Gilbert Cavillon, ancien postier devenu secouriste, montre sa photo dans un camp naturiste du cap d'Agde, où il est infirmier bénévole. Pour ces fidèles, heureusement, le « régionalisme » Jean-Claude Martinez, député de l'Hérault à Sète, Pierre Sergent, député de Roussillon à Canet-Plage — tiennent les promesses de leur chef devenu candidat à la présidence. M. Sergent décerne des « bonnets d'âne » à MM. Noir, Léotard et Malburet, lequel « n'a su faire qu'une seule chose de sa vie : se laisser pousser les moustaches ».

A la sortie, Roger Holeindre attend les oboles. Dans le drapeau tricolore tombent des billets de 200 F. Comme dit cet ancien reporter de Paris-Match : « Le vrai courage, actuellement, pour un journaliste, c'est d'être de droite. » Reppe !

CORINNE LESNES.

Après l'arrestation du chef présumé de l'ARC

Deux magistrats parisiens en Guadeloupe

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

Deux magistrats parisiens, M. Alain Marsaud, substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, chef de la quatorzième section du parquet de Paris chargée des questions terroristes, et M. Jean-Louis Brugère, premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, chargé du dossier des vingt attentats à l'explosif perpétrés à la Guadeloupe depuis le 25 novembre 1986, sont arrivés, le mercredi 22 juillet, à Pointe-à-Pitre pour y entendre personnellement les cinq militants indépendantistes arrêtés, mardi, dans l'île Saint-Vincent (le Monde du 22 juillet) et aussitôt transportés à Pointe-à-Pitre à bord d'un Transal militaire.

Ces arrestations représentent, selon M. Yves Bouquet, préfet de la Guadeloupe et ancien directeur de la surveillance du territoire (DST) « le fruit d'une intense activité

diplomatique française dans les Caraïbes ». M. Bouquet s'est aussi réjoui de la « collaboration exemplaire des services de police et de gendarmerie ».

Pour sa part, M^{me} Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie qui est guadeloupéenne, a estimé que l'heure était « à l'effacement des dissensions et des querelles, au retour à la fraternité ».

A. L.

● Décès d'un conseiller général. — Charles Gabriel, conseiller général (UDF) du canton de Sainte-Rose I, en Guadeloupe, est mort, le mercredi 22 juillet, à la suite d'un accident de la circulation dans la banlieue de Pointe-à-Pitre. Maire de cette commune pendant vingt-quatre ans, Charles Gabriel, qui était âgé de soixante-huit ans, siégeait au conseil général depuis 1958. De 1973 à 1978, il avait également été le suppléant de M. Frédéric Jaiton, député socialiste du département. — (Corresp.)

PROPOS ET DÉBATS

M. Léotard :

pas de lettres de créance au FN

« A l'évidence certains thèmes plus ou moins larvés » du Front national « sont inadmissibles » a déclaré, dans un entretien publié par l'hebdomadaire L'Evénement du jeudi qui paraît le 23 juillet, M. François Léotard. Le ministre de la Culture et de la Communication a émis une étonnante alliance électorale de Grasse : « une grave erreur ». « Ceux qui agissent ainsi, estime M. Léotard, ont une attitude, enveloppée et récupératrice, ils ne donnent pas de lettres de créance, ils ne font que se faire un nom ». Or, le Front national, ajoute-t-il, ne peut pas se faire un nom sans lettres de créance. « Les communistes, les socialistes, ont fait avec les communistes. Or, je constate, moi, que ces gens bien connus, pour qui ne sont pas responsables, pour qui, alors, les accablent ? Leur donner en quelque sorte des lettres de créance ? »

« A l'élection présidentielle, juge-t-il, le secrétaire général du Front national, Jean-Marie Le Pen, sera handicapé par le fait que l'on ne choisit pas un capitaine de centur mais un leader national. Le refus de la dignité de la fonction jouera contre lui. Je veux être clair : je ne crois pas à un danger fasciste en France. Mais si j'y croyais, je n'hésiterais pas à préconiser une union nationale contre un tel fléau. »

M. Edgar Faure :

ne pas excommunier Le Pen

M. Edgar Faure, sénateur du Doubs (gauche démocratique) et président du conseil régional de Franche-Comté, estime que M. Jean-Marie Le Pen « ne doit pas être traité en pestiféré, les élus du Front national, enfermés dans un ghetto et leurs électeurs, voués aux ténébreuses ».

« Il n'y a pas lieu pour la majorité de négocier avec le Front national, pas plus qu'elle ne doit intervenir ou s'occuper de lui », estime M. Faure, qui a lui-même été reconduit à la tête du conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix du Front national ou assimilé.

L'ancien président de l'Assemblée nationale affirme qu'il « ne voit pas pourquoi les socialistes auraient le droit de bénéficier de l'appui des voix communistes : alors que la majorité ne pourrait profiter de celui des voix du Front national ». « M. Le Pen est un citoyen français comme les autres », déclare M. Faure, qui est aussi président d'honneur du Parti radical et qui souligne toutefois qu'il est en désaccord « depuis 33 ans » avec le président du Front national.

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 22 juillet, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

● CORPS D'INSPECTION GÉNÉRALE

Sur proposition du ministre délégué chargé de la fonction publique et du plan, le conseil des ministres a adopté cinq décrets modifiant les statuts particuliers de corps d'inspection de la fonction publique de l'Etat.

Ces décrets s'ajoutent à ceux que le conseil des ministres a adoptés la semaine dernière pour les corps d'inspection. Comme eux, ils ont pour objet de mettre en œuvre les dispositions de la loi du 23 décembre 1986 qui a modifié la loi du 13 septembre 1984 instituant dans les corps d'inspection un tour extérieur au grade d'inspecteur général, sans condition autre que d'âge.

● TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES

Sur proposition du ministre délégué chargé de la fonction publique et du plan, le conseil des ministres a adopté un décret portant augmentation de 0,5 %, au 1^{er} août 1987, des traitements de l'ensemble des agents civils et militaires de l'Etat et de ses établissements publics, ainsi que des traitements des agents des fonctions publiques hospitalière et territoriale.

De même, les pensions des retraités civils et militaires de l'Etat, des collectivités territoriales et de la fonction publique hospitalière seront revalorisées de 0,5 % le 1^{er} août 1987.

Le ministre délégué a rappelé à cette occasion les mesures déjà prises en faveur des fonctionnaires des catégories C et D. Il a indiqué que, au terme de la concertation engagée avec les organisations syndicales, des mesures en faveur des

agents de catégorie B seront arrêtées prochainement.

Il a également rappelé que le gouvernement a décidé de procéder au paiement mensuel, et non plus trimestriel, des pensions de 200 000 retraités dépendant des centres de paiement de Limoges et de Montpellier, ainsi que des pensions des retraités résidant à l'étranger. Ainsi, en 1987, le nombre des bénéficiaires du paiement mensuel de la pension aura été multiplié par deux.

Le ministre délégué a rappelé au conseil des ministres son intention de faire le point en fin d'année sur la situation d'ensemble des fonctionnaires au vu des résultats économiques et financiers du pays.

● DÉFENSE NATIONALE

Le ministre délégué chargé de la réforme administrative a présenté au conseil des ministres une communication sur la réforme du secrétariat général de la défense nationale.

A la suite des travaux d'une mission d'audit assurée conjointement par l'inspection générale des finances et le contrôle général des armées, le premier ministre a arrêté les principales modalités d'une réforme du secrétariat général de la défense nationale. Cette réforme vise à redonner au SGDN sa pleine efficacité pour l'accomplissement des missions qui lui sont confiées dans le cadre des responsabilités de défense nationale que la Constitution confère au premier ministre.

Le ministre délégué a rappelé au conseil des ministres les attributions traditionnelles du SGDN, notamment en ce qui concerne les aspects économiques, scientifiques et technologiques de la politique de défense, la sécurité du territoire, la protection des populations et des installations, ainsi que la continuité de l'action gouvernementale.

La SGDN voit son rôle réaffirmé. Sa structure sera organisée dans un souci de plus grande efficacité,

Outre une direction chargée de l'administration, le SGDN comprendra désormais trois directions opérationnelles, chargées respectivement des questions de stratégie générale, des affaires scientifiques et technologiques et de la défense civile et économique.

Par ailleurs, des pouvoirs accrues seront conférés à l'action du secrétaire général de la défense nationale nouvellement créée en matière de gestion du personnel et d'utilisation des crédits d'intervention.

Nominations individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, M. Pierre Cabanes, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat, et M. Jean-Paul Costa, maître des requêtes au Conseil d'Etat, est nommé conseiller d'Etat.

Sur proposition du secrétaire d'Etat chargé de la jeunesse et des sports, M. Gérard Garoff est nommé inspecteur général de la jeunesse et des sports.

Sur proposition du secrétaire d'Etat à la mer, M. Gérard Sylvestre, administrateur civil, est nommé directeur de l'Etablissement national des invalides de la marine.

[Agé de quarante-six ans, M. Gérard Sylvestre est ancien élève de l'Ecole nationale d'administration. Il a occupé diverses fonctions au sein de l'administration des affaires sociales, avant de devenir sous-directeur des affaires administratives et financières à la direction de la Sécurité sociale. Il est notamment familier avec les régimes spéciaux de protection sociale. L'Etablissement national des invalides de la marine (ENIM) gère l'ensemble des régimes de sécurité sociale et de retraite des marins (pêche et commerce). Ce régime est lourdement déficitaire.]

La réforme des établissements hospitaliers jugée conforme à la Constitution

La loi relative aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire, qui rétablit les services communs de base de l'organisation hospitalière, n'est pas contraire à la Constitution. Ainsi en a décidé le Conseil constitutionnel réuni le mercredi 22 juillet.

M^{re} Francis Mollet-Viéville, successeur au Conseil constitutionnel de Pierre Marichay, récemment décédé, a participé pour la première fois à une délibération. Il avait, le matin même,

Les sénateurs socialistes avaient déposé le 26 juin au Conseil constitutionnel la loi hospitalière. Ils contestaient l'article 7, premier alinéa de la loi, qui confère automatiquement, par dérogation, le titre de chef de service aux chefs de service nommés avant le 31 décembre 1984 et qui n'ont pas fait depuis cette date l'objet d'une mutation. Il s'agissait là, aux yeux de requérants, d'une double discrimination.

A propos de la référence à la date de nomination, le Conseil constitutionnel retrace la complexité des textes qui se sont succédés depuis 1970 pour édicter en la matière règles et mesures transitoires, au fil des réformes. Il en conclut que « si les praticiens placés à la tête des services postérieurement au 31 décembre 1984 exercent les responsabilités afférentes aux fonctions de chef de service, ils n'ont pas désigné qu'à titre intérimaire selon une procédure différente de celle applicable antérieurement à cette date à la nomination des chefs de service ; qu'il leur était interdit de se prévaloir du titre de chef de service ; qu'ainsi ni le principe de l'égal accès aux emplois publics ni le principe de l'égalité de traitement dans le déroulement de la carrière des agents publics n'étaient lésés par la dérogation établie en faveur des praticiens nommés chefs de service avant le 31 décembre 1984 selon une procédure différente et en qualité de titulaires ».

Le Conseil constitutionnel examine ensuite le refus du bénéfice de la dérogation aux chefs de service qui ont fait l'objet d'une mutation. Cette situation particulière concerne un peu moins de 180 personnes et le cas de figure le plus courant quelque 7 000 praticiens. Le Conseil constitutionnel considère que, dans l'intérêt de la continuité du service public et d'une prompt application de la loi nouvelle réorganisant l'hospitalisation par service, le législateur a pu juger expédient que, par une nomination automatique, fussent maintenus en fonction les chefs de service nommés avant le 31 décembre 1984 et ayant conservé leurs responsabilités ; que cette procédure, dérogatoire à la procédure de nomination applicable à l'avenir, aurait cependant présenté de graves inconvénients si elle avait été mise en œuvre pour les chefs de service ayant fait l'objet d'une mutation après le 31 décembre 1984 ; qu'en effet, contrairement aux chefs de service ayant conservé leurs fonctions au sein du même service, les chefs de service mutés pouvaient se trouver, dans leur nouvelle affectation, en concurrence avec des responsables de services ou de départements ayant également vocation à une nomination ; que la situation de chacun d'eux ne pouvait relever que de l'examen concret de son cas particulier et donc de la procédure de droit commun régissant la nomination des chefs de service ; qu'ainsi ces chefs de service se trouvaient dans une situation de droit et de fait différente de celle de leurs collègues n'ayant pas fait l'objet d'une mutation ; qu'au demeurant il appartenait aux autorités et organes compé-

prêt serment à l'Élysée devant le chef de l'Etat, conformément aux textes régissant le fonctionnement du Conseil constitutionnel, en présence des autres membres du Conseil, du premier ministre, du garde des sceaux et des présidents des deux Assemblées.

Le Conseil constitutionnel doit encore examiner, avant le 3 août, la conformité à la Constitution de la loi portant diverses mesures d'ordre social.

« Dans le cadre de la procédure de droit commun, de tenir compte des titres et des fonctions des chefs de service ne bénéficiant pas de la dérogation ».

« Considérant que ni le principe d'égal accès aux emplois publics ni le principe de l'égalité de traitement dans le déroulement de la carrière des agents publics ne s'opposent à ce que soient appliqués des traitements différents à des candidats ou agents se trouvant dans des situations différentes des lors que cette différence de situation présente un caractère objectif et que sa prise en compte est motivée par l'intérêt qui s'attache à la continuité du service public. »

Dès lors, décide en conséquence le Conseil constitutionnel, la loi relative aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire « n'est pas contraire à la Constitution ».

POUR DÉVELOPPER L'EMPLOI

François DALLE
Jean BOUNINE
1987, 224 pages, 98 F
Chez votre libraire

MASSON

Constru

Le maire perd un procès

Le maire perd un procès

Le maire perd un procès

Le maire perd un procès

Le maire perd un procès

Le maire perd un procès

Le maire perd un procès

Le maire perd un procès

Le maire perd un procès

Les dégâts dans les prisons

Construire ou laisser détruire

Selon une première évaluation, le montant des dégâts provoqués par l'agitation dans les établissements pénitentiaires atteindrait aujourd'hui plus de 11 572 000 F. Lorsqu'on sait qu'une nouvelle place en prison coûte 270 000 F, la conclusion est simple : c'est près de 43 places qui auraient pu être construites avec l'argent qui devra être consacré aux réparations.

Construire ou laisser détruire : pour être simplifiée, la formule n'en reflète pas moins la réalité. Plutôt que d'entasser les détenus dans des bâtiments surcombrés, mieux vaudrait construire de nouvelles prisons. Une des causes de l'agitation carcérale serait ainsi éliminée : la surpopulation.

Éléments
bon marché

Du 5 mai au 19 mai 1985, M. Robert Badinter, alors garde des sceaux, avait dû faire face à une poussée de révolte dans une quarantaine d'établissements. Une partie du bâtiment D 4 de Fleury-Mérogis avait été détruite,

tandis que l'infirmerie du bâtiment D 1 avait été incendiée. Des dégâts très importants avaient été provoqués par des détenus en colère à la prison de Montpellier. Coût total de cette poussée de révolte : 18 millions de francs, soit l'équivalent de 70 cellules neuves, au coût actuel.

Du 19 juillet au 5 août 1974, 11 établissements avaient été totalement ou partiellement détruits. Les dégâts furent évalués à 200 millions de francs actuels.

Comparés à ces chiffres, les émeutes des dix jours écoulées paraissent... bon marché. Aux Baumettes, où les protestations de détenus ont été les plus destructrices, l'addition serait de plus de 10 millions de francs. « Et encore, on ne s'en tirerait pas mal si ce chiffre n'était pas dépassé », dit-on à la chancellerie. Sur ces 10 millions, « 3 à 5 » seraient dus au saccage de certaines cellules, des circuits électriques et des conduites d'eau. A cela s'ajoute la destruction, dans des ateliers, de stocks de marchandises et de matériels, plus le manque à

gagner pour l'entreprise qui faisait travailler les détenus, la SPMP (moulage de plastiques pour les bacs Riviera en particulier).

Si l'agitation
s'arrête là...

A Fleury-Mérogis, les dégâts, toujours selon une première évaluation, atteindraient 1,5 million de francs. A Colmar, il s'agirait de 72 000 F « seulement », mais la chancellerie estime que ce chiffre sera certainement dépassé. A Rouen, les dégâts seraient moins importants, mais n'avaient pas encore été évalués jeudi 23 juillet dans la matinée.

Si l'agitation dans les prisons s'arrête là, le contribuable s'en tirera à bon compte. Si les mouvements de protestation reprennent, le ministère de la justice regrettera d'avoir à dépenser autant d'argent pour remettre en état des bâtiments dont la destruction aurait pu être évitée par la simple précision de ce qui risquait un jour ou l'autre de se produire.

B. L. G.

L'arrivée de 229 « boat people » à Rouen

« Salut à vous, vous revenez de l'oubli »

ROUEN
de notre envoyée spéciale

Ces visages creusés de fatigue, ces yeux surtout, embués de larmes, et ces sourires malés, qui pourra les oublier ? 229 « boat people » viennent de toucher terre à Rouen, le mercredi 22 juillet. Massés sur le quai numéro 2, collés de fleurs au cou, déjà, ils se souviennent. Cette terre natale du Vietnam, ils ne la reverront sans doute jamais. Ni eux, ni leurs enfants. Leurs premiers pas sur la terre de France qui les accueille sont aussi, à se le sentir, le dernier geste d'une certaine vie et le premier d'une autre, dont ils ne savent rien mais qu'ils ont tant désirée.

Les voici enfin à bon port : 117 hommes et 72 femmes, plutôt jeunes, 40 enfants, souvent mis de force sur une barque salvatrice par leurs parents trop pauvres pour se payer les 30 000 F de voyage et des pots-de-vin. Un sac plastique et une chemise, aucun papier : ils les ont jetés à la mer par peur d'être repris. Certains ont fait escale à Palawan, aux Philippines, un camp placé sous la protection du Haut Commissariat aux réfugiés (HCR).

Mercredi, vers 15 heures, ils accostent, leur nom sur la poi-

trine, accueillis en héros par un millier de Normands et de Vietnamiens venus de Paris ou d'ailleurs. La fête commence. Au Havre, la Rose-Schiffino, affrété par Médecins du Monde et son homologue ouest-allemand, Cap-Amador, entrent dans le port, suivi de trois patrouilleurs de la marine.

Dans la foule, une Française pleure : « Je suis venue car mon mari a fait la guerre en Indochine. Deux Vietnamiens en tunique de soie bavardent avec Khao, un adolescent qui vient de débarquer. Frêle et timide, il sourit pour remercier et raconte à ses compatriotes la traversée ; son père, au pays, est enfermé depuis douze ans dans un camp de rééducation.

A la tribune, les discours se succèdent. Bernard Kouchner, fondateur et président d'honneur de Médecins du monde, lance : « Salut à vous, les « boat people », vous revenez de l'oubli. Vous êtes les plus chanceux. Ailleurs, en Afrique, en Afghanistan, au Salvador, partout, des millions de réfugiés attendent dans des camps sans espoir un sort meilleur. Il faut vider les camps d'Asie ! »

M. Jean Lécuyer, sénateur et maire de Rouen, rappelle com-

ment, le 15 mars dernier, sa ville décide cet accueil, une première en France. La population de la région, « toute normande qu'elle soit », a généreusement donné 1 million de francs en quinze jours. « Le cœur s'ouvre parfois plus facilement que le portefeuille », ajoute, en souriant, M. Lécuyer.

D'autres orateurs s'expriment ensuite, dont le président « américain » d'un Comité Est-Ouest des « boat people » venu de San-Diego (Californie) avec un chèque de 50 000 dollars ; puis le jeune commandant du Rose-Schiffino et son équipage — tous volontaires pour la mer de Chine.

Enfin, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, clôt la série des discours. Il représente M. Jacques Chirac, qui vient d'accorder neuf cents visas supplémentaires pour accueillir les Vietnamiens. « Vous êtes désormais en France chez vous », dit le ministre. Et merci de nous avoir fait l'honneur de nous choisir.

Dès jeudi matin, 202 « boat people » devraient être installés à Crète, au centre de transit géré par France terre d'asile. Les 27 autres ont choisi l'Allemagne de l'Ouest.

DANIELLE ROUARD.

Au tribunal de Rodez

Rififi chez les robes noires

Rien ne va plus entre les avocats de Rodez et le président du tribunal de grande instance, M. Alain Foulquié. Chacun y est allé en début de semaine de son communiqué. Les premiers, sous la houlette de leur bâtonnier, M. Michel Larocq, ont annoncé qu'ils refuseraient de plaider devant le magistrat jusqu'au 15 septembre. Le second a répondu aussitôt que dans l'intérêt de « la continuité du service public » les personnes appelées à comparaître « feraient l'objet de la même attention qu'elles soient ou non assistées d'un avocat ».

Il faut sans doute que l'heure soit grave pour que les seize avocats du barreau de Rodez se soient ainsi à l'unanimité, décidés à boycotter publiquement le plus haut magistrat du tribunal. En tout cas, le mercredi 22 juillet, ce sont des avocats commis d'office qui ont assisté les prévenus cités en correctionnelle tandis qu'aucun ne s'est présenté aux audiences civiles.

Les origines de cette grève qui ne veut pas dire son nom ? Elles sont pour le moins confuses. « C'est son attitude générale de mépris que nous reprochons à M. Foulquié, assure M. Larocq. Il prend les avocats pour des empêchements de juger en rond. Il pense qu'on peut aussi bien et même mieux faire sans nous. »

Des exemples précis, concrets ? On parle de frictions à

propos de places de parking, de ton comminatoire pour adjoindre d'un avocat d'office qu'il se lève pour entendre l'énoncé d'un jugement, mais surtout d'un paragraphe virulent que les avocats ont découvert avec stupéfaction dans la notation annuelle d'un magistrat, rédigée, bien entendu, par le président du tribunal. Au magistrat visé il était en effet reproché d'accorder trop fréquemment des renvois « dans l'intérêt immédiat des avocats ».

L'occasion était trop belle. De l'avis de la presse, la grève entre les avocats et le président du tribunal de Rodez a été déclarée. Le bâtonnier devait être reçu, jeudi, par le premier président de la cour d'appel de Montpellier, avant une audience à la direction des services judiciaires de la Chancellerie, fort étonnée de ce conflit et qui prône « l'apaisement et le dialogue entre deux professions qui doivent travailler ensemble ».

Il va falloir, c'est sûr, user de diplomatie. Car, si le président du tribunal se refuse à aggraver la polémique en se retranchant derrière son devoir de réserve, le bâtonnier de Rodez, lui, parle de « divorce » à la façon de ces vieux maîtres qui un beau jour décident de ne plus supporter qu'on leur serve « la soupe trop salée... »

Ag. L.

Mis en cause par le président d'une association de chômeurs

Le maire d'Angoulême perd un procès en diffamation

ANGOULÊME
de notre correspondant

M. Marcel Dominici, quarante-sept ans, ingénieur, préside et anime depuis plusieurs années une association de chômeurs dont l'activité principale consiste à dénoncer ce qu'il appelle la « dilapidation des fonds publics ». Il édite régulièrement un bulletin qui est distribué dans les boîtes aux lettres d'Angoulême.

La bête noire de M. Dominici, c'est M. Jean-Michel Boucheron, député et maire PS d'Angoulême, et, de la polémique sur la mauvaise gestion socialiste, M. Dominici est passé progressivement à des accusations plus précises, visant notamment le financement de certaines associations paramunicipales ou les liens entre la ville et l'OFRES, une société d'édition proche du PS, dont on a prouvé le nom dans l'affaire du Carrefour du développement. C'était l'OFRES qui édite le Bulletin municipal d'Angoulême.

Longtemps M. Boucheron a fait mine d'ignorer M. Dominici, avant de se décider à porter plainte en diffamation. Le tribunal de grande instance d'Angoulême, après une audience de six heures, le 7 juillet, a rendu son jugement, le mercredi

22 juillet : M. Dominici est relaxé, et le maire d'Angoulême, débouté.

Le tribunal a estimé que certaines des allégations de M. Dominici ne comportant pas l'imputation de faits précis ne pouvaient porter atteinte à l'honneur de M. Boucheron.

Pour le reste, M. Dominici avait transmis au tribunal un certain nombre de factures payées par la ville à l'OFRES : certaines étaient réglées par anticipation, d'autres correspondaient à des bulletins municipaux où à des suppléments qui n'ont pas été réalisés. Le tribunal a donc estimé que, sans s'attacher à la définition précise des termes, M. Dominici avait pu, à bon droit, employer les termes de « fausses factures », de « détournement de fonds publics » et « d'escroquerie ».

Le maire d'Angoulême a aussitôt manifesté l'intention d'interjeter appel, et, dans un communiqué, il affirme : « Derrière M. Dominici et son association fantôme de défense des chômeurs se cache une opération bien orchestrée de la part de la droite. »

De son côté, M. Dominici, qui a déjà déposé deux plaintes contre le maire d'Angoulême, a affirmé son intention d'en déposer une troisième relative aux conditions dans lesquelles a été attribuée, en 1980, l'implantation d'Abrabus publicitaires à une société proche du PS, dont les responsables étaient, à l'époque, les frères Haddad, par ailleurs gérants de l'OFRES.

JEAN-PIERRE DUFRENNÉ.

Le dollar vaudra-t-il encore quelque chose dans deux mois ?



Dans un grand roman, les révélations d'un banquier international. Un extraordinaire thriller.

مكتبة الأمل

Les hooligans de Bucarest

Un grand roman de Mircea Eliade, inédit en France.

À U début des années 30, celui qui deviendra l'auteur de *Histoire des croyances et des idées religieuses* (1) revient à Bucarest après un long séjour en Inde. Il retrouve sa patrie en pleine mutation. Depuis plus d'une décennie, les Roumains vivent enfin réunis à l'intérieur des frontières historiques reconquises. Ils affrontent, sur les ruines de la société d'avant la Grande Guerre, les défis d'un vingtième siècle porteur de promesses messianiques, mais aussi de sombres menaces.

Jamais comme lors de cette brève période entre deux cataclysmes, la Roumanie n'a connu une telle liberté, un tel bouillonnement créateur. Les partis politiques traditionnels s'opposent et dialoguent d'une manière tolérante et démocratique, cependant que les extrémistes de tout bord — Garde de fer soutenue par Hitler et groupuscules gauchistes liés au Komintern (2) — proposent au grand jour leurs idées qui plongent l'Europe dans les ténèbres où certains pays patagent encore aujourd'hui.

Rassuré par l'énorme succès de *La Nuit bengali* (3), l'écrit où le sacré et le profane fusionnent dans une féerie exotique, Mircea Eliade — à vingt-six ans, déjà célèbre — publie aussitôt un roman plus élaboré, expression d'une quête éthique angossée. Ancré dans le débat idéologique de l'époque — mais sans apporter de réponse aux interrogations de sa génération — ce livre provoque des remous parmi les intellectuels, tout en gagnant la faveur d'un très large public.

Petru Aniote, descendant d'une famille de nobles ruinés, gagne sa vie en donnant des leçons de piano. Hormis un amour névrotique pour sa mère, qui vit dans le passé, il demeure passionné surtout par la musique. Chez les Lecca, bourgeois convenables, le professeur reçoit un accueil che-

leux. Mélange de Rastignac et de Julien Sorel, le jeune pianiste séduit Annette, son élève éblouie, la fille des Lecca.

Mais ce Danubien ténébreux ne connaît pas les succès politiques et financiers du personnage de Balzac ; il utilise à des fins perverses la lucidité du héros stendhalien. Aniote convainc sa proie, pour laquelle il a abandonné une péripatétisme qui l'entretenait, de dérober pour lui les bijoux de la famille Lecca afin qu'ils puissent s'enfuir tous les deux. Le larcin découvert, Annette, devenue voleuse par amour, sombre dans la folie, et la mère d'Aniote, ne pouvant supporter ce déshonneur, se pend. Devant sa tombe, Petru Aniote continue à ressasser de vieilles et tenaces obsessions : récupérer l'irrecupérable, terres, fortune et maison.

Ce n'est là que le fil conducteur d'une fresque admirablement agencée, d'où émergent des personnages à la fois typiques et exceptionnels : Mitică Gheorghiu, Bucarestois classique, insouciant et fétard, qui finit pourtant par violer une petite comédienne, subjuguée par la manifestation de la force brute dans toute son horreur ; Alexandru Plesă, Lafcadio balkanique et intellectuel élitiste, qui pratique avec grâce et fausse ingénuité l'acte grant ; Felicia Baly, juive convertie, riche héritière, qui se cherche une raison d'exister et ne trouve autour d'elle que l'écho des bavardages creux et mondains ; Eleazar et Tomescu, prophètes de la violence, qui exaltent les vertus rédemptrices d'une prise de conscience collective de la mort ; enfin, David Dragu, le seul intellectuel lucide, qui refuse d'assimiler la démocratie à la décadence et n'envisage pas le meurtre comme un des beaux arts.

David Dragu s'opposera, par son discours, à cette nouvelle barbarie prônée par les hooligans,



Mircea Eliade.

nervis sans maturité, voyous qui finiront par briser les vitres et mettre le feu aux maisons.

Message prophétique ou jeu de l'esprit ?

Peu d'années après la parution de ce livre, Bucarest sombre dans le désordre, et les théories énoncées par certains personnages d'Eliade se métamorphosent en agissements. Quelques critiques roumains ont vu dans ce texte important un message prophétique, annonciateur des calamités à venir. D'autres encore, parmi lesquels G. Calinescu, ont parlé de roman moral exempt de toute tentative moralisatrice, dans la lignée du Gide des *Faux Monnayeurs* ou des *Caves du Vatican*. Il était évident qu'à l'époque Mircea Eliade, pas plus qu'un autre, ne pouvait deviner vers quelle tragédie son pays s'acheminait.

Quarante ans plus tard, s'entretenant avec Claude-Henri Rocquet (entretiens publiés par Belin) au sujet de ce livre aussi beau que dérangeant, Eliade disait : « J'y voulais représenter ma génération. Je considérais que ces jeunes gens étaient hooligans dans le plein sens du terme... qui

préparent une révolution spirituelle, culturelle et, sinon politique, du moins réelle, concrète. Les personnages, c'étaient donc des écrivains, des professeurs, des acteurs qui parlaient beaucoup. En somme, une peinture d'intellectuels et de pseudo-intellectuels, et qui ressemble un peu, je crois, à Contre-point de Huxley. C'était un livre assez difficile. La critique l'a aimé... »

Certainement plus qu'un essai, ce texte foisonnant qu'il est difficile de quitter nous renseigne, au-delà de l'intention de l'auteur, sur la manière dont les tendances extrémistes prennent racine dans un milieu d'intellectuels frustrés et passablement déçus. Mentionnons également l'excellent travail d'Alain Parait, récemment lauréat du prix Latina accordé au meilleur traducteur d'une langue romane en français.

EDGAR REICHMANN.

★ LES HOOLIGANS, de Mircea Eliade ; roman traduit du roumain par Alain Parait. Éditions de l'Herne, 385 p., 125 F.

- (1) Chez Payot.
- (2) Troisième internationale communiste dissoute par Staline.
- (3) Aux éditions Gallimard.

Bayard sans heaume ni armure

Les images d'Épinal du « Chevalier sans peur et sans reproche » passées au crible de la critique historique.

DANS notre Panthéon national, dans notre « album de famille » (pour reprendre l'expression de Gaston Bonheur), Bayard occupe une place de choix aux côtés de Vercingétorix, Du Guesclin, Jeanne d'Arc et quelques autres. L'idéalisation du personnage a commencé au lendemain même de sa mort, en 1524, grâce à deux récits de sa vie, dont le plus célèbre est l'œuvre d'un anonyme qui se dit lui-même le « Loyal Serviteur » et qui a sans doute été le secrétaire de son héros. Cette *Très plaisante histoire* (tel est son titre) se veut davantage distrayante et édifiante qu'elle ne se soucie d'exactitude historique.

On y trouve tous les épisodes de la vie du « chevalier sans peur et sans reproche », serviteur de trois rois, Charles VIII, Louis XII et François I^{er}, et tous les biographes ultérieurs ne feront que reprendre ces épisodes devenus fameux : l'enfance en Dauphiné, la défense du pont du Garigliano, le combat singulier contre Sotomayor, l'adoubement de François I^{er} le soir de Marignan, la mort héroïque en présence du connétable de Bourbon dont le mourant flétrit la trahison.

Le chevalier sans piedestal

Images d'Épinal que Jean Jacquart passe au crible d'une sévère critique historique, non par iconoclasme systématique, mais simplement par fidélité au devoir de l'historien, qui est de comprendre et faire comprendre. Comme il l'écrit : « Il suffit à l'histoire d'être approché des hommes du passé, dans le respect de ce qu'ils furent, de ce qu'ils pensèrent, de ce qu'ils réalisèrent. » Et d'ajouter : « Bayard est d'abord un témoin de son époque. »

Et quelle époque ! Né vers 1475, mort en 1524, le chevalier dauphinois est le contemporain de Christophe Colomb, de Léonard de Vinci, de Luther. Il appartient donc à cette génération qui a vu s'accroître prodigieusement l'histoire, avec la découverte du Nouveau Monde, la Renaissance, les débuts de la Réforme. Le paradoxe, c'est qu'il est en même temps le parfait représentant d'un monde en voie de disparition, celui de la chevalerie médiévale

et de son idéal de bravoure, de loyauté, de courtoisie.

Pierre Terrail, seigneur de Bayard, naît dans une famille de bonne noblesse dauphinoise à un moment où la noblesse ne se définit pas encore par un statut juridique rigoureux, mais plutôt par le genre de vie, et spécialement par le métier des armes. Il devient page au service du duc de Savoie, et c'est là qu'il apprend l'équitation, le maniement de la lance et de l'épée, mais aussi qu'il se nourrit de l'idéal chevaleresque qui l'anima toute sa vie.

Le début des guerres d'Italie en 1494, à l'initiative de Charles VIII, donne au jeune homme de dix-huit ou dix-neuf ans l'occasion de témoigner de sa valeur : il participe à l'expédition de Naples, puis à toutes les expéditions ultérieures. Il est de tous les combats sur le sol italien. Foronoue, Ravenna, Marignan, mais se bat aussi en Navarre et défend Mézières contre les troupes de Charles Quint.

A l'avènement de François I^{er}, en 1515, il accepte les fonctions de lieutenant général en Dauphiné, veillant soigneusement à l'exécution des ordres du roi dans sa province d'origine.

Au terme de ce livre probe et alerte, qui utilise avec prudence et sagacité les rares documents de première main existant sur Bayard, la figure de celui-ci descend du piédestal où, depuis quatre siècles et demi, elle semblait figée pour l'éternité.

Le chevalier, débarrassé de son armure et de sa légende, fait place à un personnage plus complexe, au noble de province bien inséré dans son lignage et dans son milieu, fidèle à son souverain, chrétien sans problèmes, parvenant par les armes, certes, et assurant sa notoriété par sa bravoure personnelle et son attachement à un idéal dépassé, mais contribuant aussi, en Dauphiné, comme tant d'autres serviteurs du roi, à la construction de l'État moderne.

Sa mort même illustre le paradoxe de sa vie : le chevalier sans peur et sans reproche ne meurt point navré d'un beau coup d'épée au cours d'un combat singulier, mais d'un boulet de canon qui l'atteint trahissant dans le dos.

FRANÇOIS LEBRUN.

★ BAYARD, de Jean Jacquart, Fayard, 396 p., 110 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Il y a trente ans mourait Malaparte

L'Européen exemplaire

L'EUROPE des marchands va faire un bond en avant, dit-on, en 1992. Et l'Europe des esprits, des sensibilités ? Attendre-t-elle, pour se découvrir solidaires, que chaque pays du continent ait soldé son âme aux Américains contre des fauletons défilés et des chaînes de fast-food ?

Dans le grand suicide des années 40, bien peu d'artistes européens ont su ne pas insulter l'avenir de ce qui leur était commun. Il fallait, pour cela, dépasser les discours politiques du fait accompli, de la légalité immédiate, du drapage. Il fallait se servir de la langue des valeurs supérieures à celles au nom desquelles les années étaient jetées les unes contre les autres. Il fallait braver l'accusation de trahison, risquer l'apparent déshonneur de la prison. Les grandes espérances sont souvent à ce prix.

On devrait donner le nom de Malaparte à un grand établissement culturel d'Europe. Se vie et son œuvre sont d'un Européen exemplaire. Rappelez-vous. Né près de Florence en 1898, Malaparte décide, en 1914, à seize ans, que sa place est dans les rangs de l'armée française. Il traverse à pied la frontière à Vintimille. Il s'engage avant l'âge requis. Il est blessé en Champagne, décoré.

En 1931, Malaparte publie, avec *Technique du coup d'État*, le premier livre contre le fascisme, ce qui lui vaut cinq ans de résidence forcée aux îles Lipari. Il sera de nouveau incarcéré en 1941, à cause de ses articles écrits comme correspondant de guerre des forces de l'Axe sur le front russe.

Après la publication de *Kaputt*, en 1943, et une nouvelle arrestation pour avoir souhaité la révolte des Italiens contre les Allemands, Malaparte se bat dans la Résistance italienne, avant de devenir agent de liaison de la division de partisans « Potente » auprès de l'état-major allié. Il aura été — il s'en flattait — l'écrivain le plus haï par les fascistes et le plus interdit dans les pays sans liberté, les communistes compris, car, contrairement à tant d'autres écrivains d'alors, Malaparte n'a pas payé son engagement antitotalitaire de la moindre illusion sur les « paradis » de l'Est...

Il faut lire ou relire *Kaputt* et *La Peau*. Voilà exactement des lectures de vacances. Malaparte y donne, sur les massacres fratricides de la deuxième guerre mondiale, le point de vue le plus européen qui soit parce que le plus accablé par l'inutilité de l'affrontement, le plus affranchi des idéologies qui l'ont préparé. Autre mérite de Malaparte : en dépit des apparences, il ne se complait pas dans la description des monstruosités de la guerre. Il est l'anti-Céline, dans la mesure où il conserve une sainte horreur de la mouise qu'il a observée et subie. La nécessité, où plonge la guerre, de sauver sa peau ou de la vendre, il n'y voit pas une fatalité joyeuse, ni le fin mot de l'homme, moins encore, comme tant de peintres du désastre, un sujet juteux. Toujours, il finit par préférer les lueurs d'aube à celles du crépuscule ; et sa prose en est illuminée.

Kaputt illustre ce pari en profondeur. C'est un livre cruel et gai ; de la gaieté qu'inspire l'exotisme. Le narrateur, pétri de latinité, est exilé dans la toundra lunaire de la Finlande. Le froid, la glace tiennent lieu à ce pays de Parthénon. Il faut aimer le gai ou en péir. Seul un Méditerranéen pouvait voir et faire voir comme le fait Malaparte les chevaux du lac Reikioke, emprisonnés l'hiver précédent, et dont les têtes émergent de la glace comme des figures de manège forain...

Seul un combattant « au-delà des causes » pouvait raconter la Moldavie des pogroms de 1941, les futilités sonores des ambassades comme le désarroi sans fond des lampistes. Et on ne se lasse pas de relire la descente finale vers Naples où, sortant une fois encore de prison, le narrateur, après quatre années dans l'Europe des combats, des plaies et des pestilences, redécouvre la mer, la chaleur vibrante, les mouches...

C'est de nouveau à Naples que se situe *La Peau*, publié en 1949. Malaparte évoque les mois de 1943-1944 au cours desquels il a assuré la liaison entre les maquis antifascistes et le commandement américain.

(Lire la suite page 12, ainsi que les articles de Maria-Antonietta Macchiocchi, de Jean-Noël Schifano, et une lettre inédite de Malaparte.)

Sébastien Japrisot

Écrit par Jean-Baptiste Rossi



Le plus jeune écrivain de l'année.

Denoël Robert Laffont

سكز من الاصل

re el mal

● DERNIÈRES LIVRAISONS

100

● ENQUÊTE

Leurre et malheurs de l'édition photographique

Ventes décevantes, coût élevé, relégué au rang de beau livre ou de livre soldé, l'album de photographies doit à la folie d'aventuriers isolés d'être encore en vie.

Le temps est loin où Georges Herscher, directeur au Chêne de 1970 à 1980, publiait à la suite Arbus, Avedon, Kertész, Cartier-Bresson et Bill Brandt. Les albums de voyage en couleur, Roland-Garros et le Paris-Dakar, sortis si tôt la fin de l'événement, supplantent l'œuvre des créateurs dont le livre représente à la fois l'aboutissement et l'unique trace.

Lois aussi le temps des collections «Format Photo» (Herscher), «L'encre et la lumière» (Créatis), «Ecrits sur l'image» (Étoile, Cahiers du cinéma), incapables de concurrencer les «Photo Poche» subventionnés du Centre national de la photographie, qui envisageaient l'analyse textuelle et le discours critique comme l'indispensable complément des images.

L'effervescence éditoriale des années 70 semble définitivement retombée. C'est sur une mer calme que flottent désormais sans faire de vagues les quelques bouées lancées par des éditeurs téméraires, des aventuriers.

Seuls rescapés, les Cahiers de la photographie (dix-neuf numéros depuis 1981), animés par Gilles Mora, soutenus par les éditions Contrejour. Dirigée par Claude Nori, cette maison, fondée en 1975, reste la seule en France à croire au livre comme support de l'image fixe. Sa vocation première fut de publier la monographie des grands humanistes classiques, Doineau, Boubat, Diezsaide et Ronis. Puis, tout en développant cette voie (Salgado, Gibson, Tabard), des ensembles thématiques («Le nu», «La nouvelle photographie hollandaise») ont pris place au sein du catalogue, à côté de titres comme *Images imaginées*, *L'acte du photographe* ou *La photographie créative* de J.-C. Lemagny.

Après douze ans d'activité et quelque soixante-dix titres, la situation de Contrejour demeure aussi précaire qu'au début. Cela ne l'empêche pas de créer une nouvelle collection nommée «Cahiers d'images» (59 F), traitant du romanesque dans la photographie. Cette politique éditoriale sympathique, inégale mais parfois courageuse, avec des paris aussi risqués que *Telex persan* de Gilles Peress, fait d'autant plus regretter le fléchissement subi depuis quelques années. A savoir des ouvrages copulés et prévenus, objets de commande et de promotion déguisée, qui brouillent les pistes et sapent la confiance qu'on peut mettre en l'édition.

Dernier exemple de ce qu'il faut appeler un non-livre, *L'usine* (1), prototype de sinistre production, qui, sous un emballage avantageux, avec la caution littéraire d'un académicien Goncourt, François Nourissier, abuse le lecteur en mêlant la photo au marché des assouplisseurs, des liquides vaisselle et des savons.

En revanche, les *Grands Maîtres du tirage* (2), album didactique et intelligemment conçu par Dominique Gaessler, a le mérite d'aborder un domaine méconnu qui passionne le public. De Michel Fresson à Georges Fèvre, Philippe Salaun, Charles Goo-

toyante sensibilité d'un monde baroque issu de Sudek et de Visconti, qui hisse la nature morte au niveau de l'opéra.

Sans texte, le pur enchantement tactile et visuel de cet album où les couleurs sont rendues dans leur frémissent origi-

neau, splendidement conçu par Robert Delpire, aidé par une promotion intensive, trouvait douze fois plus d'acquéreurs. Cela justifie-t-il la diffusion de *Village du temps retrouvé* (8), honnête et poussive compilation de la production d'une vieille fille un peu braque et sans génie du Jura ?

Bouclons ce tour d'horizon par les revues, qui sont un peu le thermomètre de l'édition. Le luxueux *Camera International* (9), trimestriel et bilingue, broché, impeccablement imprimé en héliogravure, que dirige Gabriel Baurat, semble enfin trouver son identité et sa vitesse de croisière, avec des numéros thématiques. Après l'agence Contact, et un numéro spécial sur la couleur, elle propose un attrayant patchwork sur l'Italie. Débutant par un portfolio de Cartier-Bresson, comprenant une superbe double page de Barbieri et une sélection d'ouvrages consacrés à ce pays, ce numéro de vacances sera suivi à la rentrée d'un ensemble très attendu, présenté par huit critiques, sur la création française contemporaine.

Ponctuant ce tableau parfois un peu sombre, la bonne surprise vient de la *Recherche photographique* (10), revue semestrielle bilingue d'histoire et d'esthétique, à vocation universitaire, dirigée par André Rouillé et coéditée par Paris-Audiovisuel.

Rectifiant les erreurs du premier numéro, elle propose un sommaire exigeant et varié, centré sur les avant-gardes des années 30, décorées avec soin par des nouveaux venus (Dominique Baqué, Bernard Côté), les réflexions théoriques se mêlant à un portfolio un peu convenu de Sougez. Outil à la fois d'information et de réflexion, la *Recherche photographique* s'avère la digne héritière de feu *Photographies*.

PATRICK ROEGERS.

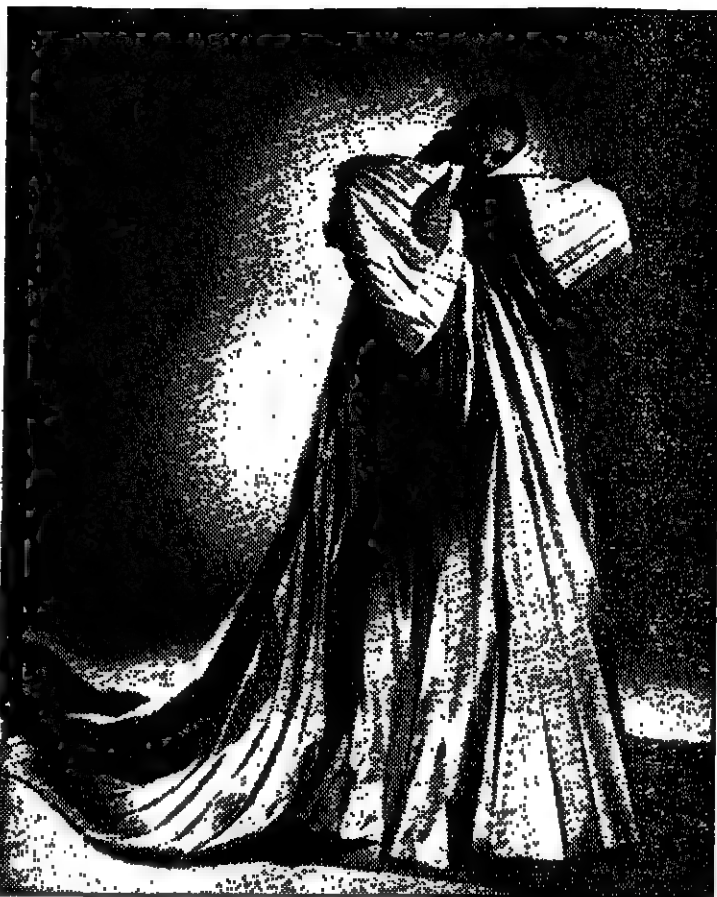


Photo extraite de «Tabard» aux éditions Contrejour. (À paraître en octobre.)

sens ou Claudine Sudre, tout est clairement décrit sur l'art artisanal du masquage, de la couleur et des procédés anciens. Ce guide technique illustré est un utile outil de référence, qui complètent les témoignages de photographes, de John Batho à Henri Cartier-Bresson.

Des éditeurs étrangers

Selon Hervé de La Martinière, aujourd'hui chez Nathan, sur les quarante-neuf livres noirs et blancs parus au Chêne de 1980 à 1986, un seul fut rentable : *Des clefs et des serrures*, de Michel Tournier. Faute d'un marché suffisant, — ou d'idées — en France, le relais est pris par les éditeurs étrangers, Thames and Hudson en Angleterre, l'Allemand Schirmer Mosel, qui n'hésite pas à produire ses publications en français (*Driftol*, *Mapplethorpe*).

Toutefois, des initiatives aussi folles qu'admirables sont prises. C'est le cas de *Sahara* (3), de Bernard Descamps, dont le dialogue parallèle avec Tahar Ben Jelloun est produit par AMC Mulhouse. Mirage d'images, ciselant ourlets et rides, traité en de chavirants dégradés de gris grainés, cette ode sensuelle au vide et à l'éternel féminin est un prototype d'ouvrage à haut risque. Éléphant et racé, ses qualités intrinsèques valent mieux que le ridicule excès d'un communiqué qui ne craint pas de dire que «les deux créateurs atteignent au chef-d'œuvre dans un album hors du commun».

Intelligence et séduction caractérisent aussi la monographie de Gabriele Basilico sur les paysages de *Italia & France* (4), publié en version bilingue à Milan par Jaca Book. Somme de réflexions sur le territoire, ce livre salue la maturité d'un auteur pour qui chaque image puise sa valeur dans un projet d'ensemble, explicité par un texte éclairant de Basilico lui-même et assorti d'un appareil critique et de multiples notes.

Le raffinement nimbe aussi le somptueux album cartonné que s'est offert le Catalan Toni Catany (5). A raison d'une par page, les planches se suivent, restituant chronologiquement l'évolution d'un travail sur quatre ans et affirmant la maîtrise et la cha-

nel parie sur l'intelligence émotive du lecteur, comme le fait aussi chez Hazan, dans une nouvelle collection, François Dagognet dans l'essai scientifique qu'il consacre à *Etienne Jules Marey* (6). Rendre image l'invisible était le propos de cet homme de l'ombre, «physiologiste en chambre» et «bibeloteur», porté par la passion de la trace, qui puisait dans le batttement du sang le ressort de son génie.

La capture du juste entrevu se retrouve sous l'œil un peu triste et distant de Depardon, qui poursuit avec *Hivers* (7), coédité par Arfuyen Magnum à trois mille exemplaires, la démarche menée avec *Notes* (1979, épuisé). Prises en marge des reportages dans des villes d'Europe ou à Shanghai, il s'agit d'annotations cursives, de courtes pensées qui bordent des photos d'atmosphère.

Attitude frileuse

Tant d'initiatives valeureuses devraient modifier l'attitude frileuse adoptée désormais par Bel-fond (à quand la relance de la série «Les grands photographes» ?). Denoël, Albin Michel, Filipacchi, Herscher ou Le Chêne à présent géré par l'Ecosse David Campbell. Certes, l'extraordinaire *Visage de l'Ouest*, de Richard Avedon (*Le Monde* du 4 juillet 1986), n'a pas dépassé les mille exemplaires, alors qu'un certain Robert Dois-

- (1) *L'usine*, photos de Th. Girard, J. Vink, R. Kalvar, G. Fastenackel, préface de François Nourissier, conception D. Saylan, éd. Contrejour, 72 p., 56 photographies, 250 F.
- (2) *Les Grands Maîtres du tirage*, de Dominique Gaessler, 11 tirages, 28 photographes, 12 entretiens, 128 p., 55 reproductions dont 55 en couleur, éd. Contrejour, 120 F.
- (3) *Sahara*, photographies de Bernard Descamps, texte de Tahar Ben Jelloun, 120 p., 40 photographies, éd. AMC Mulhouse, 380 F.
- (4) *Italia & France*, vus 1978-1985, de Gabriele Basilico, présentation de Carlo Bertelli, notes biographiques de l'auteur, suivies d'un entretien avec Giovanni Chiaromonte, 110 images, éd. Jaca Book (Milan).
- (5) *Natures mortes*, de Toni Catany, 63 photographies couleur, éd. Luneweg (Barcelone).
- (6) *Etienne Jules Marey*, par François Dagognet, collection «37/37», éd. Hazan, 144 p., 80 illustrations, 150 F. Dans la même collection *La vie et l'art d'Albrecht Dürer*, par Erwin Panofsky.
- (7) *Hivers*, par Raymond Depardon, 40 p., 30 photographies, éd. Arfuyen Magnum, 78 F.
- (8) *Village du temps retrouvé*, d'Agathe Contemoulin (1867-1931), préface de Bernard Clavel, 160 p., 194 documents, éd. du Chêne, 295 F.
- (9) *Camera International*, «Voyage en Italie», 102 p., n° 11, 80 F.
- (10) *La Recherche photographique*, produit par Paris-Audiovisuel, n° 2, mai 87, 50 F.

Plains feux sur Contrejour

EMPLOYANT quatre personnes à plein temps, deux à mi-temps, les éditions Contrejour ont réalisé un chiffre d'affaires en 1986 de 4 400 000 F. A raison de huit titres par an, soixante-seize livres ont été édités depuis la création de la maison, avec un tirage moyen de 3 000 exemplaires et un prix d'environ 250 F. Les droits d'auteur (image ou texte) sont en général de 7 %, les coûts de production varient entre 150 000 F et 200 000 F, les frais de distribution et de gestion sont de 70 %.

Conditions étrangères comprises, les meilleures ventes sont : *Histoire de la photo française*, par Claude Nori (18 000), *Trois Secondes d'éternité*, de Robert Doisneau (16 000),

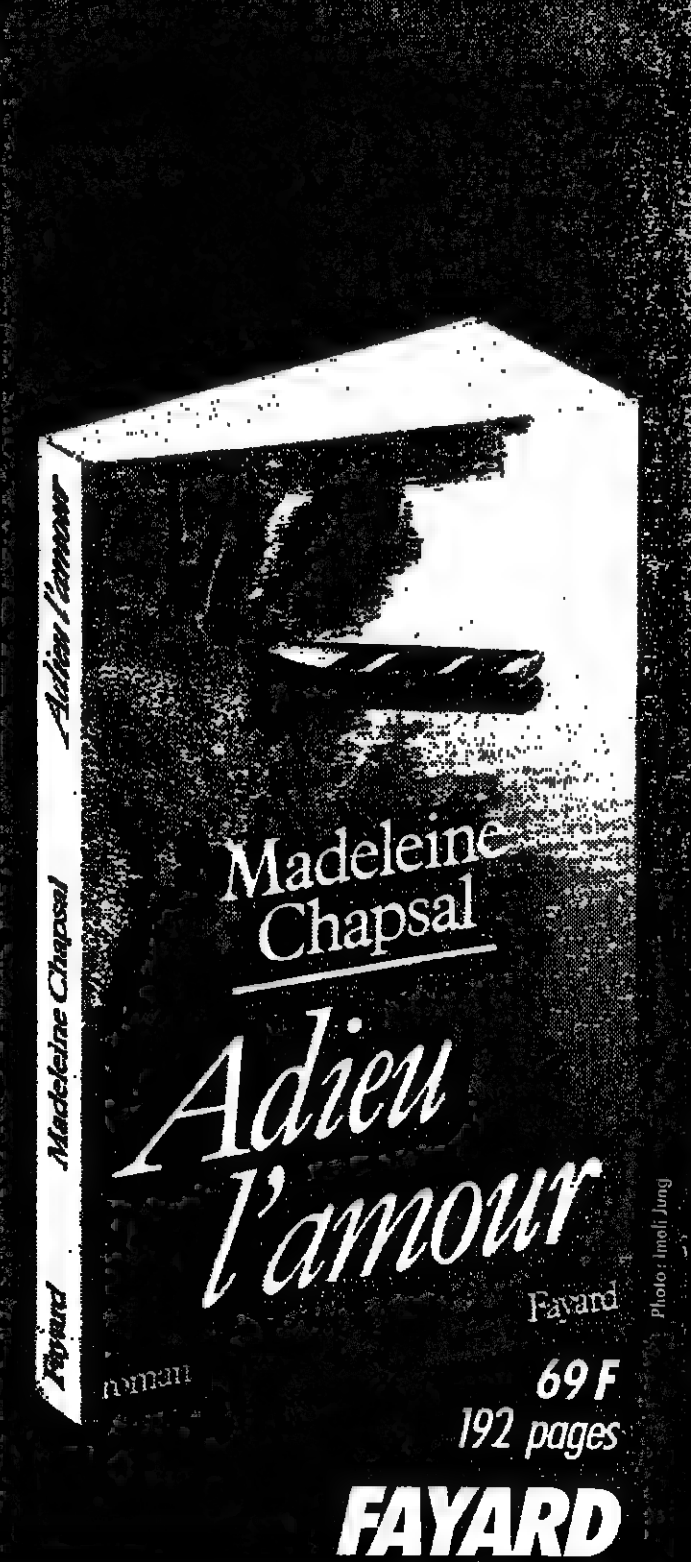
Autres Amériques, de Salgado (13 000), tandis que le superbe *Paris des photographes*, de J.-C. Gauthier, a atteint 4 500 lecteurs.

80 % des ouvrages sont soit sponsorisés, soit cofinancés, soit subventionnés (Paris-Audiovisuel, CNAP, FRAC, CNL, etc.). Créée en novembre 1984, la revue *Camera International* a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de 1 800 000 francs. Distribués en Europe, aux États-Unis et au Japon (pour un prix de vente de 80 francs), les onze numéros parus ont eu une vente moyenne de 15 000 exemplaires.

P. R.

★ Ed. Contrejour, 32, rue Saint-Marc, 75002 Paris.

après La maison de Jade le nouveau roman de Madeleine CHAPSAL



Hommage spécial du
Prix Gutenberg

TERRE
L'ÉPIQUE DE L'AN 3000
L. RON HUBBARD

De la science-fiction à l'épique, tout est dans un grand livre de l'âge d'or. Un chef-d'œuvre. A.E. van Vogt.

Des heures de grande
Aventure.
Chez votre libraire.
Présenté par le C.S.

صحنه من الاصل

صكذ من الاصل

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

L'ombre inquiétante de ce génie

Aventurier, faux-jeton, Casanova, fasciste... On a tout dit sur Malaparte, le maudit. Que faut-il faire de ces injures ?

FALLAIT-IL brûler Malaparte ? C'est bien en tout cas ce qui s'est passé puis-que depuis trente ans son œuvre est au ban. Ce faisant, les plus fins lettrés italiens ont gagné de l'espace et se sont libérés de l'ombre inquiétante de ce génie, le plus européen qui soit.

Ils l'ont couvert d'injures : aventurier, faux-jeton, Casanova, Narcisse immoral, écrivain médiocre et surtout... fasciste. L'institution politique l'a vite rayé — il s'était inscrit au Parti communiste italien sur son lit de mort en 1957 — après avoir exploité son adhésion.

L'institution religieuse, à son tour, a préféré tourner la page sur sa retentissante conversion du protestantisme au catholicisme. Le résultat est que l'œuvre de Malaparte est « sous séquestre » : il est plus facile de trouver ses livres à Paris et à New-York qu'en édition de poche qu'à Rome ou Milan. Quant au testament par lequel il légua sa villa de Capri aux écrivains chinois, il a été attaqué avec diverses complications ; un jugement a restitué « la casa maita » (« la maison folle »), comme il l'appelait à sa famille.

Cette villa, mouette rouge au-dessus des flots azurés, me semble être le symbole de rejet de Malaparte. Des fils de fer barbelés bloquent l'accès côté terre. J'y suis arrivée par mer pendant l'été il y a deux ans, en plongeant d'un

bateau et en nageant jusqu'au petit escalier creusé dans la roche. J'ai grimpé la centaine de marches et me suis retrouvée dans le grand salon de la villa, devant une table d'hôtes payants allemands et napolitains qui dévotaient des spaghettis.

Autorisée à visiter la villa, j'ai vu des lits crasseux pour d'étranges locataires. Tout avait été arraché des murs, même les hauts plafonds en noyer massif de la bibliothèque. Les célèbres tableaux (De Chirico, Morandi, Carrà) avaient disparu. Les livres formaient un tas d'os émergents la couverture jaune et rouge de sa revue *Prospettiva*.

J'avais fait la connaissance de Malaparte en janvier 1956. A cette époque, je dirigeais depuis peu l'hebdomadaire communiste *Vie Nuova*. J'étais jeune, un mélange de puritanisme et de dogmatisme, de rébellion et de naïveté : que Malaparte ait eu envie d'écrire pour mon journal comme envoyé spécial en Chine me subjuguait.

Il était très beau, mince, élancé, les longs cils recourbés sur le pourtour des yeux noirs et inquiétants lui donnaient un je ne sais quoi de féminin. Il s'est décrit lui-même ainsi au début de *Donna come me* (« Femme comme moi » 1940) dans sa dédicace à Virginia Agnelli (mère du célèbre Gianni, président de la Fiat), la seule femme qu'il ait aimée de passion.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'Européen exemplaire

(Suite de la page 9.)

L'expérience est unique de retrouver son propre peuple réduit à une misère dont seul le tiers-monde d'aujourd'hui peut donner une idée, et de le voir avec les yeux de ses interlocuteurs américains, en particulier ceux du colonel H. Cumming, rebaptisé Hamilton.

Cet universitaire de Virginie épris de culture gréco-latine n'a rien à voir avec les Américains de Montparnasse tels que Hemingway ou Miller. Il rappelle plutôt les amoureux de l'Europe peints par Henry James. On dirait les *Papiers d'Aspern...* sous les bombes. Hamilton aime la civilisation européenne avec un mélange de complexe d'infériorité et de foi simpliste dans le bon droit des vainqueurs.

Le narrateur ne sait plus par où passent ses solidarités. Il ne peut que constater l'humiliation où la guerre et les marchandages de toute occupation abaissent son peuple. Il met à dévisager les neurones défilés des marchés du Pendino une attention qui est le contraire de la jubilation. Il y avait du Bosch dans les fresques de Kaputt ; il y a, dans le *Peau*, un Goya de la misère napolitaine, enfin débarrassée du stéréotype des draps aux fenêtres, des chants joyeux, des espérances, des arlequinsades.

L'EUROPE de 1945 est brisée, en miettes. Mais mieux vaut ces décombres, aux yeux de Malaparte, que les débris de mort du fascisme. Il existe un bon usage de la conscience de fragilité.

Au reste, notre continent n'a pas attendu les guerres mondiales pour connaître l'anéantissement matériel et moral. Il y a des siècles que cela dure. Il faut relire, à ce propos, la célèbre conversation des *Roses de chair*, qui donne son titre à *Le Peau*. Autrefois, dit Malaparte, l'Européen était prêt à tout pour gagner le salut de son âme ; désormais, il sauve sa peau, à tous les prix. La peau a remplacé les valeurs spirituelles. Et son barème n'est pas fixe. Il dépend de l'offre et de la demande. Le cours des vierges dans Naples libérée par la noble Amérique : voilà à quoi se mesure le sens moral occidental ! Ou alors, de quoi parle-t-on ?

MALAPARTE n'est pas cynique. Il veut sa foi épurée de toute chanson. C'est un homme exténué qui écrit les dernières pages de *Le Peau* ; exténué d'avoir trop vu de cadavres. Il n'a pas tué, personnellement (en quoi il peut estimer qu'il est resté chrétien) ; mais il a vu faire. D'Ukraine et de Scandinavie en Toscane, il a vu des hordes d'hommes pâles fouiller les maisons, les forêts, « pour faire sortir le Christ de sa tanière », pour le « tuer comme un chien enragé ». Et il pourrait bien prendre goût à cette fièvre homicide. L'approche de la victoire allie lui chauffe le sang. Une guerre civile va prolonger l'autre. Faudra-t-il se venger ?

S'ils « respectent les temples et les dieux des vaincus, les vainqueurs seront-ils sauvés », comme l'espère Eschyle ? Malaparte n'en est pas certain. En cela, oui, il est l'Européen exemplaire. Ne serait-ce que pour cette exclamation qui clôt *Le Peau* : « C'est une honte de gagner la guerre ! »

★ KAPUTT, de Malaparte, Gallimard, « Folio », n° 237.
★ LA PEAU, de Malaparte, Gallimard, « Folio », n° 302.

Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech reprendra le 28 août.



Malaparte n'avait pas bonne réputation parmi les intellectuels de gauche, en Italie, quand Maria-Antonietta Macciocchi, jeune communiste, a voulu publier des articles de lui dans l'hebdomadaire qu'elle dirigeait, *Vie nuova*. Les protestations contre la collaboration du « fasciste Malaparte » n'ont pas tardé.

En marge des quelques hommages qui, en Italie, marquent le trentième anniversaire de sa mort (le 19 juillet 1957), Maria-Antonietta Macciocchi trace ici un portrait de cet homme étonnant, « l'Européen exemplaire », que décrit aussi Bertrand Poirot-Delpech.

Jean-Noël Schifano évoque les passions napolitaines de « ce génial pasticheur ». Enfin, nous publions des extraits d'une lettre inédite de Malaparte écrite pendant sa maladie, en Chine.

Je l'intriguais : « Comment une femme peut-elle diriger un journal en Italie ? » Je risais : « Par pure erreur ! » Il partit pour la Chine. Il était comme toujours à contre-courant : à ce moment-là explosait le drame hongrois et l'intelligentsia se convertissait au « progressisme ». Lui m'écrivait : « Je reste à ma place. »

Il est tombé amoureux des Chinois, de tous les Chinois, de l'homme de Pékin avec son demi-million d'années à Mao Zedong qu'il interviewa. Je n'ai pas pu publier tout de suite ses extraordinaires reportages car les intellectuels communistes italiens (y compris Calvino hélas !) s'étaient, dans une lettre à Togliatti, insurgés contre la collaboration du « fasciste Malaparte ».

Une socratique patience

Puis il revint à Rome avec un poumon pourri par le cancer. Il m'avait écrit beaucoup de lettres, un vrai journal de bord. Nous avons aussi beaucoup parlé quand j'étais au chevet de cet homme que j'ai vu s'étendre après une lutte « titanique » contre la maladie.

Il m'enseigna, avec une socratique patience, ses trois passions « stratégiques » : envers la Chine, envers l'Europe, envers la France. « Sans la France, Antonietta, l'Europe serait une immense bulgarie », me chuchotait-il en citant Voltaire. C'est en effet en France qu'il s'était réfugié, qu'il avait écrit (dirigeant même une collection chez son éditeur et ami Grasset), qu'il avait connu de vertigineux succès et un tourbillon de passions amoureuses. L'ironie auto-définition à laquelle il se complaisait, un Malaparte « archi-italien », se heurte aujourd'hui à une autre plus légitime : celle d'un « archi-européen ».

Chez lui cohabitait, me semblait-il, tous les traits des Européens de notre époque — celle des guerres civiles, des fascismes et des camps d'extermination, de la férocité et de l'art de vivre, du génie et de la mesquinerie, du courage et de la peur.

Malaparte a vécu les deux guerres en reportages publiés dans le *Corriere della Sera*, ses descriptions de cadavres de chevaux pourrissant dans les plaines de l'Ukraine, premier signe de la défaite nazie ? Lui, Malaparte, n'aurait certes pas parlé d'une « Europe de l'Atlantique à l'Oural ». Pour lui, la Volga naît en Europe (titre d'un de ses livres).

Dans *Storia di domani* (« Histoire de demain ») il imagine l'Europe envahie par l'Union soviétique sauf la Grande-Bretagne. Les Etats-Unis déclarent la guerre bien sûr ; mais c'est une guerre pour rien, personne ne bouge. Comment ne pas songer à Berlin, au mur ? « Berlin est le cœur de l'Allemagne, j'espère qu'elle en deviendra la tête », disait-il (il était de père allemand

— son nom d'état civil était Sukkert, — de mère milanaise, et « Français d'adoption », ajoutait-il). Paris l'avait envoyé pour quelques jours. Quand j'étais à son chevet dans la clinique romaine, il me priait de temps en temps d'aller voir dans le couloir : « Voyez s'il n'y a pas de journalistes français pour moi, et demandez bien quels journaux... »

Que Malaparte ait été fasciste, on le sait. Mais on néglige généralement l'essentiel : c'était le fascisme des rescapés de la Grande Guerre (1) et des tout débuts mussoliniens. C'était l'époque « creusée » du socialisme-fascisme quand il inventa la cotournelle : « Le soleil se lève, le coq chante, Mussolini monte sur son cheval ».

Franchello et bien d'autres ont été fascistes plus que lui. Techniquement du coup d'Etat, écrit à Paris en 1930 après qu'il eut été révoqué comme directeur de la *Stampa*, est en quelque sorte un manifeste anti-fasciste, contre Hitler et Mussolini. Sous sa plume, Hitler est déjà chaplinesque, « cet Autrichien bouffon... avec sa moustache posée comme un nuage papillon... son héros est Jules César en costume tyrolien ».

Mussolini dut présenter ses excuses à l'armée allemande. Et laissons au Duce, qui s'y connaissait en la matière, le soin de juger

notre écrivain : « Malaparte, explique-t-il à Hitler, est un homme de lettres, ce n'est pas un fasciste. » Oui...

On le mit en tout cas en prison : cinq ans d'exil dans l'île de Lipari (novembre 1933), réduite à trois. Dès qu'il eut retrouvé son passeport, il se réfugia en France. Il put recommencer à écrire pour le *Corriere*. Il choisit Candide comme pseudonyme. Plus tard, sous son vrai nom, ses correspondances de guerre, dures et brillantes, devinrent la base de *Kaputt*.

Ne plus pouvoir écrire

Après guerre, il fut traité d'« aventurier anti-communiste » par Togliatti ; il fut arrêté par les résistants et la police militaire américaine. Sa panique de se retrouver en prison a duré quinze ans. Plus encore était la hantise de ne plus pouvoir écrire. Tout cela me semble expliquer par la suite toute une série de ses lâchetés.

Même Paris, la ville aimée, l'humilie. En particulier ces « jeunes satiristes intellectuellement impulsifs... race marxiste née de la décadence du capitalisme ». Au fond, cette guerre, seule les Américains l'ont gagnée. Les Européens — comme Naples leur métaphore — n'avaient fait que sauver leur peau. « Délateur

des juges, voilà l'Europe aujourd'hui. Nous sommes tous, tous coupables. »

Sa pièce *Des Kapital* est sifflée ; il voudrait provoquer la critique du *Figaro*, mais ce serait son dix-septième duel, il y renonce par superstition ! Puis le balancier du succès revient, en Italie cette fois, à la sortie de la *Peau*.

Un an avant sa mort à Capri il m'avait dit : « Je suis fatigué, découragé, j'ai toujours dû lutter contre l'imbécillité des gouvernements, d'abord le fasciste et maintenant celui-ci. » Il prenait le large vers la Chine immémoriale et j'étais sa complice. Je l'ai vu pour la dernière fois le 7 juillet, douze jours avant sa mort. Il m'avait fait appeler par son frère Ezio : « Je vous ai appelée car je me sens mourir. Ne me contrariez pas. Je veux que vous l'appreniez de moi. »

Il agissait ses doigts nerveusement ; le discours, briaé, avait perdu de son élégance railleuse. Il me demanda de défendre le legs de sa villa aux Chinois contre « ces boutiquiers de ma famille qui mettront des petits saupissons partout ». Puis il ajouta : « Je meurs homme ». C'est la dernière phrase que j'ai entendue de sa bouche.

M.-A. MACCIOCCHI.

(1) En italien : *reduci*, c'est-à-dire soldat qui revient de la guerre.

« J'ai peur »

Hospitalisé en Chine, à Hang-Chou, pour une « pleurésie », Malaparte écrit à Maria-Antonietta Macciocchi. Voici la fin d'une de ses lettres, commencée le 6 janvier 1957.

16 JANVIER

Il y a dix jours, j'ai dû interrompre ma lettre parce que je n'en pouvais plus. Et ces dix jours, je voudrais ne les avoir jamais vécus. Ne vous faites pas de souci, ce n'est pas de votre faute si je suis tombé malade : je suis parti alors que j'étais déjà mal depuis quelques jours, vous ne m'avez pas cru, moi je ne voulais pas que l'on crût à une excuse de ma part pour ne pas partir, et je suis parti.

Personne n'a jamais cru que j'étais malade. De temps en temps je me mettais au lit avec de la fièvre, le docteur me donnait de l'aspirine, il disait qu'il s'agissait de fièvres rhumatismales. Je restais même plus d'un mois au lit, je n'avais pas la force de me lever. L'été dernier aussi, quand j'étais chez Angiolillo (1), près de Ciampino, je suis tombé malade, j'avais des poussées de fièvre de cheval, le seul qui a fait quelque chose est Borelli (2). Angiolillo me traitait de paresseux, il me chassait de mon lit. Et maintenant, voici ce que j'ai.

Il y a dix jours j'étais mal, j'ai senti quelque chose de dur sur le pectoral, du côté droit, le lendemain la zone enflée s'était étendue, cela avait l'air d'une tumeur et se propageait avec une incroyable rapidité. A plusieurs reprises, on m'a radiographié, analysé : les médecins disent qu'il s'agit de tuberculose osseuse, qu'elle a déjà envahi et est en train de détruire la quatrième côte ; moi je dis qu'il s'agit de quelque chose de pire, je n'ose pas dire le mot, je n'ai pas de fièvre et s'il s'agissait de tuberculose osseuse j'aurais de la fièvre, et puis ça ne fait pas mal, et ça se propage vers la région mammaire droite. J'ai l'impression que les médecins sont perplexes.

Dans ces cas-là, on finit par scier les côtes touchées. On commence, et on ne sait jamais

comment on finit. Coupe que je te coupe, et on ne guérit pas. Dans la zone touchée, je n'éprouve pas de douleur, mais autour le thorax tout entier me fait mal ; je ne peux pas dormir, j'ai peur, je perds du poids rapidement. Aidez-moi, vous, Antonietta, ne me laissez pas mourir ici, je veux mourir chez moi, pourquoi Lajolo (3) ou Spazio (4) ne viennent-ils pas me chercher, m'arranger ? Faites lire cette lettre à Borelli et aux amis, les rares, que j'ai, avertissez aussi Tofanelli (5), je ne peux pas écrire, je peine énormément, et puis les médecins ne veulent pas.

Je veux mourir chez moi

Déjà le chirurgien est venu deux fois pour me tuer, il se prépare à me scier les côtes malades, mais c'est inutile, de ce mal on ne guérit pas, pourquoi faut-il qu'il me fasse souffrir ? Qu'ils me laissent tranquille, qu'ils m'envoient chez moi. Mais si Ulisse (6) ou Spazio ne viennent pas me chercher, je meurs ici.

Mon frère est mort en trois mois, du même mal, qui a commencé par une pleurésie. Et voilà déjà deux mois que je suis au lit. Dites à Borelli qu'il m'aide, qu'il ne me laisse pas mourir ici, ils sont tous avec moi, mais je veux mourir chez moi. Pardonnez si je ne peux poursuivre, mais je souffre tant pour écrire. Avec mes plus affectueuses salutations à tous, votre,

MALAPARTE.

Traduit de l'italien par Jean-Noël Schifano.

- (1) Directeur du *Tempo*, quotidien de droite.
- (2) Ex-directeur du *Corriere della Sera* (en 1942).
- (3) Directeur du quotidien communiste l'*Unità*.
- (4) Membre de la direction du PCI.
- (5) Directeur de l'hebdomadaire illustré *l'Espresso*.
- (6) Nom de bataille de Lajolo.

★ Les titres, intertitres et paragraphes sont de la rédaction.

Malaparte

In chien com

On sent le

amour et de la

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

malaparte

Malaparte

« Un chien comme moi »

Naples, où l'on sent « la parenté immonde de l'amour et de la nourriture », fascina Malaparte.

C'EST Sartre qui lui donna le « la », si Camus, à moins de deux ans près, lui a volé le titre. Malaparte commença la rédaction de *La Peste* fin 1946, après une roborative relecture de « toutes les tragédies grecques, je dis bien toutes, celles d'Eschyle, de Sophocle, d'Euripide ».

Ce reportage romancé sur la Naples de l'hiver 1943 à mars 1944 (dernière éruption du Vésuve) envahit par les Alliés, devient *La Peau* et fut publié en 1949 à Paris, chez Denoël, et en 1950 à Milan, chez Aris d'Italia, maison d'édition que Malaparte dut créer pour l'occasion, car nul éditeur en Italie ne voulait prendre le risque de publier ce livre monstrueux, désabusé, désengagé, dégonflant les baudouilles de l'héroïsme et des victoires, suivant de mille amoncellements de succès fut énorme, à la mesure du scandale.

La critique française battit des plumes, avec quelques réticences par-ci par-là et notamment du côté de *Combat*, dont le directeur, Maurice Nadeau, s'en prenait d'abord à l'homme en le donnant comme « nazi » et « collaborateur », tout en reconnaissant un « talent qui crève les yeux » et certains chapitres qui « n'auraient aucune peine à devenir fameux ».

En Italie, volée de bois vert de la critique, mise à l'index du Vatican, mise au ban de la ville de Naples, livre et auteur compris. « Peste », « peau », ou encore « lèpre ardente », Malaparte avait mis le doigt dans une plaie dont il se plaisait à écarteler les lèvres, à fouiller les ténus pour en décrire violemment, exquètement, et jusqu'au pathos, et jusqu'à l'emphase, le grouillement des humeurs létales.

Déjà, dans les années 30, mais lui avec l'œil clinicien d'un Flaubert, Sartre s'était montré fasciné par une Naples qui, telle l'étoile de mer, dévagine son estomac le long des sombres venelles visqueuses que laissent les laniers bien acier du ciel, et faisait voir dans *Nourritures* (beau texte qu'on peut lire en appendice dans « La Peste ») toute la puissance existentielle d'une ville qui ferme au grand jour sur la pourriture et la puanteur.

Et c'est sur cette vision surréaliste que prend élan Malaparte, qui décrit, en français au début de

la Peau : vis Toledo « sombre comme une aisselle, pleine d'une ombre vaguement obscène », où l'on sent « la parenté immonde de l'amour et de la nourriture » et cette odeur de chair cuite qui pèse sur Naples au couchant, quand « la chair des femmes à l'air bouillie sous la crasse ».

Sartre avait trouvé un miroir de son malaise existentiel en traversant la ville que Malaparte allait montrer comme la psyché de l'abjection et chanter comme le *De Profundis* de la civilisation européenne.

Dans son style caméléon, tantôt baroque, tantôt expressionniste, tantôt surréaliste, tantôt hyper-réaliste, et avec ses accumulations de références littéraires, Dante et son *Enfer* brûlent en filigrane à travers tout le livre, et puis Shakespeare fait des apparitions, outre Homère, Boccace, le Tasse, Rilke, Cocteau, Proust, Barrès, Mathurin Régnier, Gide, Eluard, Breton, Stendhal, Baudelaire, Hölderlin, entre autres... Malaparte se montre le plus génial pasticheur de notre temps.

Le roi du bobard

Quant à ce qu'il raconte sur ce qu'il a vu dans la Naples de cette époque où il était officier de liaison, mais davantage sur ce qu'on lui a raconté, une Naples où, certes, la misère du peuple était épouvantable, et ses douleurs et ses humiliations, atroces, Malaparte a souvent triché, en inventant beaucoup et en poussant au noir le plus noir : lui-même reconnaissant qu'il était moins fidèle à la réalité historique qu'à la force de son art.

Naples, au cours de son histoire tumultueuse, s'est, à maintes reprises, souverainement mise à genoux devant ses envahisseurs ou ses libérateurs ; jamais, sinon par feinte ou plaisir, à quatre pattes, jouant de sa fierté espagnole et de sa rose grecque. *La Peau*, c'est Naples prise dans la gélantine de la mort, loin de ces grandes vagues jubilaires résurrections qui meuvent la ville des bonheurs cosmiques après chacune de ses catastrophes.

Exemplaire, l'épisode du chien Phœbus II raconté par ce neveu tragique et tourmenté d'Alexandre Dumas, qui raconte, d'entre l'épisode de la vierge dont

le pucelage est vérifié par le doigt noir du vainqueur, ou celui des « perruques » blondes sur le sexe corvin des Napolitaines, ou encore celui de la sirène-fillette cuite et offerte sur un plateau à une table de convives illustres dont l'estomac se révolte, qui ne se souvient de Phœbus — « C'était un chien comme moi » — que Malaparte aimait plus que tout être au monde et qu'il nous fait voir, après sa capture par les gens de la fourrière, dans un laboratoire, soumis à une vivisection, les yeux suppliants, horriblement muets comme tous les autres chiens préparés avec lui pour des expériences scientifiques, car on lui a au préalable coupé les cordes vocales ? « Je vis le Christ en lui, je vis le Christ en lui regardant, les yeux pleins d'une merveilleuse douceur ».

Eh bien ! que les âmes sensibles se rassurent : Phœbus II n'a point du tout subi le sort atroce raconté dans *la Peau* : il s'est éteint dans le lit de Malaparte, à Capri, et son maître lui fit construire devant sa pharaonique villa un mignon monument funéraire où, en passant chaque jour, il jetait une fleur et lançait un amical « oua oua » la mémoriam !

Reste que *la Peau* est un grand livre cruel, une manière de roman historique aux allures de jugement dernier, un poème sur toutes les prostitutions et abjections du monde, quand, pour sauver sa peau, on la vend à vil prix dans l'avilissement des vainqueurs et des vaincus.

Au milieu du flot sadien de son imagination, brasseur de réalités et de mythes, devançant certains pâles essayistes dans ce qu'il relate — et quelle vigueur, lui ! — sur les *femmenelli* et l'accouchement de ces hommes-femmes (voyez l'admirable chapitre « le Fils d'Adam »), se posant comme le Bonaparte sulfureux de l'empire des lettres, Malaparte a su dire le cœur battant et meurtri de Naples qu'il a justement placé au centre de notre monde, qu'il a injustement montré comme un viscère figé au lieu de voir en lui, à travers saint Janvier et Pulcinella, ces grands mythes vivants et ici oubliés, les pulsations vitales et voluptueuses de toutes nos métamorphoses.

JEAN-NOËL SCHIFANO.



Georges Bataille

le sacré et la débauche

Une biographie qui délaisse l'anecdote pour le sérieux

À sa mort, en 1962, Georges Bataille n'est que peu connu. Né à Billom, Puy-de-Dôme, en 1897, bibliothécaire, de santé fragile, il a publié tardivement, à quarante-sept ans, *L'Expérience intérieure*. Une méditation paradoxale, une mystique sans Dieu, prolongée par *le Coupable* — journal ? — puis par un livre de philosophie peu orthodoxe : *Sur Nietzsche* ; un essai d'économie générale pour le moins surprenant, *La Part maudite* ; une étude peu situable, *L'Érotisme* (1957), qu'inspire autant l'ethnologie que la lecture de Sade ; des ouvrages sur la peinture et la littérature, des récits éprouvants, *l'abbé C.*, *le Bleu du ciel*, sans compter les titres publiés sous pseudonymes (*Histoire de l'œil*, *Madame Edwarda*, *le Petit*) : une part aussi maigre que maudite de l'ensemble, mais à quoi Bataille doit le peu de réputation, scandaleuse ou fascinée, qu'il connaît.

Une bonne moitié de l'œuvre n'est même pas soupçonnée : neuf volumes, grand format, chez Gallimard, bientôt douze. Le Bataille érotique, pornographique même, pour éviter les malentendus, n'y tient qu'une place réduite, mais essentielle, fondatrice.

On sait aussi qu'il a dirigé ou animé des revues qui comptent dans l'histoire des idées du siècle : *Documents*, *la Critique sociale*, *Critique* (qu'il fonde en 1947) ; des mouvements : *Contre-Attaque* (1936), le Collège de sociologie ; une société secrète, *Acéphale*. Il a été violemment pris à partie, dès ses premiers écrits, par Breton puis par Sartre, en 1943.

Une nuit d'ivresse, on l'aurait vu danser avec Sartre — il le raconte — dans une sorte de *potlatch* d'absurdité, face à face, et l'on aurait même entendu Sartre lui dire : « Vous êtes l'être, je suis le néant ».

Quoi qu'il en soit, son biographe, Michel Surya, ne s'arrête pas aux anecdotes, aux bruits, à ce qui fait les biographies ordinaires, qu'en bas de page.

Les amateurs de piquant, de « vraies » vies, ou même de biographie « à l'anglo-saxonne », peuvent repasser. Le livre de Michel Surya est sérieux et ne va pas à la facilité. Le paradoxe des vies de Bataille est d'ailleurs qu'il n'y a rien d'autre à en dire, en somme, que ce que dit, dans un tout autre sens, l'œuvre, une de celles où se manifeste, écorchée, la volonté de « tout dire, à quel-que point qu'en frémissent les hommes » (Sade), et où tout reste à découvrir.

De cette œuvre à hauteur d'homme, à hauteur de mort, Surya parle bien, comme il parle bien du sacré et de la débauche, ces deux soleils noirs de la vie de

Bataille. Avec une adhésion trop entière parfois, mais comment y couper ? Avec, c'est dommage, de trop nombreuses erreurs de typographie qui défigurent souvent son texte bien illustré et complètent d'un fort appareil critique (chronologie, bibliographie).

Dans le détail, on peut ici ou là discuter, mais sur des points qui ne touchent qu'à la compétence des spécialistes : les relations avec Breton, le rôle de la poésie pour Bataille ; le doute où le biographe ne s'abstient pas, à propos des rencontres de Bataille et de Colette Peignot par exemple, de 31 à 34 ; ou, plus problématique, le lien de tel personnage, la Lazare du *Bleu du ciel*, à la Simone Weil de la réalité... Mais sur l'ensemble,

André Masson, l'ami de toujours, ils seront nombreux à offrir des œuvres pour aider Bataille qui mourait dans l'indifférence, dénué ; l'amitié suscitait et profonde, les « entretiens infinis », pour reprendre le titre de Maurice Blanchot, proche depuis 1943, leur rencontre orientant décisivement leurs pensées respectives : Michel Leiris, en premier lieu, Klossowski, Caillou, Queneau, Kojève, Ambrosino, Char, Lacan qu'épouse en deuxième mariage Sylvia Bataille, la ravissante jeune fille d'*Une partie de campagne* (on y voit Bataille, très fugitivement, en séminariste lorgnant sur les femmes, bien sûr), tout est posé avec netteté.



Georges Bataille.

c'est la matière d'une forte biographie intellectuelle qui est fournie, avec témoignages et documents inédits, ainsi que la construction d'un appareil fantasmagorique précis (le père, aveugle et tabétique). Sans rien cacher. Sans compassion ni complaisance. Avec un mélange de mots crus et de réserve nécessaire. Tous ceux qui ont ouvert les yeux — dont Bataille a fait l'histoire — sur ces récits savent la part qu'y prend l'horreur.

Un assentiment à la vie

Surya évite pour autant de nous laisser déporter vers ce que l'œuvre a de noir, vers le pire. Comme Michel Leiris, il rappelle cet assentiment à la vie qui agite constamment Bataille. En un sens, il n'a jamais eu assez d'espoir pour désespérer : l'idée de suicide lui est étrangère. Des soucis d'argent tout du long ; l'amour des femmes et la fascination de la nudité ; l'amitié des peintres (de Fautrier à Picasso, en passant par Ernst, Giacometti, Michaux, Miro et, bien sûr,

Et les grands débats du siècle (le fascisme, le communisme), clairement retracés. Reste la relation ambiguë entre les événements, les rencontres et ces lignes de force qui tendent l'œuvre jusqu'au point de rupture. L'intérêt de *La mort à l'œuvre* est du moins d'en « problématiser » la question : « Bataille n'a jamais rien pensé qu'il ne voulait vivre, rien imaginé dont il ne voulait sur lui-même, seul ou avec d'autres, faire l'expérience. » L'horreur comprise.

Ainsi prend sens, avec ses suppositions et ses zones d'ombre, cette étude où la violence, la dépense et l'érotisme (l'animalité affrontée), sont éclairés par une philosophie politique tout à fait paradoxale : « Jusqu'à un certain point », disait-il à Marguerite Duras en 1957, *sur le plan politique, je réclame l'irresponsabilité des fous... Je ne suis pas tellement fou, mais je ne prends pas la responsabilité du monde, dans quelque sens que ce soit ».*

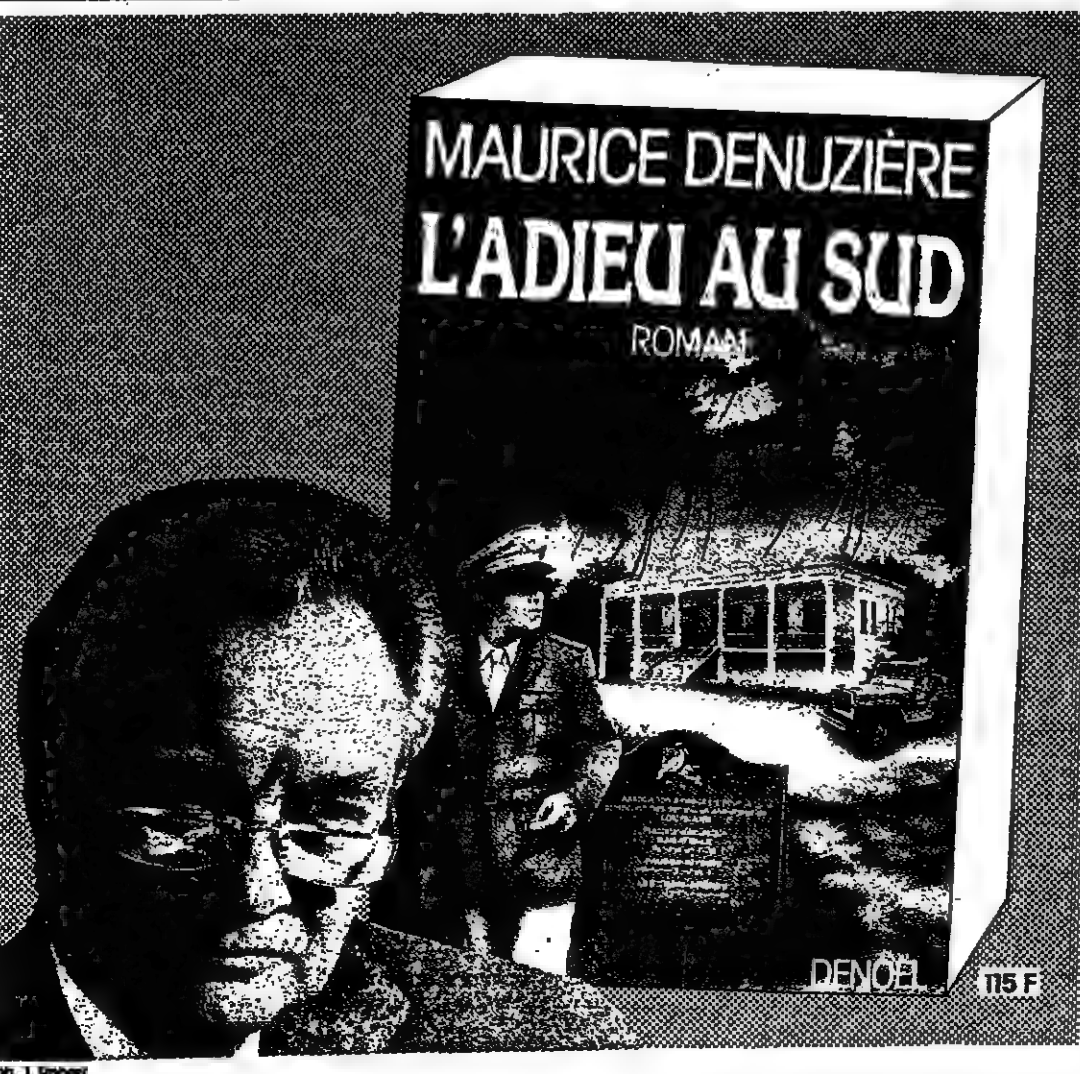
Etranger au dernier point, dans sa vie même, à l'accumulation, à la capitalisation, à la thésaurisation, faisant théorie de la débauche et de la dépense, Bataille se sent « très seul à chercher, dans l'expérience du passé, les lois ignorées qui mènent le monde et dont la méconnaissance nous laisse engagés sur les voies de notre malheur ». Plus soucieux de révolte (la passion) que de révolution (la raison), il voit à la fin dans l'anarchisme la plus onéreuse expression d'un désir obstiné de l'impossible.

Lui, dont Heidegger disait qu'il « est aujourd'hui la meilleure tête pensante française » ! Pour finir, il regarde sa mort le prendre, ce qui lui paraît le plus risible au monde, son esprit se détacher, les derniers textes, du dernier instant, sont poignants, en gardant au bord des lèvres ce rire tragique et saugrenu qui fut son obsession : « La réputation de la mort est surfaite, le silence dont je parle est gai... »

FRANCIS MARMANDE.

★ GEORGES BATAILLE, *LA MORT À L'ŒUVRE*, de Michel Surya, Éditions Seghers, 559 p., 180 F.

En novembre 1984 s'était tenu, à Paris, un colloque sur « Georges Bataille et les ethnologues », dont les actes sont à présent publiés sous le titre *Écrits d'ailleurs*. Textes réunis par Dominique Lecoq et Jean-Luc Lory, avec une introduction de Maurice Godélier. Éditions de la Maison des sciences de l'homme (212 p., 85 F.).



Un nouveau mystique

EN 1943, Georges Bataille publie *L'Expérience intérieure* que Jean-Claude Renard réédite aujourd'hui comme une « négation du mystère » : « Je désignerai par le mot mystère ce que d'ordinaire l'on appelle Dieu. » Au nom de la philosophie et de la raison, Sartre l'épingle alors sèchement sous un titre sans appel : « Un nouveau mystique. » Au fond, J.-C. Renard se livre à une opération inversée : au lieu de noter la copie Bataille, ce que faisait le professeur de philosophie, il s'adresse à lui, d'activité poétique à activité poétique. L'auteur du *Dieu de la nuit* a quelques titres à la faire.

Au départ, des présupposés de taille, à prendre ou à laisser : qu'on n'est jamais athée, mais qu'on le devient ; que dans son expérience, Bataille « aurait au moins dû » envisager l'hypothèse d'un sens possible de la mort au-delà d'elle-même, ce qui semble bien contraire à toute son entreprise ; que *L'Expérience intérieure* enfin, peut être lue en faisant abstraction du reste de l'œuvre.

Cette intimité dans le dialogue ne va pas sans rigueur. Après tout, Dieu non plus n'a pas toujours fait dans l'indulgence. C'est que Bataille « ne semble pas avoir compris » des choses simples, « se croit capable de... », « omet de se demander si... » et, à la fin, « persiste à raisonner là où la raison échoue ». Sartre lui reprochait exactement le contraire : de déraisonner (le mot est faible).

A tout prendre, le parole du poète est évidemment plus ajustée que celle du professeur. Mais là où la raison et son contraire se cassent le nez, *L'Expérience intérieure* garde son inquiétante étrangeté. J.-C. Renard, en somme, ne croit pas en Bataille, au sens où il pense que celui-ci ne croit pas en Dieu. Et il le combat amoureuxment.

F. M.

★ *L'EXPÉRIENCE INTÉRIEURE*, de Georges Bataille, de Jean-Claude Renard, Seuil, 128 p., 75 F.

هكذا من الاجل

Carlo Gozzi, le baroudeur de Venise

OLIVIER ORBAN

« Trois visions de la réalité brésilienne

(3) Deux autres romans de Rachel de Queiroz ont été traduits en français chez Stock : *Dona Doralina* (1980) et *Le bon Dieu* (1981).

1. Photography
 2. Painting
 3. Music
 4. Drama
 5. Architecture
 6. Engineering
 7. Medicine
 8. Law
 9. Business
 10. Education
 11. Science
 12. History
 13. Geography
 14. Political Science
 15. Social Science
 16. Religion
 17. Philosophy
 18. Psychology
 19. Anthropology
 20. Archaeology
 21. Numismatics
 22. Palaeontology
 23. Botany
 24. Zoology
 25. Physiology
 26. Pathology
 27. Pharmacology
 28. Physiology
 29. Physiology
 30. Physiology

An aerial photograph showing the World Trade Center towers and the surrounding area in New York City. The towers are prominent in the center, with the surrounding cityscape visible. The image is in black and white and has a grainy, high-contrast appearance.

[illegible]

Avignon

« Faust et Rangda » Carpe ou lapin, sauce musique

Derniers tours de piste pour le spectacle-rencontre, occidental et balinais, musical et théâtral, mythologique et drôlatique, concocté en deux ans d'aventure par une poignée de musiciens français et la troupe d'acteurs-danseurs-instrumentistes du « roi » de Saba.

par un trio de virtuoses mal léchés. Aux uns, Aperghis a demandé brèves et passages de tout leur répertoire dramatique : aux autres, il confie un génial fatras de séquences disparates, cris, bavardages, persiflages du bêtisier sonore occidental et transpositions des schémas rythmiques balinais. A tous ensemble, enfin, il a suggéré quelques collages, croisements peu ou prou balisés, jeux de questions-réponses et francs coq-à-l'âne, et surtout, de s'amuser chaque fois que possible.

Parfaite osmose

Inspiration totalement lumineuse que celle-là. Elle transforme illico la laborieuse confrontation qu'on croyait devenir en une inextinguible partie de coït-maillard musical, le face-à-face glauque et glacé en un truculent charivari. Une chimère, soit, inimmuable aboutissement de manipulations génético-culturelles contre nature — mais dont la robe et la démarche (sinon la taille et l'anatomie) conservent miraculeusement le meilleur de deux bénéfices.

Ni collage ni surimpression plate, c'est à la parfaite osmose d'un acte d'amour fou que se prêtent la verve joviale d'Aperghis et ses interprètes et la magique élégance du gamelan, l'ingéniosité cocasse des uns et l'exotisme intelligent des autres, sans pédanterie ni hiérarchie nulle part.

Si fut-il arrêté là, on embrasserait Aperghis. Hélas ! l'homme de spectacle en lui se souvenait que d'un œil, bientôt rouvert et qui croit apercevoir dans la mythologie du cru de trouillantes correspondances avec le mythe faustien, là où il n'y avait que sa propre vieille lubie. Qu'il cela ne tienne : le temps de déguiser Mephisto (Murray Gröwall) en planteur hollandais, on lui colle pour partenaires la terrible Rangda, incarnation du mal absolu (et incarnée par le roi de Saba lui-même, Gede Raka, seul doté d'un karma incroyablement), le docteur dragon-basé Barong et, à l'écart, Shiva dans le rôle de Dieu ; quant au magicien Faust (André Wilms), il convoquera une adorable nymphe dansante en guise d'Esprit de la Terre, se fera initier à la jeunesse éternelle par un sorcier typique et finira flanqué d'un Faust junior inspiré d'Arjuna, avant d'être ravi au paradis à la mode indonésienne, sereinement.

On passe sur la justesse approximative du procédé. Plus difficile-

ment sur le contresens gênant entre la tonalité tragique du drame et la salubre jovialité de la musique dont il est flanqué. De justesse sur la lisibilité d'un fil narratif si entortillé (heureusement, on a prévu en dernière minute de fourrir au public un synopsis imprimé). Plus du tout sur le découpage insensé du texte confié aux deux acteurs. Et, faisant le compte des méprises, on excuse pour vice de forme la mise en scène claudicante d'Alain Milanti, chargé après coup de faire prendre une greffe sans espoir, les errements de registre d'un Mephisto flottant entre grotesque et perfidie, et surtout l'absolu naufrage d'un Faust irrémédiablement hors contexte, raisonnant comme un bachelier sous amphétamines au milieu de ce carnaval surmaturel.

Heureusement, les deux clowns traditionnels persévèrent (qui résument en balinais courant le samskrit de Shiva, le vieux javanais des esprits et, ici, le français de l'homme et de son démon), l'Esprit de la Terre, l'affreux Rangda et l'attendrissant Barong sont les vraies vedettes du volet dramatique, évoluant avec grâce et naturel dans les conventions de leurs rôles classiques face aux Occidentaux empêtrés dans leurs impossibles embûches.

Autant la face balinaise de l'ensemble s'en tient, lisse et compacte, à sa propre conception homogène du spectacle tout-en-un (de la fabrication des masques au jeu orchestral, chacun sait tout faire), autant l'aperghienne trahit partout son déséquilibre — la musique avant tout, le geste, le verbe et le reste hâtivement scotchés dans les interstices ou en marge comme autant de sous-titres ou de panneaux de commentaires... mais provenant, de toute façon, d'un autre film !

Moins du théâtre musical, en somme, qu'un (fabuleux) concert artificiellement mis en scène, et dont le vrai mode d'emploi n'est pas celui suggéré au public par le synopsis de la brochure : mieux vaut tout oublier de Faust, du texte et du récit, n'y voir qu'un maladroit prétexte et, sans plus chercher la tragédie, s'abandonner à la fête musicale qui bat son plein.

DANIEL DE BRUYCKER.

• Cloître des Célestins, jusqu'au 27 juillet. Également le 26 juillet sur France-Culture, de 14 heures à 15 heures et de 22 heures à 24 heures.

L'exposition Aillaud-Arroyo Chapelle ardente

Rien de moins « décoratif » que les décors d'Aillaud et d'Arroyo. Leurs scénographies ont la force et l'évidence des allégories justes. L'exposition qui leur est consacrée au Palais des papes est à l'unisson.

Quand plus rien ne reste de la représentation théâtrale — ni le corps de l'acteur et sa parole, ni la lumière, — le décor, les costumes, on le sait, sont déformés de morts et donnent des cauchemars aux commissaires d'exposition. Avec Gilles Aillaud et Edouardo Arroyo, la difficulté s'aggrave encore : ces deux peintres, catalogués dans les années 70 du côté de la « figuration libre » laissent derrière eux peu de traces de leur travail pour le théâtre : une esquisse, un dessin, une affiche tout au plus. En ce sens, l'exposition organisée par Brigitte Hedet-Samson est exemplaire.

Mise en espace

Jacques Gabel, l'homme qui a écorché à vif la pierre de la chapelle des Pénitents blancs où David Warlow joue l'Hypothèse de Robert Pinget a « mis en espace », avec la complicité des deux intéressés, quelques traces, mais surtout des signes qui permettent d'éprouver, plus que de regarder, cette étrange densité de l'air, de la couleur et de la lumière qui ont habité les spectacles scénographiés par Aillaud ou Arroyo, parfois par les deux ensemble. Pour Jean-Pierre Vincent, Jean Jourdhuis, Claude Régy, Bernard Sobel, mais surtout pour Klaus Michael Grüber, metteur en scène de « Bérénice » à la Comédie-Française, du « Récit de la servante Zerkine », avec Jeanne Moreau.

Autant avancer tout de suite le seul reproche que l'on puisse formuler à l'occasion de cette exposition : elle est d'un minimalisme certes superbe, mais antipédagogique au possible. Le visiteur non initié est abandonné à son sort. Sans repères, sans A. chacun d'identifier, selon ses références, le visage de Bruno Ganz ou celui de Gérard Desarthe, le nom de l'auteur des *Bacchantes* ou de *Sur la grand-route*. Mais on aime ce parti pris un peu brut où

seuls la pierre, le bois et la lumière imposent leur présence. Sur des stalles de chêne, des photographies sont posées, en documents, repères. Mais les bleus et rouges de la *Cenerentola* (Paris, 1986, Rossini/Grüber/Arroyo) claquent comme dans un conte de fées violent. Et l'arbre, sur le rideau de lumière du *Roi Lear* (Berlin, 1985, Shakespeare/Grüber/Arroyo) a la beauté du rocher sur le sable d'un jardin zen.

Le décor des *Bacchantes* (Berlin, 1974, Euripide/Grüber/Aillaud et Arroyo) et celui de *Faust Salpêtrière* (Paris, 1975, Grüber/Aillaud et Arroyo) ont été reconstitués dans des fortresses de bois clair. On regarde à l'intérieur par des meurtrières qui rendent le visiteur à son état de spectateur solitaire et voyeur. Et l'on perçoit la force impressionnante de ce travail allégorique où la réalité donnée fait confiance à notre imagination. Pour les *Bacchantes*, un salon étrange, avec des boiserie blanches, un ventilateur lourd brassant l'air et, gisant au sol, une tête de taureau noir. Pour *Faust Salpêtrière*, une chapelle ardente où une cascade de verres remplis de vin rouge tient lieu d'ex-voto. Ou encore un amas chaotique de chaises de sacristie surmontées d'oiseaux à l'envol figé dans un pain très charismatique.

Sur deux tables de réfectoire monacales, Aillaud et Arroyo ont disposé en vis-à-vis objets et dessins ayant trait à leur travail d'écriture pour le théâtre. Arroyo, l'auteur de *Satanstoe*, créé en 1986 par Grüber, à Munich, a sorti de sa collection personnelle lettres, livres, et gants de boxe. Il est fasciné, de longue date, par cet art de combat. Du côté de Gilles Aillaud, le peintre du règne animal, l'atmosphère est tout autre : un dessin, reproduction, de mémoire d'une nature morte avec poules, et une maquette de Delft, d'après la *Vue de Delft* de Vermeer, héros de sa pièce (1) créée au théâtre de la Bastille en 1984, dans une mise en scène de Jourdhuis et Peyrol, et des décors de Nicky Risti.

L'exposition du Palais des papes est un petit pan de l'histoire du théâtre, mais aussi de l'amitié, de la complicité, une chose très simplement humaine.

DOILE QUIROT.

(1) « Vermeer et Spinoza », Editions Christian Bourgois.

La dernière représentation du Soulier de satin a eu lieu. Désormais, c'est la danse qui va occuper la cour d'honneur. Le théâtre, qui inspire Aillaud et Arroyo, peintres devenus scénographes, se déplace au cinéma, fait voyager la musique entre Ball et la France. Les pays de l'Est non plus n'ignorent pas Avignon. La Hongrie par exemple. Là-bas, on s'intéresse à notre théâtre.

Décalage horaire



Le mercredi 22 juillet à 8 heures, les deux grandes figures baroques en faux bois d'église qui remplacent le rideau de scène, une dernière fois se rapprochent, glissent l'une vers l'autre sur toute la largeur du plateau, manipulées de dos, du côté charpenté en contreplaque, par les machinistes, gris sous le soleil déjà chaud : c'était la dernière représentation du Soulier de satin à la Cour d'honneur. L'intégrale : douze heures.

Une dernière fois, Didier Sandre retire à la hâte l'appareil qui torture sa jambe pour faire botter son personnage. Il se retourne, salue. Tous ensemble, les acteurs saluent, encore et encore. Un spectateur crie « bis » en rigolant sans méchanceté. Une façon de remercier avec une plaisanterie.

Tout en haut, aux dernières galeries, à hauteur des gargouilles, la vision est impressionnante : les fauteuils disséminés dans les travées, les milliers de mains levées qui applaudissent à l'unisson. Une telle harmonie, une telle eucratie, on croirait un Woodstock culturel. Il ne manque que la petite flamme des briquets.

C'était très chic d'être là pas forcément pour toute la représentation, mais pour le dernier salut. Les acteurs semblent ne plus rien voir. L'épuisement et aussi la conscience d'avoir vécu une expérience exceptionnelle. Pas absolument nécessaire, sans doute : un luxe. Ce n'est pas seulement la durée de la performance qui compte. Certains, qui ne sont ni Vitez ni Claudel, ont essayé... Il faut savoir donner au surplus la qualité de l'indispensable.

Vitez sait. Comme il a su réussir du premier coup son expérience « théâtre film » avec Hugo Santiago tournant cette *Électre* qu'il a mise en scène il y a deux ans, à Chaillot. Hugo Santiago a filmé les mêmes acteurs dans le décor même de Yannick Kolkos et les éclairages de Patrice Trotter — dans l'obscurité d'une maison qui se protège du jour, de la vie, et se ferme sur ses fureurs mortelles. Comme on ne voit pas le cadre de scène, l'espace paraît sans limite, intemporel. D'aujourd'hui, de toujours. La caméra saisit les personnages dans des moments essentiels. On écoute, on regarde sans reprendre son souf-

fle. Evidemment, la pièce est indéniable. Mais c'est peut-être la première fois qu'on retrouve une même force d'émotion sur un spectacle au théâtre et au cinéma.

Électre a ouvert la série des films-théâtre réalisés avec l'INA et le Sept. C'est dur pour les autres de passer après. On sort de là, on est sonné. L'histoire des Atrides ne laisse personne indenne. Brusquement, la fatigue se fait sentir. Les survivants de l'intégrale, bistrés, sentent flotter en plein décalage horaire. Pierre Mauroy en costume gris, Jack Lang en blazer bleu, Michel Guy sans cravate, Jack Ralite en col ouvert se croisent sans se voir au cocktail offert en l'honneur des musiciens balinais qui vont jouer *Faust et Rangda* du Cloître des Célestins. Mais on remarque surtout des chanteuses russes en jupons fleuris.

C'est un jour curieux, un jour charnière, un entre-deux. Quelque chose a pris fin avec le dernier salut du Soulier de satin. A peine le dernier spectateur parti, à peine le dernier café était-il servi sur la place de l'Horloge, que le soleil se cachait, les nuages occupaient le ciel.

COLETTE GODARD.

De Budapest à Avignon

Anna Lakos et l'amour du théâtre français

De son amour du théâtre français, Anna Lakos a fait son métier. Hongroise, elle travaille à l'Institut du théâtre de Budapest, pour faire connaître nos auteurs d'hier et d'aujourd'hui.

Il s'appelle Nandor Szavai, se souvient Anna Lakos. Jeune femme brune, petite, discrète. C'était notre professeur de français, un traducteur célèbre en Hongrie et très séduisant. Amoureux de la culture française. Avec lui, nous avons découvert Molière, Rousseau mais aussi Sartre et les existentialistes. Un jour, Nandor-Francoise est venue à Budapest. Il en a profité pour inviter dans notre lycée un comédien de la troupe qui nous a lu les *Fables de La Fontaine*. Cette lecture m'a marquée très profondément. J'ai depuis un amour de la langue française et de votre culture qui ne s'est pas démentie.

Dès cette époque — la fin des années 60 — j'ai aussi appris avec ce professeur l'art de la traduction. Des études qui ont continuées à la fac de lettres. C'est là, en 1968, que j'ai rejoint l'Ensemble Universitaire, un groupe de théâtre dont le rôle dans la vie culturelle à Budapest était important. Il organisait des spectacles, des débats, des projections de films, des lectures de poésie.

C'est par lui qu'a vraiment commencé en Hongrie la recherche théâtrale. Alors que les grandes institutions présentaient des spectacles souvent forts, réalisés ou naturalistes, mais toujours assez traditionnels, l'Ensemble Universitaire était un vrai lieu de recherches pour les jeunes metteurs en scène, tel Jozsef Ruszt qui a fait là des créations marquantes pour toute ma génération. J'ai essayé de jouer mais ce n'était pas terrible. Pourtant, cela m'a permis de faire l'apprentissage du travail de l'acteur. J'ai appris aussi à construire des décors, réaliser des costumes. Surtout j'ai collaboré, en tant qu'assistante, avec différents dramaturges. Aujourd'hui, même si l'Ensemble n'a plus le même rayonnement, on retrouve

dans toutes les troupes, toutes les familles d'acteurs, de metteurs en scène et de dramaturges, des gens qui sont passés par là.

Après avoir enseigné le français, j'ai rejoint il y a deux ans l'Institut hongrois du théâtre, créé dans les années 50 par Ferenc Hont. Ma tâche est de faire connaître le théâtre français, de repertoire et contemporain, et l'actualité de la dramaturgie de votre pays. Par plusieurs moyens.

Nous disposons d'une revue qui rassemble des reportages et des analyses critiques sur la création théâtrale dans le monde entier. Je m'occupe, moi, des pays francophones. Je vois des spectacles, j'écris des comptes rendus mais je lis aussi ce qu'écrivent les metteurs en scène. Tout récemment, j'ai ainsi traduit pour notre revue les deux textes écrits par Roger Planchon pour l'*Avare* et *George Dandin*.

« Elvire Jourvet 40 »

Nous développons aussi les collections de notre bibliothèque où sont rassemblées les pièces contemporaines ainsi que les ouvrages qui leur sont consacrés. Enfin, j'essaie d'arracher des mains des metteurs en scène, toujours très réticents, les vidéo-cassettes de leurs spectacles. C'est très important pour nous dans la mesure où, si nous pouvons quitter formellement la Hongrie sans problème, le coût de la vie dans les pays étrangers est terriblement dissuasif et rend les déplacements difficiles.

Cependant, si je trouve une bonne pièce, significative de l'actualité française et qui peut avoir une résonance particulière pour les Hongrois, je la traduis. Ainsi, à l'occasion de sa présentation à Budapest, sous l'égide de l'Institut culturel français avec qui je travaille beaucoup, j'ai traduit *Elvire Jourvet 40*. Pour parler d'Avignon, je me suis beaucoup intéressée à la pièce *Y'a bon Bamboula*, de Tilly, un auteur qui peut conquérir les Hongrois. Peut-être en ferai-je une traduction.

Le théâtre français passionne les Hongrois. Ainsi Jean Vilar, Gérard Philipe font-ils partie de notre mythologie. Ils ont été rejoints désormais par Roger Planchon, un homme très important pour les professionnels de mon pays. Antoine Vitez, Ariane Mnouchkine, Patrice Chéreau et Peter Brook. Si Berlin est devenu le rendez-vous de théâtre le plus important pour nous, Avignon demeure le plus historique et aussi le plus rafraîchissant.

C'est aussi pour moi l'occasion de piocher des idées, de rencontrer beaucoup de monde et d'essayer de faire mieux connaître le théâtre hongrois. Nous disposons de plusieurs lieux de créations considérables comme le théâtre Katona-Jozsef qui sera l'invité, en mars prochain à Paris, du théâtre de l'Europe de Giorgio Strehler. Avignon, c'est un pont entre nos deux cultures. J'aimerais pouvoir le franchir chaque année.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

Le Monde
sur minitel

VACANCES : PARTIR DEMAIN...

Pour ceux qui s'y prennent à la dernière minute

3615 TAPÉZ LEMONDE puis VVF

هكذا من الاصل

Admission




SAMEDI 25 JUILLET SUR FR3 À 12 H 30

Ce mois-ci dans Carré Rouge les coulisses :

du 14 juillet, du Tour de France, de la compétition auto, de la danse,
de la mode et un grand jeu. Emission réalisée
par Alexandre Tarta
avec Alain Jérôme,
Jacques Chancel,
Christian Van Ryswyck,
Patrice Drevet,
Roland Petit,
Jean-Charles Gil, Michel Fugain.

**CARRÉ
ROUGE**



Informations « services »

Admissions au concours de l'ESSEC

M. et M^{me} Florence Ahenbamban (215) ; Florence Angles (142) ; Damien Antoine (59) ; Didier Aubert (33) ; Isabelle Bailly (44) ; Frédéric Berre (29) ; Jean-Baptiste Bertin (151) ; Marc Billaud (48) ; Nicolas Bitt (220) ; Nicolas Boudon (177) ; Marc Boyer (52) ; Mathieu Bolet (178) ; Corinne Boller (153) ; Anne Bédier (103) ; Jacques Berger (64) ; Aliou Bertrand-Hardy (23) ; Michel-Benoît Bézier (53) ; Patrick Bistart (30) ; Emmanuel Bize (133) ; Antoine Bomm (172) ; Stéphanie Boudier (199) ; Grégoire Bourde de la Roncière (90) ; Luc Bourgaignon (130) ; François-Xavier Boutry (de) (167) ; Cécile Boyer (117) ; André Pozzi (100) ; Valérie Brillet (194) ; Pascal Broche (211) ; Caroline Brugère (169) ; Cyrille Brunotte (104) ; Philippe Carpentier (60) (163) ; Mats Carstén (124) ; Marie-Cécile Cerruti (161) ; Laurent Chambolle (147) ; Xavier Champenois (66) ; Stéphanie Charvart (203) ; Véronique Chastard (81) ; Frédéric Chanois (40) ; Claire Courton (201) ; Vincent Darquès (127) ; Marie-Françoise Degorret (155) ; Sandrine Della Gessa (4) ; Fabrice Delorme (135) ; Stéphanie Dén (319) ; Sophie Desnoes (60) ; Nicolas Dupont (27) ; Laurent Duryt (129) ; Jérôme Durand (219) ; Eve Dure (128) ; Véronique Dussan (52) ; Elyse Elan Chén (130) ; Philippe Fillingues (106) ; Arnaud Flocchia (195) ; Cyrille Foulard (108) ; Jérôme Fournel (18) ; Vincent Gaudouin (32) ; Gwenaelle Gaudas (43) ; Rémi Gaudreau (134) ; Laurent Gaudreau (217) ; Jocelyne Gao (39) ; Jean-Sébastien Garnier (186) ; Jehanne Garrait (157) ; Cécile Gautier (154) ; Denis Gao Di Giban (70) ; Fabrice Gaudreau (2) ; Vincent Gery (50) ; Laurent Gibbes (159) ; Marc Girardot (87) ; Laurence Gonet (170) ; Vincent

Goossens (90) ; Christine Grizez (150) ; Charles Gualluy (58) ; Daniel Guzman (59) ; Vincent Guyon (97) ; Jean-Michel Guyon (213) ; Catherine Hubert (19) ; Jean-François Harwig (173) ; Adeline Herbert (118) ; Caroline Hernandez (128) ; Stefan Herpin (50) ; Olivier Herrbach (49) ; Jean-Christophe Hénriet (193) ; François Huber (2) ; Yves Hubot (202) ; François Jannet (209) ; Anne Joffre (225) ; Antoine Hubert Joseph (71) ; Pascal Jouin (75) ; Adèle Kacher (60) (162) ; Pierre Karpis (60) ; Daniel Katz (180) ; Alain Kock (66) ; Philippe Kopsas (112) ; Pierre Labat (149) ; Luc Laffont (29) ; Philippe Lagarde (98) ; Olivier Lajoussie (185) ; Caroline Lamorise (146) ; Hubert Lange (111) ; Olivier Langlade de Montigny (155) ; Gilles Languet (115) ; Véronique Lanot (14) ; Maya Laredo (77) ; Hortense Lauer (174) ; Bruno Lavandier (79) ; Jean-Dominique Lavazola (74) ; Laurence Le Crocq (93) ; Olivier Leclercq (208) ; Hugues Leglise (61) ; Corinne Legrand (94) ; Arnaud Le Jariet des Chatelets (166) ; Pierre Léon (188) ; Arnaud Lespautier (10) ; Arnaud Lespautier (45) ; Stéphanie Levy (204) ; Patrick Lewinger (137) ; Dominique Lion (225) ; Valérie Lodi (de) (197) ; Valérie Lormet (7) ; Thierry Louche (46) ; Philippe Madar (132) ; David Malissant (96) ; Dominique Malet (119) ; Etienne Mauger (60) (114) ; Sophie Martin (53) ; Florence Marzou (144) ; Caroline Marcolin (60) (78) ; Simon Martin (83) ; Jérôme Marzou (69) ; Marie-Madeleine (107) ; Olivier Matuchinsky (60) ; Xavier Merle de Bellefont (171) ; Anne Meval (214) ; Stéphanie Michel (158) ; Thomas Milard (123) ; Xavier Moisson (62) ; Patrick Mole (69) ; Arnaud More (51) ; Nicolas Moreau (65) ; Florence Morio (28) ; Laurent Mourre (25) ; Camille Muller (83) ; Marc Niederkeren (60) (6) ; Frédéric Noyes (60) (22) ; Catherine Olivier (194) ; Félix Orsini (17) ; Isabelle Paillet (94) ; Manuel Patrouillard (47) ; Jean-Philippe Pecoul (32) ; Loïc Pelt

loterie nationale				loterie nationale			
LISTE OFFICIELLE DES BILLES A PAYER				LISTE OFFICIELLE DES BILLES A PAYER			
TERMINAL	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TERMINAL	PRIMAIRE	SECONDAIRE	TERMINAL	PRIMAIRE
1	1 101	10 000	5	21 001	10 000	9	31 001
2	2 101	10 000	6	31 001	10 000	10	41 001
3	3 101	10 000	7	41 001	10 000	11	51 001
4	4 101	10 000	8	51 001	10 000	12	61 001
5	5 101	10 000	9	61 001	10 000	13	71 001
6	6 101	10 000	10	71 001	10 000	14	81 001
7	7 101	10 000	11	81 001	10 000	15	91 001
8	8 101	10 000	12	91 001	10 000	16	01 001
9	9 101	10 000	13	01 001	10 000	17	11 001
10	10 101	10 000	14	11 001	10 000	18	21 001
11	11 101	10 000	15	21 001	10 000	19	31 001
12	12 101	10 000	16	31 001	10 000	20	41 001
13	13 101	10 000	17	41 001	10 000	21	51 001
14	14 101	10 000	18	51 001	10 000	22	61 001
15	15 101	10 000	19	61 001	10 000	23	71 001
16	16 101	10 000	20	71 001	10 000	24	81 001
17	17 101	10 000	21	81 001	10 000	25	91 001
18	18 101	10 000	22	91 001	10 000	26	01 001
19	19 101	10 000	23	01 001	10 000	27	11 001
20	20 101	10 000	24	11 001	10 000	28	21 001
21	21 101	10 000	25	21 001	10 000	29	31 001
22	22 101	10 000	26	31 001	10 000	30	41 001
23	23 101	10 000	27	41 001	10 000	31	51 001
24	24 101	10 000	28	51 001	10 000	32	61 001
25	25 101	10 000	29	61 001	10 000	33	71 001
26	26 101	10 000	30	71 001	10 000	34	81 001
27	27 101	10 000	31	81 001	10 000	35	91 001
28	28 101	10 000	32	91 001	10 000	36	01 001
29	29 101	10 000	33	01 001	10 000	37	11 001
30	30 101	10 000	34	11 001	10 000	38	21 001
31	31 101	10 000	35	21 001	10 000	39	31 001
32	32 101	10 000	36	31 001	10 000	40	41 001
33	33 101	10 000	37	41 001	10 000	41	51 001
34	34 101	10 000	38	51 001	10 000	42	61 001
35	35 101	10 000	39	61 001	10 000	43	71 001
36	36 101	10 000	40	71 001	10 000	44	81 001
37	37 101	10 000	41	81 001	10 000	45	91 001
38	38 101	10 000	42	91 001	10 000	46	01 001
39	39 101	10 000	43	01 001	10 000	47	11 001
40	40 101	10 000	44	11 001	10 000	48	21 001
41	41 101	10 000	45	21 001	10 000	49	31 001
42	42 101	10 000	46	31 001	10 000	50	41 001
43	43 101	10 000	47	41 001	10 000	51	51 001
44	44 101	10 000	48	51 001	10 000	52	61 001
45	45 101	10 000	49	61 001	10 000	53	71 001
46	46 101	10 000	50	71 001	10 000	54	81 001
47	47 101	10 000	51	81 001	10 000	55	91 001
48	48 101	10 000	52	91 001	10 000	56	01 001
49	49 101	10 000	53	01 001	10 000	57	11 001
50	50 101	10 000	54	11 001	10 000	58	21 001
51	51 101	10 000	55	21 001	10 000	59	31 001
52	52 101	10 000	56	31 001	10 000	60	41 001
53	53 101	10 000	57	41 001	10 000	61	51 001
54	54 101	10 000	58	51 001	10 000	62	61 001
55	55 101	10 000	59	61 001	10 000	63	71 001
56	56 101	10 000	60	71 001	10 000	64	81 001
57	57 101	10 000	61	81 001	10 000	65	91 001
58	58 101	10 000	62	91 001	10 000	66	01 001
59	59 101	10 000	63	01 001	10 000	67	11 001
60	60 101	10 000	64	11 001	10 000	68	21 001
61	61 101	10 000	65	21 001	10 000	69	31 001
62	62 101	10 000	66	31 001	10 000	70	41 001
63	63 101	10 000	67	41 001	10 000	71	51 001
64	64 101	10 000	68	51 001	10 000	72	61 001
65	65 101	10 000	69	61 001	10 000	73	71 001
66	66 101	10 000	70	71 001	10 000	74	81 001
67	67 101	10 000	71	81 001	10 000	75	91 001
68	68 101	10 000	72	91 001	10 000	76	01 001
69	69 101	10 000	73	01 001	10 000	77	11 001
70	70 101	10 000	74	11 001	10 000	78	21 001
71	71 101	10 000	75	21 001	10 000	79	31 001
72	72 101	10 000	76	31 001	10 000	80	41 001
73	73 101	10 000	77	41 001	10 000	81	51 001
74	74 101	10 000	78	51 001	10 000	82	61 001
75	75 101	10 000	79	61 001	10 000	83	71 001
76	76 101	10 000	80	71 001	10 000	84	81 001
77	77 101	10 000	81	81 001	10 000	85	91 001
78	78 101	10 000	82	91 001	10 000	86	01 001
79	79 101	10 000	83	01 001	10 000	87	11 001
80	80 101	10 000	84	11 001	10 000	88	21 001
81	81 101	10 000	85	21 001	10 000	89	31 001
82	82 101	10 000	86	31 001	10 000	90	41 001
83	83 101	10 000	87	41 001	10 000	91	51 001
84	84 101	10 000	88	51 001	10 000	92	61 001
85	85 101	10 000	89	61 001	10 000	93	71 001
86	86 101	10 000	90	71 001	10 000	94	81 001
87	87 101	10 000	91	81 001	10 000	95	91 001
88	88 101	10 000	92	91 001	10 000	96	01 001
89	89 101	10 000	93	01 001	10 000	97	11 001
90	90 101	10 000	94	11 001	10 000	98	21 001
91	91 101	10 000	95	21 001	10 000	99	31 001
92	92 101	10 000	96	31 001	10 000	100	41 001
93	93 101	10 000	97	41 001	10 000		
94	94 101	10 000	98	51 001	10 000		
95	95 101	10 000	99	61 001	10 000		
96	96 101	10 000	100	71 001	10 000		
97	97 101	10 000		81 001	10 000		
98	98 101	10 000		91 001	10 000		
99	99 101	10 000		01 001	10 000		
100	100 101	10 000		11 001	10 000		

LOTTO

6 8 9 16 20 24 22

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAQUE

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE		DES BILLES A PAYER AUX BILLES EXTRA	
Le règlement de TAC-O-TAC ne prévoit aucun coupé (L.O. de 27/12/88)						
Le numéro			4947112		gagne	
			4 000 000,00 F			
Les numéros approchant à la centaine de mille	0	9	4	7	1	2
	1	9	4	7	1	2
	2	9	4	7	1	2
	3	9	4	7	1	2
	5	9	4	7	1	2
						gagnent 40 000,00 F
Les numéros approchant aux						gagnent
Dizaines de mille	Mille	Centaine	Dizaine	Unités		
404712	490712	494012	494702	494710	10 000,00 F	
414712	491712	494112	494722	494711		
424712	492712	494212	494732	494713		
434712	493712	494312	494742	494714		
444712	495712	494412	494752	494715		
454712	496712	494512	494762	494716		
464712	497712	494612	494772	494717		
474712	498712	494712	494782	494718		
484712	499712	494812	494792	494719		
Tous les billets se terminant par	47112		gagnent		4 000,00 F	
	7112					
	12					
	2					
					400,00 F	
					200,00 F	
					100,00 F	
TACOTAC					TRAQUE DU MEURONEN 22 JUILLET 1987	
87						75

AFFAIRES

L'accord entre Thomson et General Electric

(Suite de la première page.)

Mais si la stratégie est simple, sa concrétisation dépend totalement des occasions qui se présentent. En 1982, M. Gomez hésitait : « Je dois céder soit les télécoms soit le médical », expliquait-il au gouvernement de l'époque. Pour la CGR, un accord commercial et technologique était en négociation avec l'américain Technicare. Mais M. Jack Rallie, ministre communiste de la santé, soutenu par son parti et par M. Che-

vènement, ministre de l'Industrie, s'est opposé à toute « opération américaine » qualifiée d'abandon déguisé. La CGR fut conservée, les télécommunications cédées.

Placée sous la coupe d'une nouvelle équipe dirigeante, la CGR a relancé ses recherches, qui représentent actuellement 12 % du chiffre d'affaires. Très déficitaire en 1983 (600 millions de francs de pertes), elle a retrouvé un bénéfice d'exploitation

dès 1985 et réembauche. Toutefois, sa position dans les hôpitaux américains (45 % du marché mondial) reste insuffisante, à l'exception des appareils de mammographie. L'entreprise est solide dans la radiologie (rayons X), traditionnelle et numérique, mais reste fragile dans les nouvelles techniques (scanner et résonance magnétique nucléaire).

Dans ce secteur, l'abandon de Technicare, dont les circuits commerciaux ont été vendus à General Electric) puis surtout la reprise du britannique Picker par Philips, il y a quelques mois, ont vicié la liste des partenaires éventuels. La croissance par accord de coopération ou par acquisition rendue impossible, M. Gomez s'est convaincu que sa filiale devait être rapprochée d'un des grands.

L'occasion s'est présentée du côté de General Electric. Enorme et riche conglomérat (36,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 2,5 milliards de profits nets), GE est présent de la machine à laver au moteur d'avion, en passant par les services financiers et l'énergie. En décembre 1985, en pleine effervescence des OPA aux Etats-Unis, GE rachetait son confrère américain RCA pour 6,28 milliards de dollars, la plus grosse acquisition non pétrolière mondiale à l'époque. Dans la corbeille de la mariée, M. Welch, PDG de GE, trouvait des fabrications d'équipements militaires et la chaîne de télévision NBC qui intéresse, mais également des produits d'électronique grand public dont il ne cachait pas qu'il pourrait s'en défaire par la suite.

Malgré sa place de numéro un aux Etats-Unis (22,5 % du marché des téléviseurs et 15,4 % de celui des

M. Mitterrand ; et les négociations ont ensuite été rapidement menées.

La « reconfiguration » achevée

Epaulé par GE-RCA, Thomson double sa taille, qui devient comparable à celle de Matsushita et de Philips, les géants en ce domaine. Souvent critiqué pour une attitude peu innovatrice, le groupe français pourra reprendre l'offensive, profitant des recherches des Américains dans les tubes TV de l'avenir (écrans plats). En outre, dans la guerre mondiale des normes de la télévision haute définition, le renfort américain de GE-RCA, et on peut l'espérer de NBC, sera fort utile. Sous réserve du prix payé, l'accord présente donc de ce côté d'incontestables avantages.

La cession de la CGR risque en revanche de provoquer quelques émois dans les milieux scientifiques médicaux. L'entreprise deviendra « le pôle » de radiologie conventionnelle du groupe américain. Elle pourra sans doute mieux vendre ses matériels outre-Atlantique et au Japon. Mais les productions et recherches dans l'imagerie d'avenir vont être abandonnées.

Le choix fait par M. Gomez, quel qu'il en soit, achève ce qu'il appelle la « reconfiguration » de son groupe. Après les cessions projetées pour la fin de cette année de productions diverses (froid, coque, ingénierie), Thomson est appuyé désormais sur deux activités principales : l'électronique de défense et l'électronique grand public — environ 40 milliards de francs chacune, — et sur une troisième, les composants. Sa filiale dans ce domaine stratégique pour

En reprenant Lanerossi

Marzotto devient le premier groupe textile italien

Le groupe public ENI (office italien des hydrocarbures) a choisi, le mercredi 22 juillet, de vendre sa filiale textile Lanerossi au groupe italien Marzotto, pour 168 milliards de lire (1).

Cette privatisation met un point final à cinq mois de péripéties. L'ENI avait décidé, dès 1983, de se débarrasser de son encombrant et onéreux secteur textile, nationalisé en 1962. Le chiffre d'affaires de Lanerossi atteignait 586 milliards de lire en 1986 mais ses pertes cumulées de 1975 à 1985 dépassaient 2 000 milliards de lire, dont 82 milliards pour la seule année 1983.

Mais ce n'est qu'en février 1987 que l'ENI prenait officiellement la décision de vendre Lanerossi. Le dossier fut confié à Faribus, chargé d'estimer la valeur de l'entreprise et de recueillir les candidatures.

Le groupe Lanerossi, qui emploie 7000 salariés, est constitué en quatre sociétés : Lanerossi (peignage, tissage, filature de la laine), 2 900 salariés ; Mariane (filature et tissage de la laine), 523 salariés ; Cotoni di Sordio (filature et tissage du coton, vêtements de travail), 955 salariés ; enfin Lebolemoda (confection), 2 600 salariés. La situation de Lanerossi a été assombrie par la débauche de 1 450 milliards de lire, et les propositions des candidats restant inférieures à son attendu. D'autre part, le groupe refusait de mettre dans la corbeille les 140 milliards de lire de pertes antérieures à la vente, dont la déduction fiscale est autorisée par la législation italienne, et ne cachait pas sa préférence pour une solution italienne.

Après un dernier délai de vingt-quatre heures, c'est finalement Marzotto qui a fait la proposition la plus intéressante et a été choisi par l'ENI. Selon le porte-parole du groupe, la société, qui avait fixé un prix plancher de 166 milliards de lire, « n'a pas fait une mauvaise affaire ; il convient en effet d'ajouter aux 168 milliards de lire, prix de la vente, les 140 milliards de crédits fiscaux », qu'elle a décidé de conserver.

La société textile ainsi formée par le rachat de Lanerossi sera le premier groupe italien, avec 1 300 milliards de lire de chiffre d'affaires et 14 000 salariés. Mais le dossier n'est pas encore clos : jeudi 23 juillet, l'ENI devait rencontrer les syndicats, afin de les rassurer sur l'avenir de l'entreprise. Quant à Marzotto, rien ne l'empêche de chercher des partenaires pour certaines des activités de Lanerossi.

Les candidats étaient plus intéressés par la filature Lanerossi, bénéficiaire de 6,2 milliards de lire en 1986, que par les « canards boiteux » de la holding : Mariane (1,5 milliard de lire de pertes en 1986), Cotoni di Sordio (1,3 milliard de lire de pertes en 1986).

Quant à l'entreprise de prêt-à-porter Lebolemoda, ses résultats (bénéficiaires de 0,5 % milliards de lire en 1986) étaient jugés trop fragiles. L'ENI décidait donc de vendre la société en bloc. Ainsi le groupe Benetton avait-il rendu public, il y a quelques semaines, une proposition de rachat conjointe avec le financier Fabio Inghirami (société Cantoni).

Les négociations ont donc été difficiles. L'ENI affirmait que l'estimation faite par Faribus (150 milliards de lire) et les propositions des candidats restant inférieures à son attendu. D'autre part, le groupe refusait de mettre dans la corbeille les 140 milliards de lire de pertes antérieures à la vente, dont la déduction fiscale est autorisée par la législation italienne, et ne cachait pas sa préférence pour une solution italienne.

Après un dernier délai de vingt-quatre heures, c'est finalement Marzotto qui a fait la proposition la plus intéressante et a été choisi par l'ENI. Selon le porte-parole du groupe, la société, qui avait fixé un prix plancher de 166 milliards de lire, « n'a pas fait une mauvaise affaire ; il convient en effet d'ajouter aux 168 milliards de lire, prix de la vente, les 140 milliards de crédits fiscaux », qu'elle a décidé de conserver.

La société textile ainsi formée par le rachat de Lanerossi sera le premier groupe italien, avec 1 300 milliards de lire de chiffre d'affaires et 14 000 salariés. Mais le dossier n'est pas encore clos : jeudi 23 juillet, l'ENI devait rencontrer les syndicats, afin de les rassurer sur l'avenir de l'entreprise. Quant à Marzotto, rien ne l'empêche de chercher des partenaires pour certaines des activités de Lanerossi.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) 1 000 lire = 4,60 F.

Le vent du large

L'industrie française part à la conquête des territoires étrangers, et tout spécialement des Etats-Unis. Phénomène récent, cette offensive internationale est confirmée de façon éclatante par le rachat de l'américain General Electric par Thomson. Le groupe présidé par M. Alain Gomez allonge ainsi la liste des acquisitions réalisées depuis peu par ses pairs : la téléphonie d'ITT reprise par la Compagnie générale d'électricité, les gaz industriels de Big Three Industries par L'Air liquide, l'informatique d'Honeywell par Bull, l'agrochimie d'Union Carbide par Rhône-Poulenc... sans oublier les composants de Mostek rachetés l'année dernière par le même Thomson.

Il y avait bien longtemps que les entreprises françaises n'avaient fait preuve d'un tel tonus. Les deux dernières grosses opérations remontent au début des années 1980, avec l'arrivée de Renault chez American Motors et la reprise de Texas Gulf par Elf, et elles ne passent pas pour des réussites exemplaires. La revente par Renault de sa participation américaine à Chrysler est la pour le prouver.

Il en va tout autrement aujourd'hui. L'assaut mené par les groupes français marque le renouveau de certaines industries et témoigne, s'il en était besoin, du caractère plus complexe que dénotait par certains du « déclin industriel français ». Beaucoup de ces groupes étaient pourtant au plus bas il y a cinq ans. Destinés à devenir le fer de lance de l'économie française par la nationalisation de 1982, ils apportèrent au début au secteur public déficit, endettement et non-compétitivité. Même si la tutelle de l'Etat fut parfois — moins qu'on ne l'a dit — tatillonne et, elle ne s'exerça pas toujours à bon escient, tout est de reconstruire, sans les apports massifs d'argent frais que l'actionnaire public fit à Pechiney, Rhône-Poulenc, Thomson, Bull... aucun ne présenterait de situation financière aussi saine.

Dotés d'un propriétaire unique et soutenus par la politique industrielle volontariste menée par les socialistes à leur arrivée au pouvoir, ces groupes purent entamer, même avec retard, des restructurations qui leur permirent de devenir les champions nationaux de leur secteur : CGE pour le téléphone, Bull pour l'informatique, Thomson pour l'électronique militaire et grand

public, Rhône-Poulenc dans la chimie fine...

Champions nationaux, ils étaient cependant bien trop petits au niveau international alors même que leurs marchés se sont mondialisés. Ils étaient singulièrement absents des Etats-Unis, qui ont l'avantage de représenter à eux seuls le tiers du marché mondial en un bloc homogène.

Baisse du dollar

L'amélioration de leur situation financière leur permet de combler une partie de leur retard. Elle tombe au bon moment. La baisse du dollar rend moins coûteuses les acquisitions aux Etats-Unis, au moment même où les groupes américains choisissent de se concentrer sur leurs principaux secteurs d'activité et élargissent des branches entières dans leur volonté d'assurer leur compétitivité face à leurs concurrents japonais surtout.

Les nouveaux conquérants français bénéficient aussi d'un climat général de plus grande liberté laissée aux entreprises. Déjà, l'arrivée de M. Laurent Fabius au ministère de l'Industrie avait donné aux groupes publics une plus grande autonomie de gestion et de décision. La venue en mars 1986 d'un gouvernement se déclarant libéral ne pouvait que conforter cette évolution. Sans doute la privatisation facilitée-t-elle les acquisitions menées par les groupes français. Elle les rend en tout cas plus acceptables aux yeux des étrangers, et notamment des Américains, qui n'ont jamais très bien compris le statut public des grandes entreprises françaises.

Mais, plus que le retour au privé — qui n'est pas effectif pour Thomson, Bull ou Rhône-Poulenc, — c'est l'ouverture de la France aux étrangers qui favorise en contrepartie les assauts français à l'extérieur. L'entrée d'un De Benedetti chez Valeo, premier équipementier automobile de l'Hexagone, même après bien des difficultés, est désormais donnée comme symbole de ce nouvel état d'esprit qui — pour placer la France dans le peloton de tête des grandes puissances industrielles — accepte de s'exposer au vent du large. Reste à savoir si l'internationalisation de l'industrie française contribuera à l'amélioration du commerce extérieur national.

CLAIRE BLANDIN.

REPÈRES

Consommation

Tassement des achats de produits manufacturés

En juin, la consommation des ménages en produits manufacturés a de nouveau connu un très léger recul en France. Confirmant la tendance à l'effritement observée depuis le début de l'année, annonce l'INSEE. Durant ce mois, le net recul des achats en biens durables l'a emporté sur la petite amélioration de la consommation d'autres produits manufacturés. Après la quasi-stagnation de mai, l'indice s'inscrit en baisse de 2 % en juin ramenant les achats des ménages français à 46,82 milliards de francs 1980 contre 46,77 milliards un mois auparavant. La baisse touche tous les produits, même l'électroménager, qui en mai avait connu une reprise.

Production industrielle

Très lente remontée en mai

Les indices de la production industrielle publiés par l'INSEE font apparaître une très lente remontée. En mai, et sur la base 100 en 1980, l'indice général de la production industrielle (hors bâtiment) s'inscrit à

103, en données corrigées des variations saisonnières. La tendance à une laborieuse amélioration se poursuit ainsi depuis le début de l'année. En moyenne mobile sur trois mois, l'indice, qui atteignait 101 pour la période janvier-mars, passe à 102 pour février-avril et 103 pour mai-mai.

Inflation

Hausse des prix américains de 0,4 %

Les prix de détail ont augmenté de 0,4 % en juin contre 0,3 % en mai, annonce le Département américain du travail. Cette progression porte l'inflation des six premiers mois de 1987 à 5,4 % en rythme annuel, le plus élevé depuis cinq ans. Sensible, l'accélération de la hausse des prix s'explique notamment par la remontée des cours du pétrole. Si la même tendance devait se poursuivre jusqu'à la fin de l'année, elle pourrait poser « à nouveau un sérieux problème », a souligné devant la Chambre des représentants, le président parlant de la réserve fédérale, M. Paul Volcker. Un risque limité si l'on en croit l'évolution des prix de gros censés préfigurer celle des prix de détail. Leur progression atteint 0,2 % en juin contre 0,3 % en mai et 4,5 % en rythme annuel durant les six premiers mois de l'année.

Les grands de l'électronique médicale

(en millions de dollars, chiffres 1986)

1) General Electric (Etats-Unis)	1 500	2 200
Compagnie générale de radiologie (France)	700	
2) Philips (Pays-Bas)	1 300	1 970
Pickar (Grande-Bretagne)	670	
3) Siemens (RFA)	1 900	
4) Toshiba (Japon)	1 000	
5) Hitachi (Japon)	500	

Les grands de la télévision couleur

(part du marché mondial en %)

1) Matsushita (Japon)	17,2	
2) Philips (Pays-Bas)	13,8	16,9
Grundig (RFA)	3,1	
3) Thomson (France)	7,1	14,6
GE-RCA (Etats-Unis)	9,5	
4) Sony (Japon)	9,7	
5) Sanyo (Japon)	7,7	

Source : B.I.P.E.

magnétoscopes) et un résultat à l'équilibre, GE-RCA reste en effet limité à sa base nationale. Lui aussi devait trouver une « taille critique ». Or le tour d'horizon des candidats potentiels était simple. Les Japonais ? Ils ne sont guère en odeur de sainteté outre-Atlantique comme en témoigne « l'affaire Toshiba ». Philips, déjà détenteur de 10 % du marché local de la TV ? Les autorités antitrust risquaient de s'y opposer, de même qu'à un rapprochement avec Zenith, le numéro deux américain (15 % du marché). Restait... Thomson, avec qui les liens techniques sont d'ailleurs aussi anciens qu'étroits : la télévision couleur en France a été lancée avec des brevets RCA, et les accords de licences pour les tubes ont été renouvelés depuis.

Mais, côté français, l'accord n'a pu être envisagé favorablement que récemment. D'abord parce que Thomson n'avait, avant d'achever son redressement, guère de moyens financiers. Ensuite, parce que M. Gomez hésitait sur la marche à suivre dans ce secteur (« Le Monde Affaires » du 27 juin). Impressionné par l'apparente invincibilité des Japonais et tenté par un accord avec Toshiba, le PDG n'a finalement opté pour la poursuite d'une politique active d'acquisition qu'au début 1987. La démonstration en a été faite en juin avec la reprise du britannique Thorn-EMI-Ferguson, qui lui ouvrait les portes du marché outre-Manche. Mais cette acquisition cachait l'autre, beaucoup plus vaste. Les premières conversations avec GE ont été entamées il y a peu, début juin, à l'occasion d'une première visite de M. Welch à Paris, puis d'une seconde lorsqu'il a été décoré de la Légion d'honneur par

les deux autres a été mariée au printemps au groupe public italien SGS (accord à 50/50 pour créer une nouvelle société nommée UNISEM), pour atteindre là encore une « taille critique ». Reconfiguration sectorielle mais aussi géographique : le groupe réalise désormais quelque 30 % de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis, contre presque rien en 1982.

ERIC LE BOUCHER.

TRANSPORTS

L'Etat et la société maritime Louis-Dreyfus signent un contrat de compétitivité

M. Ambroise Guellac, secrétaire d'Etat à la mer, et Philippe Poirier d'Orsay, directeur général de la Compagnie maritime Louis-Dreyfus, ont signé le mardi 21 juillet un contrat aux termes duquel, en fonction de certains engagements pris par l'entreprise pour améliorer sa compétitivité, l'Etat lui accordera une subvention dénommée « aide structurelle ». Il s'agit du premier contrat de ce genre pris en application du plan de développement de la marine marchande, décidé l'an dernier par le gouvernement et précisé par une circulaire parue au *Journal officiel* du 24 mars 1987.

D'autres conventions comparables sont quasiment prêtes et pourraient être signées dans les prochains jours avec l'armement Lary de Sète, spécialisé dans le transport des vins, et avec la société Marseille-Fret, qui connaît actuellement une certaine expansion. Avant la fin septembre, au vu des dossiers déposés auprès de l'administration, une quinzaine d'entreprises de transport maritime

pourraient être liées par une convention à l'Etat. Ces contrats portent sur deux ans (1987-1988). L'Etat a prévu une enveloppe globale de quelque 250 millions de francs.

La société Louis-Dreyfus, l'un des plus importants armements mondiaux dans le secteur du transport des marchandises en vrac comme le grain, le charbon, s'engage à maintenir une partie de sa flotte sous pavillon français et à ne pas licencier de personnel.

Ni la direction de Louis-Dreyfus, ni M. Guellac ne sont disposés à faire connaître le montant de l'aide de l'Etat, « qui doit rester secret », selon les deux partenaires. « L'Etat relève de la confidentialité de la vie des affaires ». Ce qui autorise évidemment toutes les interprétations sur les critères qui président à l'attribution des crédits publics aux entreprises privées...

F. G.

Grève des hôtesse et stewards d'UTA. — A l'appel du Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), des hôtesse et stewards de la compagnie UTA se sont mis en grève, à partir du mercredi 22 juillet et jusqu'au samedi 25 à midi, pour obtenir un alignement des conditions de travail et de salaire des personnels basés dans le Pacifique sur ceux de leurs collègues basés à Paris. Selon la direction, cette grève a été déclenchée sans préavis, mais elle ne devrait pas perturber les vols prévus.

ERRATUM. — Contrairement à ce qui était indiqué dans nos premières éditions datées du jeudi 23 juillet, ce n'est pas le quart du capital d'Air France qui sera mis sur le marché financier, mais 16 %, dont 10 % environ seront réservés au personnel. L'entretien avec M. Jacques Friedmann, président de la compagnie, qui suivait, comportait des pourcentages corrects.

Déficit
33,6 milliards

Le problème des accidents de travail

Le 23 juillet, le ministre de l'Industrie, Laurent Fabius, a annoncé que le gouvernement envisageait de modifier la législation relative aux accidents de travail. Cette mesure vise à améliorer la protection des salariés et à renforcer les obligations des employeurs en matière de sécurité.

Le 23 juillet, le ministre de l'Industrie, Laurent Fabius, a annoncé que le gouvernement envisageait de modifier la législation relative aux accidents de travail. Cette mesure vise à améliorer la protection des salariés et à renforcer les obligations des employeurs en matière de sécurité.

Le 23 juillet, le ministre de l'Industrie, Laurent Fabius, a annoncé que le gouvernement envisageait de modifier la législation relative aux accidents de travail. Cette mesure vise à améliorer la protection des salariés et à renforcer les obligations des employeurs en matière de sécurité.

FINANCIERS ET SOCIÉTÉS

Le 23 juillet, le ministre de l'Industrie, Laurent Fabius, a annoncé que le gouvernement envisageait de modifier la législation relative aux accidents de travail. Cette mesure vise à améliorer la protection des salariés et à renforcer les obligations des employeurs en matière de sécurité.

Economie

SOCIAL

Déficit de la Sécurité sociale : 33,6 milliards de francs en 1988

(Suite de la première page.)

En fait, les mesures n'ont pas été à la hauteur du besoin de financement : l'exercice 1987 supporte les conséquences du déficit de l'année 1986, marquée par une très forte hausse des dépenses (+ 5,9 % en francs constants), après la pause des années précédentes qui avait pu faire illusion. Et malgré le plan Séguin d'économies sur l'assurance-maladie, la croissance des dépenses (3,2 % en volume) dépassera nettement celle des recettes en 1988.

● **ASSURANCE - VIEILLESSE** — La progression la plus forte demeure celle de l'assurance-vieillesse. L'effet du passage à la retraite de salariés ayant eu des carrières plus longues et des rémunérations plus élevées — notamment les femmes — est accentué par l'abaissement à soixante ans de l'âge de la retraite à taux plein, mesure qui accroît le nombre des pensionnés versés (le nombre des pensions versées a dépassé six millions en 1985). Il coïncide aussi avec des sorties massives de préretraités en garantie de ressources : 100 000 encore en 1987 contre 120 000 en 1985. Celle-ci ne devrait — enfin — diminuer sensiblement qu'en 1988, tombant cette fois à moins de 60 000.

Cette évolution n'est que partiellement compensée par la décroissance des pensions de réversion ou d'invalidité. Aussi les dépenses d'assurance-vieillesse devraient-elles encore augmenter de près de 5 % en

volume en 1987 et d'à peine autant en 1988 : ce n'est qu'ensuite que s'amorcerait vraiment une descente qui ramènerait normalement la progression à 2 % environ en volume en dix ans.

● **ASSURANCE-MALADIE** — Second poste sensible, l'assurance-maladie connaît une évolution plus heurtée. La faible croissance prévue en 1987 (3,7 % en francs constants) résulte pour une part du « contre-effet » du décalage des versements des caisses aux hôpitaux publics entre décembre 1985 et janvier 1986, qui avait artificiellement gonflé le taux de croissance en 1986. Ces versements n'augmenteraient que de 4,2 % en 1987 (soit 1,7 % en francs constants).

Elle tient d'autre part à l'effet mécanique du plan Séguin d'économies. Malgré le retard enregistré dans l'application, celui-ci devrait, selon le rapport, économiser 4,5 milliards de francs à la Caisse nationale d'assurance-maladie : essentiellement sur les dépenses en pharmacie, à un moindre degré sur les honoraires, les autres prescriptions (analyses, actes d'auxiliaires médicaux) et l'hospitalisation.

Pour l'année prochaine, le rapport se montre prudent : il prévoit une évolution un peu plus forte que celle de 1987 sur l'hospitalisation : + 2,4 % en volume. Pour la médecine de ville, la projection fondée sur l'évolution moyenne des cinq dernières années corrigée des effets attendus du plan Séguin (8 milliards de francs) aboutit encore à une croissance supérieure à 6 %, soit 4 % en volume. Signe que le plan Séguin, s'il a réduit la dépense, ne peut, à lui seul, que faiblement infléchir la tendance, au moins sur le court terme.

Une trésorerie défaillante

● **BRANCHE FAMILLE** — Quant à la branche famille, elle resterait équilibrée en 1987 comme en 1986 : en volume, l'augmentation des dépenses serait très faible. Cela est dû notamment à l'évolution démographique, qui fait diminuer le nombre d'enfants par famille bénéficiaire.

D'autre part, l'entrée en vigueur du « plan famille » se traduit en 1987 par 1,4 milliard de francs d'économies sur certaines prestations tandis que la montée en charge de la nouvelle allocation parentale d'éducation se révèle plus lente que prévue. Cela a amené les rapporteurs à réduire de 20 % l'objectif attendu en fin d'année.

L'évolution peut-elle s'écarter de ces prévisions ? En 1987, il y a

peu de chances que cet écart porte sur les recettes, mieux suivies aujourd'hui, ni même sur les dépenses, dont les prévisions sont faites à partir des cinq premiers mois de l'année : les chiffres de la Caisse nationale d'assurance-maladie, par exemple, montrent déjà une décadence sensible de la médecine de ville. Seule pourrait varier l'évolution des dépenses d'hospitalisation ou de quelques prestations familiales.

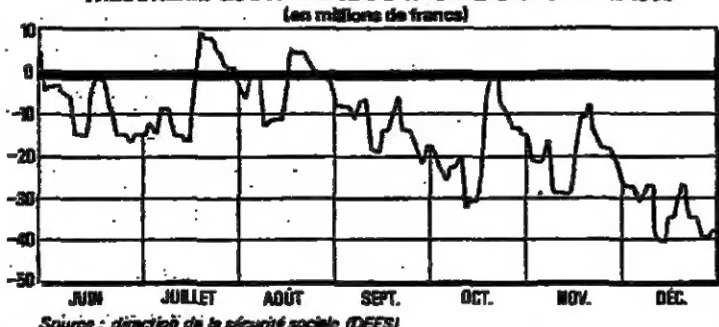
Pour 1988, la marge est un peu plus importante. Les recettes sont calculées aujourd'hui en fonction des hypothèses économiques du gouvernement prévoyant une hausse des prix de 2,5 % en 1987 et de 2 % en 1988, chiffres qui seront vraisemblablement dépassés. Cela pourrait entraîner certains rattrapages de salaires en fin d'année 1987 ou au début de 1988, année électorale. Cela accroîtrait d'autant les rentrées de cotisations en 1988 mais pourrait, à l'inverse, entraîner d'autres rattrapages sur les retraites et les allocations familiales supérieures à ceux que prévoit déjà le rapport. Sans parler des revendications des médecins.

En matière d'assurance-maladie, deux incertitudes demeurent. Sur l'évolution des prix des médicaments : les pouvoirs publics n'ont accordé, en 1987, que des augmentations sur les médicaments les moins chers, compensés par des baisses de prix sur d'autres. Donnera-t-on davantage ? Sur les versements aux hôpitaux, plus importants en raison de leur poids, la « dérive » pourrait dépasser les prévisions.

Ces incertitudes ne peuvent guère modifier, en tout cas, l'évolution générale de la trésorerie en 1988. Celle-ci sera presque toujours négative en juin 1988 et à partir du mois de septembre suivant : le coût dépasserait largement le montant des avances autorisées de la Caisse des dépôts (8,5 milliards de francs). Pourra-t-on se contenter d'avancer les versements de l'Etat sachant que des mesures prises par le gouvernement après l'élection présidentielle ne pourraient entrer en vigueur qu'en septembre au plus tôt ?

GUY HERZLICH.

TRÉSORERIE QUOTIDIENNE DU RÉGIME GÉNÉRAL EN 1988



Source : direction de la sécurité sociale (DESS)

Les mystères des hôpitaux

Les résultats « quasi définitifs » de l'exercice 1986 donnés par le rapport montrent un déficit de 19,9 milliards de francs pour le régime général. Celui-ci a bénéficié de 696,1 milliards de francs de recettes, soit 4,3 milliards de plus que prévu en décembre 1985 : le plus gros (2,5 milliards) provient du relèvement de 0,7 point de la cotisation vieillesse décidé en juin 1986. Les prévisions suivent donc mieux l'évolution des cotisations en période de déflation.

Quant aux dépenses, pour la branche vieillesse, elles se sont élevées à 192,5 milliards de francs (+ 9 % par rapport à 1985). Ce chiffre n'est supérieur que de 1,5 milliard de francs aux prévisions de décembre 1985. Pour la branche famille (188,8 milliards de francs, soit + 8 %), la différence est du même ordre ; sur la branche maladie (363,7 milliards de francs, soit + 10 %), elle est de 10,8 milliards.

Cette différence fait l'objet de vifs débats avec les socialistes. Le gouvernement actuel les a accusés d'avoir volontairement sous-estimé les dépenses ; les socialistes répliquent aujourd'hui en accusant le gouvernement de

les avoir laissés « filer ». En fait les 10 milliards correspondent à la différence d'appréciation entre M^{me} Duflo, ministre des affaires sociales, et M. Bérégovoy, ministre de l'économie (le Monde du 24 décembre 1985), notamment sur l'évolution de la médecine de ville.

Mais le débat reste ouvert sur l'hospitalisation. Le rapport constate des « zones d'ombre » sur ce point. L'augmentation des dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie est inexpliquée pour 1,4 point, soit environ 2 milliards de francs. Cette « dérive » pourrait provenir d'une tendance des hôpitaux à négliger les recettes autres que le « budget global » versé par les caisses et d'une augmentation des dépenses à la faveur d'un élargissement du champ de celui-ci, en même temps que d'une évolution des hôpitaux vers des interventions plus techniques. Elle montre en tout cas que le secteur demeure mal maîtrisé, ce qui a incité les rapporteurs à prévoir, d'ores et déjà une « dérive » de 0,4 point en 1987, s'ajoutant au relèvement de la cotisation de retraite des agents hospitaliers (1,3 point).

ÉTRANGER

Accès de faiblesse de la livre et de la Bourse

Très forte dégradation du commerce extérieur britannique

La balance des paiements courants britannique a enregistré un déficit de 561 millions de livres en mai, le plus mauvais résultat depuis août dernier et le déclenchement d'une crise de la livre sterling. Après l'excédent de 96 millions en avril, ce déficit a pris par surprise les marchés financiers et boursiers, entraînant, le mercredi 22 juillet, une chute brutale de la devise britannique à 1,5920 dollar et un record absolu de baisse (2,1 %) du Stock Exchange. Le jeudi 23 juillet, la livre remontait doucement à 1,60 dollar mais les Britanniques restent inquiets pour l'avenir.

La Grande-Bretagne est-elle en train de renouer avec ses vieux démons ? La recrudescence de la balance

des paiements courants, provoquée par le doublement, en un mois, du déficit commercial, justifie la question, même s'il est trop tôt pour apporter une réponse fiable. Les Britanniques sont régulièrement confrontés au problème d'une poussée des importations lorsque la croissance et la consommation intérieure s'accroissent. Cela pourrait être à nouveau le cas. Le déficit de la balance commerciale de mai, porté à 1 161 millions de livres, contre 504 millions en avril, correspond à une dégradation des exportations comme des importations qui préoccupe les analystes : les ventes à l'étranger ont chuté de 4,5 %, alors que les achats progressaient de 3,7 %. Certes, cette tendance recouvre un fait attendu par chacun, la détérioration de la balance pétrolière. L'excédent dégagé dans ce secteur n'a représenté que 361 mil-

lions de livres, contre 419 millions en avril, mais 215 millions en mai 1986, avant la remontée des cours pétroliers.

Les chiffres de mai sont en outre quelque peu faussés, pour les exportations de pétrole, par l'accumulation des stocks à la veille des travaux d'entretien saisonniers des plateformes en mer du Nord. Mais l'élément le plus inquiétant ne vient pas du secteur énergétique, dont l'amenuisement des bénéfices pour les comptes extérieurs britanniques est un fait assimilé de longue date par les économistes, mais bien du solde des produits manufacturés, qui a fait apparaître, en mai, une forte progression de 9 % des importations. Le boom de la consommation, confirmé par l'indice de juin, qui a fait apparaître une remontée de 3,1 % en juin, profite à nouveau aux produits étrangers.

Le Monde

ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

BORDEAUX L'ATELIER INDUSTRIEL AERONAUTIQUE DE BORDEAUX

chargé de la maintenance
des turboréacteurs d'avions militaires

recherche pour participer au développement
des secteurs du département PRODUCTION

INGENIEURS ENSICA, ENI...

débutants ou 2 à 3 ans d'expérience
pour le poste :

Adjoint au Chef d'un service de 60 à 100 personnes
Réf. BX/AP/22

Ces fonctions qui font appel au sens des responsabilités, à des qualités de gestionnaires et au travail en équipe permettront aux candidats d'évoluer dans un secteur de haute technicité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo
en précisant la référence à : PIERRE LICHOU S.A.
10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

Lycee technique recherche un
enseignant comptabilité, économie, gestion général : DECS
ou équivalent pour BTS informatique de gestion. Tél. pour
rendre-vous : 48-55-57-22.

Recherches DIRECTEUR(Trice)

pour maison familiale de
vacances en Savoie, 180 lits.
Période du 10-12/20-04-87.
Exp. et références souhaitées.

Envoyer c.v. + photo
+ références à :
CENTRE DE LOISIRS
PLEIN AIR UCI
B.P. 19, 28, rue d'Anglet, 59006 LILLE Cedex.

villegiature

Sur les collines de Vallauris
VUE SUR MER
A louer vacances au mois.
Au 1^{er} étage : grand 2 pièces,
cuisine. Confort et calme.
Pouvant loger 4 personnes et
2 enfants. Libre à partir du
1^{er} septembre. Prix abordable.
Renseignements :
Tél. : (16) 83-84-10-29.
M. CARON.

CANNES JUIL. AOUT.
SEPT. studios 2 p. et 3 p.
bord mer, terrasse, vue mer.
A.P. (16) 83-84-28 A.M.

CANNES-MER
7 pers., 15-30 août, 6 000 F.
C.C.T. 48-11-08-79 ap. 18 h.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

2^e arrdt
LES HALLES
Superbe 2 p. et ch. confort.
630 000 F. Tél. 43-44-43-57.

3^e arrdt
ARTS & MÉTIERS
Studio, douche, w.c.
Exceptionnel 172 000 F.
Immo Marcadet 42-82-01-82.

5^e arrdt
GLACIÈRE Récent, très beau
studio tout confort, ascenseur.
375 000 F. Tél. 43-22-01-35.

6^e arrdt
SUR LA PLACE
SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
VOLUME EXCEPTIONNEL
70 m², poutres, soliel, très
bonne rénovation, parking
ESPACE NON CONVENTIONNEL.
Exclusivité 40-55-02-08.

ST-SULPICE
Bel imm. 2 p. et ch. 3 p. et ch.
1 800 000 F. - 43-44-43-57.

14^e arrdt
MONTBOURIS près gare 2 p.,
w.c., douche, plein soliel,
370 000 F. Tél. 43-22-01-35.

15^e arrdt
MAIRIE
3 pièces confort, b. de 2.
Exclusivité ALIN 48-38-75-50.

18^e arrdt
NP MARCADET
2 pièces confort 195 000 F.
PLACE ALBERT-ROUX
2 pièces et ch. 245 000 F.
Gd studio 11 ch. 275 000 F.
Immo Marcadet 42-82-01-82.

19^e arrdt
PLACE DES FÊTES
4 pièces tout confort 83 m² +
60 m² terrasse, jardin, box,
cave, s'écoul. 1 180 000 F.
Immo Marcadet 42-82-01-82.

locations meublées offres

Paris

QUARTIER MARAIS
près place des Vosges
7 et 7 bis, rue Saint-Gilles.
Immeuble de grand standing
42 APPARTEMENTS
personnalisés sur 6 étages
STUDIOS
avec cuisines équipées de
27 à 33 m², loyer mensuel
de 3 150 F. à 3 800 F.
2 PIÈCES
de 51 à 64 m², loyer mensuel
de 5 500 F. à 5 700 F.
3 PIÈCES
de 64 à 79 m², loyer mensuel
de 6 850 F. à 8 800 F.
4 PIÈCES
de 91 à 99 m², loyer mensuel
de 9 450 F. à 10 350 F.
5 PIÈCES
de 95 à 101 m², loyer mensuel
de 12 000 F. à 13 000 F.
Parking et charges en sus.
Chauffage électrique individuel.
Livraison octobre 1987.
Candidature à adresser à
COFFMEG 211, bd Vincent-
Auriol, 75013 Paris.

Paris

PL. MALESHERBES
Très bel imm. ancien 2^e étage
gauche, 4 p. et ch., 140 m², très
bon état, 17 000 F. + ch. ; gd
2 p. et ch., 75 m², très bon état,
7 000 F. + ch. ; studio cft.
38 m², très bon état, 3 500 F.
+ ch. Tél. : 45-22-58-92
SEGECO marit.

Paris

AV. FOCH TERRASSE 7^e ét.
acc. sécur. 2 chbres, 9 000 F.
MEL 43-25-60-80.

Paris

PLACE PANTHÉON
Inmeuble bourgeois 6 pièces
cuis., 2 bns, balcon, 2 cham-
bres servies, 25 000 + 3 000.
Gd studio 11 ch. 24-7 de
800 F. ch. + par. 500 F. 48-
22-88-92 SEGECO marit.

Paris

Région parisienne
NEUILLY PÉRONNET dans petit
pav. mod. entouré vert. Agré-
able 2 p. et ch., 1^{er} et 2^e ét.
800 F. ch. + par. 500 F. 48-
22-88-92 SEGECO marit.

Province

Loire XP F-FAIRE 3 pièces
80 m², état neuf, chauff. indiv.
gaz, 5^e étage vers ascenseur,
8 000 F. Visite s/pl. le 24-7 de
13 h à 15 h. Cab. Bouchardon
54-78-10-31.

propriétés

Venda Drôme (farms en pierre,
120 m² sol. Bâtements agrés,
180 m² gros œuvre ext. rest.,
cuisine neuve, terrain 5,50 ha,
bois, prairie, 20 km Est Mont-
liser. 800 000. 75-90-45-73.

maisons de campagne

A SAISIR

VO CAUSE DÉCÈS
NEMOURS
S/TERR. 5 000 m² PAYSAGE
CLOS, BELLE FERME GAT-
NAISE, pierres, tuiles, pays,
200 m², 7 p., bns, w.c.,
chauffage, dépend., + grande
accorde. Prix total 399 000 F.
crédit 100 % sans apport.
PAYABLE COMME UN LOYER.
18-38-02-72-32, à ap. 20 h :
18-38-86-22-28, 24 h/24 h.

SAINT-CLOUD

RUE ARMEGAUD, pavill.,
décor, salon, 3 chbres, garage,
jardin. Tél. : 45-83-85-60.

bureaux

Locations

Déménagement depuis 80 F/m²,
Paris 1^{er} ou 8^e ou 12^e ou 15^e.
Constat. SARI. 1 500 F/HT.
INTERCOM - 43-40-68-50.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétaires, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix comp. Délais rapides.
ASPA 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL

Constitutions de sociétés et
tous services, 43-65-17-50.

fonds de commerce

Locations

MURS LIBRES
Près rue du Poteau, 18^e
CAFÉ-RESTAURANT
exceptionnel : 260 000 F.
Immo Marcadet 42-82-01-82.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FINANCIÈRE DE PARIS

Développement de l'activité
du groupe au premier semestre

Le conseil d'administration de la
Compagnie financière de Paris, lors de
sa séance du 20 juillet 1987, a pris
connaissance de l'évolution de l'activité
et des résultats, pour les six premiers
mois de l'exercice, de l'ensemble de ses
filiales et participations.

Tous les secteurs d'intervention partici-
pent au développement, la croissance
et les résultats étant particulièrement
satisfaisants dans le domaine des opéra-
tions de marché et de gestion de trésorerie
et de Delta Banque, comme dans
celui du financement de l'équipement
des entreprises qui concernent les
sociétés Cécico.

Le résultat d'exploitation de l'ensem-
ble est en augmentation de plus de 15 %
sur celui réalisé au cours des six pre-
miers mois de 1986.

مكتبة الأمل

Economie

ÉTRANGER

Buenos-Aires tient ses engagements auprès de ses créanciers

L'Argentine se dote d'un nouveau plan d'austérité

A six semaines des élections législatives, le gouvernement argentin a franchi un pas difficile en annonçant, le lundi 20 juillet, un sévère plan d'assainissement économique. Pain béni pour l'opposition, ce plan a été immédiatement dénoncé comme celui d'une austérité imposée de l'extérieur, autrement dit par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Mais l'équipe au pouvoir à Buenos-Aires n'avait guère le choix. La situation lui imposait des mesures de redressement. Les engagements pris depuis avril dernier auprès de ses créanciers étaient.

C'est en effet sur la promesse de mesures impopulaires mais jugées salutaires que l'Argentine, appelée à voir sa dette extérieure atteindre 54 milliards de dollars à la fin de 1987, a obtenu un montage financier aussi large qu'original (le Monde du 22 mai). Le refinancement de 30,25 milliards de dollars d'échéances, obtenu le 15 avril du comité de coordination représentant quelque trois cent cinquante banques créancières, s'accompagnait notamment d'un apport de 1,95 milliard de dollars d'argent frais dont le pays a le plus urgent besoin. Sa concrétisation a été d'une rapidité inhabituelle en ces temps de réticences du monde bancaire à l'égard des pays surendettés du tiers-monde.

L'une des nouveautés introduites dans l'accord « à la carte » proposé aux banques, une commission de trois huitièmes de point pour celles

qui y souscrivaient avant le 17 juillet, a été des plus efficaces. Alors qu'il avait fallu plus de six mois pour réunir un nombre suffisant de confirmations pour atteindre la « masse critique » au déclenchement de l'accord avec le Mexique, le tout a été bouclé en trois mois, le 10 juillet, avec l'Argentine. Un fait souligné comme encourageant par ceux qu'inquiète le nouvel engagement des banques, notamment américaines, britanniques et bientôt japonaises pour des provisions pour créances douteuses limitant sérieusement leur appétit à l'égard de nouveaux engagements dans les pays en développement.

Assuré d'un soutien international essentiel, le plus dur restait à faire pour le ministre de l'économie, M. Juan Sorrouille : faire passer dans les faits les engagements pris auprès du FMI dans une traditionnelle lettre d'intention permettant à Buenos-Aires de bénéficier des premiers crédits de cette institution ainsi que des 2 milliards de dollars promis par la Banque Mondiale. Cette lettre d'intention prévoyait notamment une augmentation de la pression fiscale de plus de 5 points du produit intérieur brut, un relèvement des tarifs publics, une plus grande liberté d'importation, une accélération de la privatisation et une politique monétaire restrictive. Seul élément « non négociable », l'objectif de croissance reste fixé à 4 % pour cette année. Ce pro-

gramme est largement devenu réalité avec le plan dévoilé le 20 juillet pour lutter contre les méfaits d'un modèle décrit par M. Sorrouille comme « populiste, de facilité, centraliste et étatisse ».

Restructuration de la compagnie pétrolière d'Etat Yacimientos Petrolíferos Fiscales (YPF) et fixation des prix intérieurs des hydrocarbures sur la base des cours du marché international, redéfinition du système bancaire, relèvement dès le 21 juillet des tarifs des transports publics et des combustibles, abandon du renflouement systématique par l'Etat des entreprises publiques déficitaires, le maître mot de ce plan est « efficacité ». Un véritable défi dans l'atmosphère préélectorale qui règne en Argentine. Un réel pari, compte tenu d'une inflation qui, en dépit de gels et de contrôles successifs, n'a cessé de dériver. L'objectif officiel, 42 % de hausse des prix pour l'ensemble de 1987, a été dépassé dès la fin du premier semestre et on s'attend à ce que juillet soit aussi mauvais que juin, avec une poussée inflationniste de 8 % en un mois. Mais, plus que les anticipations inflationnistes, c'est une longue tradition que le gouvernement devra casser. Celle qui a conduit les Argentins à préférer les placements en dollars ou les chèques postdatés à l'utilisation normale de la monnaie, à opter pour la spéculation financière plus aisément que pour les investissements productifs.

F. Cr.

Les nouvelles mesures d'assainissement brésilien

M. Bresser-Pereira se rend à Washington

Le ministre brésilien des finances, M. Luis Carlos Bresser-Pereira, est arrivé à Washington, le mercredi 22 juillet, pour plaider en faveur d'un nouveau plan d'assainissement, entré en vigueur, par le conseil de développement économique de Brasilia. Au Fonds monétaire international, aux organisations multilatérales d'aide, aux Américains et aux banques commerciales avec lesquelles les Brésiliens reprennent les négociations sur un étalement de leurs échéances, M. Bresser-Pereira demandera d'œuvrer dans le même sens : une réduction des taux d'intérêt et l'octroi de nouveaux crédits.

Les grandes lignes du nouveau plan d'ajustement brésilien prévoient : une réduction du déficit budgétaire de 6,2 % à 3,5 % du produit intérieur brut ; un allouement de la pression fiscale équivalent à 10 % du PIB, cette année, 12 % en 1988, 13 % en 1989, 14 % en 1990 ; la privatisation de dix-huit entreprises publiques en plus des soixante-dix-huit sociétés que l'Etat entend déjà céder au privé ; le tout sur la base d'une croissance économique de 5 % en 1987, 6 % en 1988 et 7 % jusqu'en 1991, ainsi que d'un excédent commercial de 3,6 milliards de dollars cette année et de 10 milliards des années suivantes.

Marchés financiers

PARIS, 22 juillet ↑

Légère reprise : + 0,18 %

La Bourse de Paris a quelque peu trompé son monde, mercredi, en séance officielle. Après une matinée en demi-teinte, malgré une certaine résistance qui permettait à l'indice de céder moins de 0,5 %, la cote s'est ensuite redressée. À l'approche du coup de cloche final, le tableau lumineux indiquait + 0,18 %. Le marché était calme et sans affaires. Mais quatre-vingts valeurs étaient en repli, pour cinquante en hausse. Ce constat faisait dire aux professionnels que l'indice est décidément loin de refléter fidèlement la température réelle du palais Brongniart.

Les rangs se sont notamment clairsemés ces jours derniers sous les lambris. Les restants sont en proie au doute et parfois à l'inquiétude, car les espoirs de voir une hausse d'été prendre corps sont, chaque jour ou presque, déçus. La liquidation qui interviendra jeudi 23 juillet devrait être légèrement positive (entre + 2 % et + 3 %). Mais rien ne semble en mesure de dépasser sensiblement l'activité au cours du prochain mois.

Parmi les valeurs en repli figuraient : Esso, le Crédit foncier, la Paribas de réacompte et les Presses de la Cité. Saint-Gobain était aussi attaqué, de même que Guyenne Gascogne, Les Dockes de France, Fréchet, Bati Equipement et Ulf touchaient leur plus bas niveau de l'année. GTR, Bouygues, Unimetal et Saint-Louis se raffermisaient. Paradoxalement, la relative résistance du marché n'était pas comprise par l'absence de hausse du MATIF, rebondie près de son plus bas niveau historique. Le contrat à échéance mars 88 cédait 0,92 %, à 102,15. C'était la coupe à la grimace sur le marché obligataire comme du MATIF. En séance, on apprenait que la Société Générale avait acquis 67 % du capital de la société CVMA, au prix unitaire de 165 francs par action.

Lingot : 89 950 (=)

Napoleon : 521 (=)

NEW-YORK, 22 juillet

Irrégulier

Après deux journées de baisse, la tendance est redevenue très irrégulière mercredi à Wall Street. Durant toute la séance, l'indice des Industrielles a varié à l'intérieur d'une fourchette de plus ou moins 20 points pour finalement s'établir à 2 470,18 en léger progrès de 2,23 points. Le bilan de la journée est toutefois resté négatif. Sur 1 992 valeurs traitées, 684 ont monté mais 875 ont baissé et 433 n'ont pas varié.

D'après les professionnels, la Bourse new-yorkaise s'est comportée en parfait observateur de la scène internationale avec la montée des tensions au Moyen-Orient. Pour l'instant, le calme règne dans le golfe Persique. Les investisseurs ne veulent rien brusquer. Les valeurs pétrolières ont même baissé alors que le risque d'une restriction de l'approvisionnement en brut est plus grand que jamais.

D'autre part, les résultats d'entreprises continuent à tomber. Ils dépassent presque toujours les prévisions les plus optimistes. De ce côté-là, donc, tout porte à l'optimisme. Alors, très partagé, le marché hésite. La preuve : l'activité a diminué et 175 millions de titres ont changé de mains contre 186 millions la veille.

VALEURS	Cours du 21 juillet	Cours du 22 juillet
Alcoa	57	57
Alcan (ex-USA)	52 1/4	52 3/4
A.T.T.	30 3/8	30 3/8
Bausch & Lomb	38 1/2	38 1/2
Chemical Bank	41 3/4	41 3/8
Du Pont de Nemours	124 7/8	123 1/2
Electronic Data	85 1/4	85 3/4
Esso	94	92 3/8
Ford	108 1/8	107 3/8
General Motors	85 1/4	84 1/8
Goodrich	88 1/2	88 1/2
IBM	162 5/8	161 3/8
I.T.T.	67 1/4	66 1/4
Johnson & Johnson	53 1/2	53 1/4
Kimberly-Clark	71 5/8	71 3/4
McDonald	48 3/4	48 1/4
Novartis	45 5/8	46
Pfizer	28 7/8	28 3/8
Rockwell	114 1/8	113 1/8
Schlumberger	85 1/2	84 3/8
Union Carbide	73 3/8	72

CHANGES

Dollar : 6,18 F =

Le dollar s'est maintenu, jeudi 23 juillet, au niveau de ses cours antérieurs, sauf à Tokyo, où il a perdu un peu de terrain. Les marchés ont été rassurés par l'annonce d'une inflation de 0,4 % en juin, la remise d'une augmentation de 0,9 % ayant couru mercredi. La livre sterling a été affectée par l'annonce d'un important déficit commercial britannique au mai.

FRANCOFONIE	22 juillet	23 juillet
Dollar (en DM)	1,898	1,875
TOKYO	22 juillet	23 juillet
Dollar (en yen)	152	151,35
MARCHÉ MONÉTAIRE	(effets privés)	
Paris (23 juillet)	73 3/8-71/2	
New-York (22 juillet)	61/25	

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1986)

21 juillet, 22 juillet

Valeur française : 181,2

Valeur étrangère : 126

Coté des agents de change

(base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général : 487,5

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

21 juillet, 22 juillet

Industrielles : 2 467,95

LONDRES

(indice « Financial Times »)

21 juillet, 22 juillet

Industrielles : 1 872

Mines d'or : 457,1

Fonds d'Etat : 97,52

TOKYO

22 juillet, 23 juillet

Nikkei Dow Jones : 21 781,54

Indice général : 1 988,27

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 22 juillet

Nombre de contrats : 53 718

COURS

Sept. 87

Déc. 87

Mars 88

Juin 88

Dernier : 102,68

Précédent : 102,85

102,45

102,39

102,55

102,75

LA VIE DE LA COTE

RAPPROCHEMENT

TUFFIER-RAVIER-PY ET AMI

NICOL. La charge d'agent de

changement Tuffier-Raviera-Py et

l'agent du marché interbancaire

Ami Nicol ont entrepris un rap-

prochement qui devrait leur per-

mettre dès septembre d'intervenir

sur la totalité des marchés finan-

ciers. Le holding ainsi constitué

contrôlera, notamment une société

de gestion, une société de contre-

partie sur obligations, actions et

options, une société de logiciels

pour le « front office » et une

société spécialiste en valeurs de

Trésor.

LA REDOUTE ESPÈRE UNE

PROGRESSION DE 8 % DE

SON CHIFFRE D'AFFAIRES.

Le groupe Redoute, numéro un

français de la vente par correspon-

dances, mise sur un chiffre

d'affaires en progression de 8 %

pour l'exercice en cours. En 1986-

1987, le chiffre d'affaires avait

progressé de 10 %, à 11,3 mil-

liards de francs.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS	
	+ base + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	
SE-IL	6.1898	6.1838	+ 35 + 50	+ 80 + 105	+ 275 + 360
3 cm.	4.6765	4.6823	- 51 - 33	- 91 - 62	- 253 - 175
Yen (100)	4.0819	4.0866	+ 129 + 147	+ 256 + 292	+ 792 + 875
DM	3.3244	3.3278	+ 96 + 113	+ 207 + 238	+ 664 + 730
Flm.	2.9541	2.9578	+ 32 + 42	+ 123 + 130	+ 395 + 443
F.R. (100)	16.9415	16.9577	+ 91 + 213	+ 278 + 419	+ 881 + 1313
ES	4.0806	4.0831	+ 130 + 147	+ 269 + 296	+ 839 + 913
L (1 000)	4.5948	4.6039	- 128 - 93	- 226 - 191	- 629 - 537
£	9.8880	9.8990	- 184 - 106	- 293 - 222	- 802 - 562

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 3/8	6 5/8	6 5/8	6 3/4	6 11/16	6 13/16	7 1/16	7 3/16
SE-IL	3 1/2	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 3/4	3 15/16	4 1/16
DM	4 3/4	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/8	5 1/4	5 3/8
Flm.	6 3/4	6 1/2	6 5/16	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 11/16	7 1/8
ES	9 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
L (1 000)	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
£	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4
F. franc	7 5/16	7 9/16	7 1/2	7 3/4	7 5/8	7 7/8	8 1/4	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La banque italienne que vous trouverez dans le monde entier

BANCA NAZIONALE DEL LAVORO

BNL

BANCA NAZIONALE DEL LAVORO

SITUATION ABREGÉE DES COMPTES DE LA BANQUE ET DE SES SECTIONS DE CREDIT SPECIAL AU 31-12-1986 (LIRE ITALIENNES)

FONDS ADMINISTRES 94.461 MILLIARDS (+3%),
PATRIMOINE 3.199 MILLIARDS (+17%),
PROVISIONS POUR RISQUES SUR CREDITS 1.957 MILLIARDS (+22%),
TOTAL DES DEPOTS EN LIRE ITALIENNES ET EN DEVISES ETRANGERES 82.738 MILLIARDS (+5%),
CREDITS PAR CAISSE EN LIRE ITALIENNES ET EN DEVISES ETRANGERES 64.589 MILLIARDS (+1%), EXCEDENT BRUT 944 MILLIARDS (+15%),
BENEFICE NET 266 MILLIARDS (+10%).
PERSONNEL EMPLOYE PAR LE GROUPE: 26.154
UNITES, DONT 1.718 OPERANT DANS LES SOCIETES PARABANCAIRES.



BANCA NAZIONALE DEL LAVORO

BOURSE DE PARIS

22 JUILLET Cours relevés à 19 h 44

Réglement mensuel																	
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%
1905	A.S. 15 1735	4267	1899	1899	+ 0.64	1905	C.C.F.	144 90	144	145 90	- 0.41	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
4270	C.A.P. 25	4250	4250	4252	+ 0.06	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1114	C.A.P. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	St-Louis B.	1253	1278	1270	+ 1.96
1267	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.31	1905	C.C.F. 25	1227	1227	1223	- 0.3						

Comptant (selection)

VALEURS	% du sem.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Obligations			Chemins de fer (S.A.)	901	800	Machine Bel.	49 30	46 50
Em. 7 1/2 % 1972	123 50		Chemins (N)	135	155	Magnésie Light	231 60	232
9 1/2 % 1975	101 50	1 487	C.I.C. France del.	330	345	Magnésie S.A.	139	111 40 c
9 3/4 % 76/79	101 70	0 285	C.I. Monaco	861	650	Magnésie Port.	428	430
10 1/2 % 76/79/84	103 20	1 830	Chemins (S)	680	670	Midi del.	179	177
13 25 % 80/80/84	106 25	1 870	Chem. Grand	600	600	Midi Wagon	63	65 50
13 30 % 80/80/84	101 16	10 186	Colindale (L)	1837		Mois. Bel. del.	116	
13 30 % 81/88	107 10	7 546	Cogit	393 60	390	OPB Pontons	218 70	338
13 35 % 81/87	101 16	10 301	Compagnie	625	840	Osney	255	255
16 25 % 82/87/88	119 25	8 477	CR Indochine	3850	3715	Osney I.C.I.	2970	2950
16 25 % 82/88	115 10	1 053	CR Indochine	705	740	Osney Ind.	3100	3050
16 25 % 82/88	115 10	1 053	Compagnie Ind.	705	740	Osney Ind.	3100	3050
16 25 % 82/88	115 10	1 053	C.M.P.	41 80	39 50	Parisis-CP	420	420
12 20 % 82/84	110 50	8 628	Cold. Gas. Ind.	876	879	Paris France	274	276
12 20 % 84	108 80	4 981	C. Universal (C)	718	700	Paris-Orléans	320	330
10 25 % 85/88	104 37	3 738	Calédon	145	145 10	Parisis	800	800
OT 27 25 % 85	1763		Danley S.A.	875		Parisis, Ric. del.	1500	1410
OAT 10 20 % 1980	162 80	1 987	Danley S.A.	3250		Paris-Orléans	677	680
OAT 9 90 % 1987	163 85	1 851	Danley S.A.	1346		Paris-Orléans	311	314
OAT 9 90 % 1988	161 90	4 672	Danley S.A.	953	953	Paris Wagon	1050	1050
CR, France 3 1/2 %	101 35	0 625	Danley S.A.	1308	1308	Paris Wagon	860	850
CRB Bouay, sem. 82	101 35	0 625	Ess. Vitel	2000	2000	P.L.M.	172	170
CRB Portef. del.	101 30	0 625	Escomptes Centre	812	814	Powder	630	
CRB Saut	102 80	0 525	Escomptes Centre	410	400	Proximité	1470	1480
CRB Saut del.	101 35	0 625	ES-Paragone	917		Proximité S.A.	1785	1785
CRB 11 20 % 85	104 90	8 828	ES-Paragone	917		Publicis	1785	1785
CRF 10 20 % 86			ES-Paragone	291	290	Publicis	150	158
CRF 11 50 % 86			ES-Paragone	291	290	Publicis	388	385
CRF 11 50 % 86	109 30	1 494	Escomptes Paris	855	860	Publicis-P. Ind.	317	325
CRF 6 50 % 86	102 30	1 268	Escomptes Paris	3190		Publicis-P. Ind.	300	374 40 c
CRF 10 50 % 86	102 30	5 510	Escomptes Paris	78	75	Publicis-P. Ind.	38	88 40 c
			Escomptes Paris	2800	2840	Publicis-P. Ind.		

Étrangères

A.E.S.	1680	
Alcoa	450	470
Alcan Alcan	302	298
Aluminum Bank	1421	1421
American Brands	286	303
Am. Petroleum	345	
Am. Petrochem	240	
American Motors	206	200
Amco Paper	438	438
Amoco Corp.	1780	
Amoco Occident	1780	
S. R. Chemical	3000	575
R. Lombard	611	612
Canadian Pacific	195	195
C.N. Canadian	31	31
Chemical Bank	680	
Ches. & East	360	381
De Beers (S.A.)	85	85
Dow Chemical	545	550
Gen. Motors	675	675
Glaxo	981	
Glaxo	37	37
Goodrich	422	
Consolidated	398	396
Gulf Canada Corp.	1320	
Gulf Canada	1320	
I. C. Canada	222	228
Johns-Manville	1200	1250
Kubota	24	50
Laticrete	278	278
Aluminum Works Pte	90	89
McDonald	2740	2850
Moravia	155	152
Oliver	374	374
Overhead Holding	262	262
Pfizer	450	447
Procter Gamble	579	585
Rock Oil Ltd	370	380
Rollins	259	260
Rollins	259	260
Rockwell	425	423
Salsman	190	193
Shell Int. (S.A.)	140	
S.E.P. Alstom	140	305
S.E.P. Alstom	140	305
Timber	302	
Timberco	302	
Trinity Ind.	76	76
Trinity Ind.	25	25
Trinity Ind.	25	25
West Paper	270	280
West Paper	270	280

SICAV (side)[illegible]

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.P.S.A.	1080	1074	Deville	860	850	Metro Service	225	222
Ind. Nouvelles	570	547	Edison-OML excent.	M.I.M.	680	680
sema	700	679	Genet, S. Dumas	303 80	311	Moine	289	295
J.P.	985	970	Elysees Investiss.	39	39 80	On. Genet-Ligat.	425	424
ICM	700	685	Expanal	819	805	On. Clavet, F.	460	470
Geol. Technologies	1182	1180	Rigobert	685	685	Petit Roman	221	228
stet	680	680	St. Louis	820	820	Petitjean	550	560
stet com	1280	1280	Guy Daparin	921	922	Per. Impart	300	330
stetcom	981	945	J.C. Leclerc	280	285	Pirel	1488	1486
stet	2300	2300	I.R.C.	248	248	St-Gobain Emallings	1381	1383
stet	985	1000	IND	225	225	St-Hubert Mangnes	212	212
Equip. Elec.	330	330	W. International	309	309	St. Louis	248	248
EGIA	1498	1428	Int. Metall. Sur. (MIS)	238	230	Steu. Minet	750	740
S.E.P.	1360	1360	La Commande Electre.	695	690	S.E.P.	1350	1360
S.T. Communication	1478	1480	Le G. Bire de moult	295	295	S.E.P.R.	1590	1590
S.T. Communication	225	225	Lois-Accumulateurs	295	296 10	S.M. L. Giept	360	360
Ind. D'Orges	800	630	Lucanale	480	470	S.M. L. Giept	1520	1520
UMA	411	411	Musson	381	385	Solibus	330	341
UMA	3000	3000	Neuf. Investiss.	368	368	Sups	1140	1020
upel	3000	3298	Midburg Metall.	170	170	Valeurs de France	361	360
upel	2020	2026	Micronis Incent.	490	480			

Hors-cote

Ampe	5 40	
Caligaris	325	325
C.E.P.		
Cochary	185	
C. Ocoit, Fomello	180	
Dognone	1000	
Duchels les, (Castel)	450	460
Ecluse	200	180
Hydro-Energie	325	
Hogouens	250	
Martin Hort, (edem.)		
Milles	1025	
Parmatall-BL	3400	
Rédiles	368	
Romero M.V.	184	151 5
Sopafini	55 70	0
S.P.A.	800	0
Ulmex	500	
Union Broccaris	135	122

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	22/7	Achat	Vente		préc.	22/7
Exon-Louis (5 F)	5 189	8 191	5 950	8 450	Or fin (Paris au gramme)	88600	88900
Alger (100 F)	5 211	8 191	5 950	8 450	Or fin (Londres)	88650	88950
Alger (100 DM)	332 700	332 680	324	321	Pièces françaises (20 F)	521	521
Alger (100 FF)	18 051	18 048	15 800	15 800	Pièces françaises (10 F)	380	380
Payes (100 L)	255 600	256 500	257	307	Pièces (20 F)	605	605
Maroc (100 L)	87 780	87 720	84	81	Pièces (20 F)	519	521
Norvège (100 L)	91 911	91 190	87	84	Suèdoises	653	657
Grande-Bretagne (E £)	9 190	9 174	9 800	10 300	Pièces de 20 shillings	3006	3000
Belgique (100 F)	4 405	4 408	4 000	4 000	Pièces de 10 dollars	1605	1500
Italie (1 000 lire)	4 802	4 800	3 800	4 850	Pièces de 5 dollars	950	950
Autriche (100 S)	400 750	401 280	398 500	406 500	Pièces de 50 centes	3375	3385
Allemagne (100 M)	5 630	5 630	52	50	Or de 20 grammes	543	543
Europe (100 esp.)	47 300	47 330	48 500	49 700	Or de Londres	448 75	454 45
Amérique (100 pes.)	4 856	4 853	4 650	4 750	Or Zurich	452 50	455 85
Pays-Bas (100 g.)	5 250	5 250	4 700	4 700	Or Hongrie	450	450
Canada (5 can \$)	4 678	4 588	4 500	4 500	Argent Londres	7 67	7 72
Japon (100 yen)	4 062	4 062	3 820	4 160			

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	22/7	Achat	Vente		préc.	22/7
Exon-Louis (5 F)	5 189	8 191	5 950	8 450	Or fin (Paris au gramme)	88600	88900
Alger (100 F)	5 211	8 191	5 950	8 450	Or fin (Londres)	88650	88950
Alger (100 DM)	332 700	332 680	324	321	Pièces françaises (20 F)	521	521
Alger (100 FF)	18 051	18 048	15 800	15 800	Pièces françaises (10 F)	380	380
Payes (100 L)	255 600	256 500	257	307	Pièces (20 F)	605	605
Maroc (100 L)	87 780	87 720	84	81	Pièces (20 F)	519	521
Norvège (100 L)	91 911	91 190	87	84	Suèdoises	653	657
Grande-Bretagne (E £)	9 190	9 174	9 800	10 300	Pièces de 20 shillings	3006	3000
Belgique (100 F)	4 405	4 408	4 600	4 600	Pièces de 10 dollars	1605	1500
Italie (1 000 lire)	4 802	4 800	380	4 850	Pièces de 5 dollars	950	950
Autriche (100 S)	400 750	401 280	398 500	406 500	Pièces de 50 centes	3375	3385
Allemagne (100 M)	5 630	5 630	52	50	Or de 20 grammes	543	543
Europe (100 ach)	47 300	47 330	48 500	49 700	Or de Londres	448 75	454 45
Amérique (100 pes.)	4 856	4 853	4 650	4 750	Or Zurich	452 50	455 85
Pays-Bas (100 g.)	5 252	5 252	5 000	5 100	Or Hongrie	450	450
Canada (5 can £)	4 678	4 588	4 500	4 500	Argent Londres	7 67	7 72
Japon (100 yen)	4 062	4 062	3 820	4 160			

هكذا من الاجل

سكنا من الامم

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La crise franco-iranienne et la situation dans le Golfe. 4 Le décret sur la réforme agraire aux Philippines. 5 Rencontre sportive israélo-indienne.	6 Jean-Marie Le Pen en tournée sur les plages. — Le Conseil constitutionnel valide la réforme des établissements hospitaliers. 2 Convois de chars : la gauche, ses Italiens et ses Maliens.	7 Les dégâts dans les prisons. — L'arrivée de 229 « boat-people » à Rouen. 8 Un « M. Risques » unique se chargera des accidents naturels et technologiques. — La Tour de France cycliste.	15 Le 41 ^e Festival d'Avignon. 16 Création à Montpellier d'un opéra de Donizetti : <i>Psyché</i> , de Lully, à Aix-en-Provence. — Communication : « Le câble américain donne leurs chances aux chaînes culturelles », un point de vue de Christian de Maussion.	20 L'accord entre Thomson et General Electric. 21 Très forte dégradation du commerce extérieur britannique. 22 Le nouveau plan d'austérité argentin. 22-23 Marchés financiers.	Radio-télévision 18 Météorologie 18 Mots croisés 19 Camet 19 Loterie 19 Annonces classées 21 Abonnements 16 Programmes spectacles 17	• Tour de France à la voile : Lorient-ETE. • La crise franco-iranienne. EXC • Premières lignes de roman : gagnez des livres Stock. DEB Actualité. Sports. International. Culture. Bourse. FINAM. 3615 Tapez LEMONDE

La liquidation des missiles en Asie

« Notre concept est celui du double zéro global » déclare M. Gorbatchev

La Maison Blanche s'est félicitée mercredi 22 juillet des déclarations par lesquelles M. Gorbatchev se montre favorable à une élimination totale des missiles à portée intermédiaire et moyenne (de 500 à 5 500 kilomètres) en Asie aussi bien qu'en Europe.

Répondant aux questions du journaliste indonésien Merdeka, M. Gorbatchev a abordé les points suivants, selon le compte-rendu diffusé mercredi 22 juillet par l'agence Tass :

« Missiles à moyenne portée. — Après avoir indiqué que la direction soviétique « a étudié avec le plus grand sérieux » le souhait des pays d'Asie de voir « une élimination totale des missiles à moyenne portée, non seulement en Europe, mais aussi en Asie », le chef du PC soviétique a poursuivi : « Je puis vous dire que l'Union soviétique, faisant un effort pour accéder aux désirs des pays asiatiques et tenir compte de leurs préoccupations, est prête à accepter d'éliminer tous ses missiles à moyenne portée qui font l'objet de négociations avec les Américains à Genève, à condition bien sûr que les États-Unis en fassent autant. Les missiles tactiques opérationnels [dont ceux des Soviétiques donnent aux missiles à plus courte portée, ou SRINF américains] seront liquidés également. Autrement dit, nous nous guidons sur le concept de double zéro global. »

« Dans le cas présent, l'Union soviétique ne lie pas à cette initiative le problème de la présence nucléaire des États-Unis en Corée, aux Philippines et à Diego-Garcia. Mais nous voudrions espérer que, pour le moins, les États-Unis n'accroissent pas cette présence. »

L'URSS, a encore dit M. Gorbatchev, est « prête à s'engager à ne pas accroître le nombre d'avions porteurs d'armes nucléaires dans la partie asiatique du pays si les États-Unis ne déploient pas dans cette région un nombre supplémentaire de moyens nucléaires susceptibles d'atteindre le territoire de l'URSS (...). On pourrait se mettre d'accord sur une limitation des zones de patrouille des navires dotés d'armes nucléaires, de sorte qu'ils ne puissent approcher les côtes de l'autre partie à une distance correspondant au rayon d'action de leurs armes. »

« Afghanistan. — La question du retrait des troupes soviétiques est réglée, en principe. Nous sommes favorables à ce que les délais de ce retrait soient réduits. »

Rappelant toutefois que certaines « réponses soviétiques positives » avaient déjà été transformées ensuite par l'addition de « conditions inacceptables », le porte-parole a renvoyé à la séance plénière prévue à Genève jeudi après-midi, et au cours de laquelle Moscou devait présenter formellement sa proposition. A Londres, un porte-parole du Foreign Office a déclaré : « Si M. Gorbatchev accepte l'option « double zéro », nous nous en féliciterons, parce que c'est ce que l'alliance atlantique a demandé. »



Toutefois, il faut que cessent les ingérences dans les affaires intérieures de l'Afghanistan et que leur non-reprise soit garantie. (...) La réconciliation nationale en Afghanistan est, naturellement, l'affaire

des seuls Afghans, y compris de ceux qui se trouvent à l'étranger. Un dialogue, des pourparlers, d'avantage de confiance sont nécessaires entre les parties belligères. »

« Cambodge. — Certains signes encourageants d'une possibi-

lité de règlement sont apparus, grâce à une « prise de conscience que cette question ne peut être réglée que par des moyens politiques. Le principal est que l'idée d'une entente nationale fait son chemin, lentement mais réellement. »

« Relations avec la Chine. — Les contacts s'élargissent progressivement. Le développement des liens commerciaux, économiques, scientifiques, techniques et culturels est notable (...). Un dialogue politique a lieu. Nous n'entendons nullement le freiner. »

« Relations avec le Japon. — L'état des relations [bilatérales] n'est pas encore bien déterminé. Des efforts ont été faits, ces dernières années, pour leur donner une impulsion, pour créer un climat normal. (...) Il n'y a pas si longtemps, nous avons même commencé à examiner la question de la visite au Japon. (...) Mais des forces sont apparues au Japon, qui ont de nouveau assombri l'horizon. »

Polémique autour de TF 1

« Pagaille »

Les nouveaux patrons de TF 1 ne font pas la guerre en dentelles. A croire même, après les dernières déclarations tonitruantes de M. Patrick Le Lay, vice-PDG de la Une, qu'ils ne connaissent d'autre arme que la polémique pour obtenir ce qu'ils réclament. Sur un point, en tout cas, M. Le Lay a fait mouche : il a troublé la torpille de l'été par une nouvelle controverse. Mais sans doute la période choisie n'est-elle pas due au hasard puisque le gouvernement boude précisément, ces jours-ci, le budget de l'audiovisuel dont dépendront le montant des recettes publicitaires que l'Etat autorisera pour les chaînes publiques mais aussi la manne qu'il leur accordera.

En stigmatisant, dans un entretien avec *Libération* du 21 juillet, la « pagaille de l'audiovisuel français », M. Le Lay s'en prend directement au gouvernement, lui reprochant d'avoir « complètement négligé les règles normales du marché », l'accusant même d'« agir dans le jeu comme un intervenant qui se conduit comme Dieu le père et qui fausse la concurrence ». Antenne 2, dans la foulée, est qualifiée de « chaîne-assistée », face à FR 3 qui « vivote », à la 5 dont « l'audience nationale est très faible et qui recourt à l'importation de programmes », et à M 8, « très sympathique, la peine », mais

confrontée à « un vrai problème existentiel ». Des propos plutôt mal accueillis dans les milieux politiques et à l'intérieur même de TF 1. Si M. Bouygues « estime avoir fait une erreur en se portant acquiescent de TF 1, il est encore temps pour lui de céder la société à d'autres qui seront prêts à le remplacer », a déclaré, jeudi à *Libération*, M. Michel Fichet, député FR, rapporteur du budget de la communication.

La réponse du cabinet de M. François Léonard n'a pas été moins violente : « On ne peut regretter, y déclare-t-on, une pagaille que l'on a créée soi-même de toutes pièces », en précisant qu'« aucun engagement pris par Bouygues lors du rachat de TF 1, librement consenti, n'est négociable ». Au sein du personnel, certains sont indignés des déclarations de M. Le Lay, qui avait affirmé que c'était à l'Etat d'apporter la culture, pas aux industriels et que quelques-uns vont même jusqu'à dire qu'ils ont honte, aujourd'hui, d'avoir agité des actions.

De quoi expliquer peut-être le recul de M. François Bouygues, mardi soir, sur sa propre chaîne : « Le moment n'est pas venu, a-t-il dit, de parler de pagaille dans le système audiovisuel français. Quand ce moment sera venu, nous contribuerons à mettre de l'ordre. »

A. Rd.

Un robot français va sonder les entrailles du « Titanic »

Sixante-trois ans après son naufrage, le *Titanic* va-t-il enfin livrer ses secrets ? Une équipe franco-américaine devait commencer, le jeudi 23 juillet, l'exploration des entrailles de ce gigantesque paquebot englouti le 14 avril 1912 au large de Terre-Neuve, dans l'Atlantique nord, après avoir heurté de front un iceberg. Grâce à des moyens de détection extrêmement perfectionnés, les membres de l'équipe espèrent notamment repêcher le coffre-fort qui contenait les biens des 2 201 passagers et membres d'équipage embarqués à bord du *Titanic*, et parmi lesquels 1 500 ont péri au cours du naufrage.

Une première campagne d'exploration franco-américaine avait permis, en 1985, de localiser et de photographier l'épave immergé par 3 800 mètres de fond dans les eaux internationales. Une deuxième mission, qui devait se dérouler en 1986, n'a pas pu avoir lieu faute de financement. L'opération actuelle, qui doit se prolonger jusqu'à la fin août, est menée pour le compte d'Ocean Research and Exploration Ltd, une société de droit britannique réunissant des investisseurs privés.

Un contrat conclu par l'institut français de recherches pour l'exploitation de la mer (IFREMER) avec cette société stipule que les biens récupérés ne pourront être ni vendus ni utilisés à d'autres fins que celles d'exposition. Ocean Research and Exploration Ltd sera soutenue financièrement par la société Taurus International et devra verser environ 13,5 millions de francs à l'IFREMER.

Le soutien logistique de l'opération sera assuré par le remorqueur *Abeille-Supporter*, qui a appareillé le mercredi 22 juillet de Lorient (Morbihan). Outre le *Nautilus*, qui peut emmener trois personnes à 8 000 mètres de profondeur, les membres de la mission utiliseront pour la première fois un robot-caméra français baptisé « Robin ». Conçu et mis en chantier par l'IFREMER, ce robot peut prendre des images vidéo jusqu'à 6 000 mètres de profondeur.

Relié au sous-marin par un câble de 70 mètres, élastique manœuvrable dans les trois dimensions par le pilote du *Nautilus*, « Robin » peut pénétrer dans des zones d'accès difficiles ou dangereuses pour les sous-marins habités : rebords abrupts, falaises, hautes températures au-dessus des sources marines. De petite taille (80 x 50 x 50 cm) et pesant seulement 130 kilos, le robot est doté de deux caméras de télévision noir et blanc à haute sensibilité, mais il peut aussi prendre des images vidéo couleur à moyenne portée jusqu'à 3 mètres.

« M. Chirac à Brazzaville. — M. Jacques Chirac a quitté Paris, le mercredi 22 juillet dans la soirée, pour Brazzaville, où il présidera l'assemblée générale de l'Association des maires de métropoles totalement ou partiellement francophones (AIMF). Le premier ministre doit regagner Paris, le samedi 25 juillet, au début de la matinée. Il est accompagné au Congo par M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, et par M^{me} Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat à la francophonie.

Bagage vite : un nouveau service

Pour libérer les voyageurs du souci de transporter leurs bagages à main jusqu'au train de départ, la SNCF met au point un nouveau service, à titre expérimental, en gare de Paris-Montparnasse.

Ce service fonctionnera tous les jours de 7 h 30 à 12 h et de 17 h à 19 h 30 pour les voyageurs ayant des places réservées dans les trains à destination de Nantes, Saint-Nazaire, Brest, Rennes, Quimper, Le Croisic, Granville, Argentan.

Les bagages à main sont pris en charge au comptoir accueil, à l'arrivée des taxis, au plus tard une demi-heure avant le départ du train et déposés à la place dans le train un quart d'heure avant le départ.

Pour réserver le service « Bagage vite » et éventuellement le taxi, appelez le : 47-39-97-97, et pour tous renseignements le : 47-39-11-11. Le prix : un forfait de 20 F (prise en charge de 2 bagages) et 8 F par bagage supplémentaire.

Après son voyage en Afrique du Sud

Mgr Gaillot s'étonne des critiques de certains journaux

Evêque « manipulé », « otage », « instrument privilégié » du Parti communiste ? La presse de droite — *le Figaro*, *le Quotidien de Paris* — multiplie ses attaques contre la récente visite en Afrique du Sud de Mgr Jacques Gaillot (*le Monde* des 11 et 17 juillet).

« Surpris » par le ton de cette polémique, l'évêque d'Evreux nous a déclaré, le jeudi 23 juillet, que son voyage n'avait pas eu d'autre motif que celui de « rendre service à un prêtre », originaire de sa ville d'Evreux, le coopérateur français Pierre-André Albertini.

« Aller rendre visite à quelqu'un qui est en prison, aller témoigner dans le pays de l'apartheid de la fraternité entre les peuples, c'est un geste de l'Evangile », avait-il déclaré mercredi sur Europe 1.

C'est pas la première fois que Mgr Gaillot, connu pour ses positions contre l'armement nucléaire,

contre l'apartheid et le racisme, subit un tel tir de barrage. Il reconnaît lui-même qu'« il y a des gens qui me soutiennent et d'autres qui sont outrés. (...) Beaucoup souhaitent que je quitte Evreux. Ce sont des gens qui ont le bras long et qui s'adressent à Rome ».

Mgr Gaillot est-il isolé dans l'épiscopat français ? *Le Figaro* demande à la conférence épiscopale de « se désolidariser de l'attitude de l'évêque d'Evreux. Si, à son tour, il est reproché à Mgr Gaillot, dans l'épiscopat français, une certaine candeur et un manque de prudence, aucun de ses confrères ne lui a encore écrit ou manifesté la moindre marque de réprobation. C'est précisément parce qu'il veut rester « un homme libre », qu'il s'autorise à affirmer que « l'Eglise de France ne s'engage pas suffisamment » et qu'il regrette « certains de ses silences ».

H. T.

ITALIE

La « coalition à cinq » sera reconduite dans le futur gouvernement

ROME
de notre correspondant

Le prochain gouvernement italien, dont on devrait connaître la composition le semaine prochaine, repèrera sur la même alliance que les précédents entre la Démocratie chrétienne, le Parti socialiste et les trois petits partis « laïques » : républicain, social-démocrate et libéral. Une différence cependant : les socialistes s'opposent à ce que cette coalition conserve l'appellation de *pentapartito* dès lors qu'elle sera présidée par un démocrate-chrétien, en l'occurrence M. Giovanni Goria.

Horais ce point de susceptibilité, il paraît probable que la structure de la prochaine équipe enregistrera une légère modification. Le leader socialiste, M. Craxi, s'appuyant sur son meilleur résultat électoral (son parti a progressé de 2,9 points, passant à 14,3 % des voix, alors que la DC n'a augmenté que de 1,4 point atteignant 34,3 %), pourrait obtenir dans le gouvernement de M. Goria la « parité » entre laïcs et démocrates-chrétiens, soit, dans l'hypothèse d'une équipe de trente ministres, quinze portefeuilles pour le PS et les laïques, contre quatorze dans le gouvernement de M. Craxi.

JEAN-PIERRE CLERC

A Munich et à Lyon

Arrestations de deux militants d'Action directe

Un membre présumé de la branche lyonnaise du mouvement Action directe, Renaud Laigle, a été arrêté dans la soirée du mardi 21 juillet à Munich par la police ouest-allemande. De son côté, le SRPJ de Lyon a interpellé dans cette ville un autre membre présumé du mouvement Mouvement Aisé.

Selon les autorités ouest-allemandes Renaud Laigle, âgé de vingt-neuf ans, réfugié à Munich pour échapper à la police française, ne préparait pas d'action en Bavière. Recherché en France pour des attaques à main armée contre des banques et pour sa participation à un attentat par explosif, sa présence avait été signalée mardi près de l'aéroport international de Munich. Les autorités françaises informées ont alors fourni aux policiers ouest-allemands les éléments nécessaires à son identification et doivent engager rapidement une procédure en vue de son extradition.

Quant à Renaud Laigle, âgé de trente ans, son arrestation semble avoir été une conséquence de celle de Renaud Laigle. Il avait été interpellé une première fois, en 1986 à Lyon lorsque fut démantelé le groupe armé par André Olivier. Remis en liberté, il n'avait pas pour autant cessé d'être surveillé.

M. Marcel Moudon, juge d'instruction au tribunal de Lyon, chargé du dossier Action directe dans cette ville, s'est rendu à Munich dès mercredi pour s'informer auprès de ses collègues ouest-allemands. Un porte-parole du parquet de Munich a indiqué que les autorités françaises soupçonnaient Renaud Laigle d'avoir fourni des explosifs à des membres d'Action directe et d'avoir lui-même participé à des attaques à main armée. Le jeune homme a été placé sous écrou extrajudiciaire en attendant le déroulement et l'issue de la procédure engagée pour sa remise à la justice française.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 23 juillet

Reprise

Une sensible reprise s'est produite jeudi matin à la Bourse de Paris. En progrès de 0,71 % à l'ouverture, l'indice instantané enregistré à la clôture de la session préliminaire une avance de 0,84 %. Dumez, CSF, Promodès, GTM, Générale des Eaux, Casino et surtout Schneider se sont détachés avec des gains compris entre 2,7 % et 4,2 %.

Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	458	465	462
Agence Havas	524	525	527
Air Liquide (L)	570	569	573
Banque Paribas	548	555	550
Bouygues	2710	2705	2725
Bouygues	1120	1142	1144
B.S.M.	4755	4785	4805
Carrefour	1202	1208	1208
Club Méditerranée	618	619	620
Eaux (G&S)	3678	3678	3680
ELF-Aquitaine	3678	3678	3680
ELF-Capitaine	1450	1450	1448
Michelin	3165	3174	3184
M&C (G&S)	1785	1785	1785
Moët-Hennessy	1004	1000	1000
Navig. Marse	893	894	894
Oréal (L)	450	461	462 80
Promodès	716	716	716
Sanofi	2800	2800	2815
Schneider	2800	2800	2815
T.B.T.	590	590	594
Veolia	590	590	594

A B C D E F G

Le Monde
sur minitel
JOUEZ
Premières lignes de romans
50 romans Stock à gagner
3615 TAPEZ LEMONDE puis DEB